

offensive

TRIMESTRIEL D'OFFENSIVE LITTÉRAIRE ET SOCIALE N°26 • 4 EUROS • MAI 10



**EN FINIR AVEC
LA FRANÇAUFRIQUE**



M 05936-8-F: 4,00 €-RD

MATÉRIEL

6 AUTOCOLLANTS
édités par l'OLS
9 euros les 50
15 euros les 100



LIVRE
Divertir pour dominer

Textes issus de numéros d'Offensive
13 euros l'exemplaire



A commander à l'OLS 21^{er}, rue Voltaire 75011 Paris
chèque à l'ordre de Point de ruptures

Offensive Libertaire et Sociale (OLS)

Offensive Libertaire et Sociale est née au cours de l'été 2003. Notre volonté est de participer à la construction d'une réelle offensive qui mette un terme au capitalisme et qui contribue à l'élaboration d'un autre futur sans rapports de domination ni d'exploitation. Nous militons pour une société fondée sur la solidarité, l'égalité sociale et la liberté. Six principes fondent l'OLS :

1. Indépendance
2. Fédéralisme
3. Assembléisme
4. Anti-autoritarisme
5. Rupture
6. Appui mutuel

L'OLS se situe comme un élément dans la constellation libertaire, apportant sa pierre au mouvement révolutionnaire. Elle est une structure parmi d'autres organisations, collectifs, comités existants à un moment donné. L'organisation n'est pas une fin en soi et ne doit pas primer sur les luttes et sur la réflexion. Nous refusons de nous impliquer en fonction de nos seuls intérêts organisationnels, de « passer » d'une lutte à l'autre au gré des modes. Même si nous apparaissions pour confronter, défendre ou faire partager nos valeurs, nos idées, nos pratiques, notamment au travers de notre journal et lors de certains événements politiques, nous refusons les logiques de représentation. Dans une société

fondée sur les apparences, le mouvement révolutionnaire ne doit pas succomber aux sirènes du spectacle.

Nous luttons plus particulièrement contre l'apartheid social, les dominations (sexisme, homophobie, exploitation économique...), pour la liberté de circulation et d'installation. Nous participons aux luttes contre la précarité et le développement de la misère, en essayant de proposer d'autres formes d'organisation sociale dans lesquelles le travail productif perdrait sa centralité.

Nous voulons construire une société réellement démocratique, si l'on définit la démocratie comme une forme d'organisation du pouvoir permettant de connaître et de maîtriser nos conditions d'existence. Il importe de réfléchir à de nouvelles organisations sociales qui permettent le partage des débats et des prises de décisions. Cela revient à briser l'autonomie du pouvoir. Il ne doit pas être accaparé par une minorité, mais demeurer au sein de la société : il doit être socialisé. Nous sommes partie prenante de l'unification des mouvements libertaires et de l'association avec toutes celles et ceux qui développent des pratiques anti-autoritaires et anti-capitalistes. Nous chercherons, au sein de cette constellation, à faire vivre « l'alternative ».

POUR CONTACTER L'OLS
OLS c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat, 13001 Marseille.
ols@no-log.org.

LES GROUPES DE L'OLS

OLS Aveyron

walden12@free.fr

OLS Chapacans Marseille

c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat 13001 Marseille
chapacans@riseup.net

OLS Paris

21^{er}, rue Voltaire 75011 Paris
ols.paris@no-log.org

OLS Rhône Alpes

offensivenomade@riseup.net

OLS Toulouse

offensivetoulouse@riseup.net

OLS Tours

olrik@no-log.org

SITE INTERNET

<http://offensive.samizdat.net>

Retrouvez les archives, les anciens numéros, écoutez les anciennes émissions de radio, consultez l'actualité de l'OLS...

OFFENSIVE SONORE

émission de l'OLS-Paris
sur Radio Libertaire
89.4 Mhz (à Paris)

Le vendredi tous les quinze jours de 21h à 22h30 en alternance avec La Grenouille Noire

LES ANCIENS NUMÉROS

Pour commander les anciens numéros, reportez-vous au bon de commande en page 3.

Les numéros épuisés sont téléchargeables sur notre site internet <http://offensive.samizdat.net>

- N°1 POUR UNE CRITIQUE RADICALE DE LA TÉLÉVISION **ÉPUISÉ**
- N°2 LA GRÈVE À RÉINVENTER
- N°3 L'EMPRISE TECHNOLOGIQUE **ÉPUISÉ**
- N°4 GENRE ET SEXUALITÉ **ÉPUISÉ**
- N°5 AU SERVICE DU PUBLIC
- N°6 HOMO PUBLICITIS **ÉPUISÉ**
- N°7 GUERRES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES
- N°8 LIBÉREZ LES ENFANTS! **ÉPUISÉ**
- N°9 CULTURE DE CLASSE OU (IN)CULTURE DE MASSE **ÉPUISÉ**
- N°10 L'IMPÉRIALISME SCIENTIFIQUE **ÉPUISÉ**
- N°11 ON HAÏT LES CHAMPIONS
- N°12 INTÉGRATION ENTRE MISE AU PAS ET APARTHEID SOCIAL
- N°13 RÉVOLUTIONNAIRE AUJOURD'HUI
- N°14 L'HORREUR TOURISTIQUE
- N°15 AUTONOMIE, DÉMOCRATIE DIRECTE
- N°16 PUTAIN DE SEXISME
- N°17 UN COMMERCE SANS CAPITALISME **ÉPUISÉ**
- N°18 SPÉCIAL 68, MAI ENCORE!
- N°19 FOUTEZ-NOUS LA PAIX!



OFFENSIVE N°20

trimestriel | 52 p. | 5 euros

• DOSSIER
TANT QU'ON A LA SANTÉ!



OFFENSIVE N°21

trimestriel | 52 p. | 5 euros

• DOSSIER
L'INDUSTRIE DE LA PUNITION



OFFENSIVE N°22

trimestriel | 52 p. | 5 euros

• DOSSIER
RURALITÉS, NOUS VOULONS LA TERRE



OFFENSIVE N°23

trimestriel | 52 p. | 5 euros

• DOSSIER
CONSTRUIRE L'ANARCHIE



OFFENSIVE N°24

trimestriel | 52 p. | 5 euros

• DOSSIER
NATURE ET ANIMALITÉ



OFFENSIVE N°25

trimestriel | 52 p. | 5 euros

• DOSSIER
TRAVAIL: QUEL SENS?

Édité par Spipasso
Imprimeur IMB, 7 rue Résistance 14400 Bayeux
Directeur de publication Nicolas Sergy
Commission paritaire 1111 P 11461
ISSN 1771-1037
Diffusion Court-circuit 5, rue Saint-Sébastien, 75011 Paris, 01 43 55 69 59 contact@courtcircuit-diffusion.com
Tirage 7400 exemplaires

Les articles font apparaître le féminin et le masculin. Si la langue est un instrument de domination et perpétue les stéréotypes sexistes, elle peut être un outil de déconstruction. Les personnes qui luttent contre le patriarcat ne peuvent se dispenser d'interroger la pseudo- « neutralité » de certains mots et la domination du masculin sur le féminin. Le langage rend la présence des femmes invisible. Féminiser les textes que nous produisons, c'est donner une visibilité à la moitié de l'humanité.

Sommaire

En bref ici **4-6**

En lutte **Contre les JO de Vancouver 7**

Analyses

Les nouveaux « nouveaux militants » 8-9

Lettres aux natifs zapatistes, colombiens... 10-11

Nanotechnologies, le public se rebelle 12-13

Histoire **Émile Pouget, Barbarie française 14**

En finir avec la Françafrique

La Françafrique en carte **16**

C'est quoi la Françafrique? **17-18**

La France-à-fric se porte bien **19**

Le PS dans la Françafrique **20**

Sarkozy, la Françafrique décomplexée **21**

Les argumentocs de la Françafrique **22-23**

Exactions et assassinats **24-25**

Que reste-t-il de Thomas Sankara? **26-27**

Ethnisme ou domination **28-29**

Areva ne fera pas la loi **30-31**

De la décolonisation à l'idéologie du développement **32-34**

L'anarchisme en terre africaine **35**

Des stratégies de survie **36-37**

DOSSIER

Horizons

Terreur et disparitions au Pérou 38-40

En bref ailleurs **41**

Entretien

La condition prostituée 42-45

Alternatives

Pédagogie nomade 46-47

Contre-culture

Livres 48-49

Musique 50

Arts vivants-cinéma 51

Dossier du prochain numéro autour de **La précarité**

Prochaine coordination, aux rencontres libertaires qui se déroulera du 24 juillet au 4 août 2010, pour plus de renseignements contacter le groupe de Toulouse.



Édito

OFFENSIVE INDEXÉ SUR LA BOURSE?

On pourrait se poser la question vu les variations de prix de la revue ces derniers temps! Jusqu'au numéro 18, elle faisait 44 pages pour 3 euros... sauf les numéros réalisés en commun avec **Courant alternatif**. Puis, la revue a augmenté sa pagination pour passer à 52 pages et surtout son tirage à 7000 exemplaires pour assurer une diffusion en kiosque. Du coup, son prix a connu une hausse est est passé à 5 euros. Au printemps 2009, **Offensive** a perdu sa commission paritaire: une aide à la presse écrite qui permet notamment d'avoir des tarifs réduits d'affranchissement pour envoyer le journal dans l'Hexagone. Une hausse des frais que l'on avait discrètement reportée sur le prix de l'abonnement. Cette inflation continue pour les lecteurs et lectrices habituel-le-s de ce journal qui n'était pas forcément faite pour nous plaire. L'objectif restant que le plus grand nombre de personnes possible nous lisent, on pouvait considérer ces hausses de prix comme des freins à la découverte de notre prose. Pourtant, pas de gabegie à la revue, ni de billets d'avion pour d'éventuel-le-s envoyé-e-s spéciales et spéciaux! Rédactrices et rédacteurs, correcteurs et correctrices et autres graphistes ne touchent pas un kopeck.

Et puis les bonnes nouvelles se sont additionnées. À la fin 2009, **Offensive** a récupéré une commission paritaire (le fameux « CPPAP » mentionné en petit page 2). Et, surtout, les ventes en kiosque des derniers numéros ont sensiblement augmenté: de 700 exemplaires, on est passé à 1500 exemplaires! Du coup, alors que nous rentrions à peine dans nos frais, nous avons réussi à mettre quelques deniers de côté. Lors de notre dernière coordination, nous avons discuté de ce qu'on allait faire de cette petite cagnotte: livret A? campagne de pub dans le métro parisien? séminaire à Acapulco?... Même pas! À l'unanimité, il a été décidé de baisser le prix de la revue. C'est donc grâce à vous si, à partir de ce numéro, la revue passe à 4 euros. Une mesure populiste, populaire, en faveur du pouvoir d'achat, à faire pâler de jalousie un Michel-Édouard Leclerc... Espérons que nous puissions poursuivre avec ce nouveau prix quelques numéros, histoire de ne pas trop donner le tournis...

abonnez-vous

Je m'abonne à **offensive** pour une durée d'un an (4 numéros) à partir du N° _____.

Abonnement (16 euros) Abonnement de soutien (35 euros)

Abonnement + abonnement d'un-e ami-e (25 euros)

Je commande des anciens numéros pour un montant de _____ euros

nom, prénom

adresse

mail

téléphone

Si vous abonnez aussi un-e ami-e veuillez indiquer ses coordonnées ci-dessous

nom, prénom

adresse

chèque à l'ordre de **Spipasso** à renvoyer à OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille

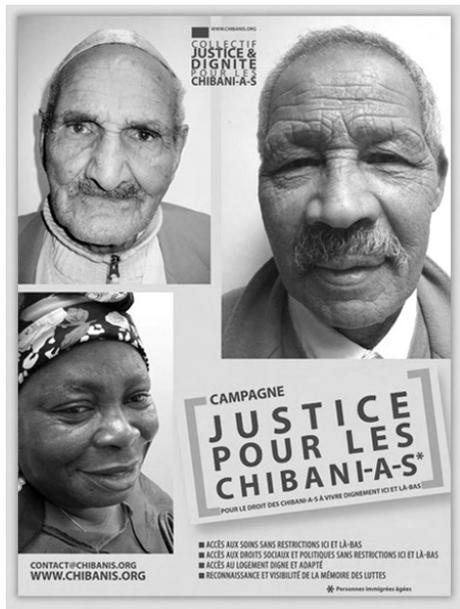
COMMANDER LES NUMÉROS PRÉCÉDENTS

Cochez les numéros que vous souhaitez commander, et rajoutez 10% au total. Notez vos coordonnées sur le bulletin d'abonnement.

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> N°2 La grève à réinventer (3€) | <input type="checkbox"/> N°16 Putain de sexisme! (3€) |
| <input type="checkbox"/> N°5 Au service du public (3€) | <input type="checkbox"/> N°18 Spécial 68, Mai encore! (5€) |
| <input type="checkbox"/> N°7 Guerres contre-révolutionnaires (3€) | <input type="checkbox"/> N°19 Foutez-nous la paix! (5€) |
| <input type="checkbox"/> N°11 On hait les champions (3€) | <input type="checkbox"/> N°20 À notre santé! (5€) |
| <input type="checkbox"/> N°12 Intégration entre mise au pas et apartheid social (3€) | <input type="checkbox"/> N°21 L'industrie de la punition (5€) |
| <input type="checkbox"/> N°13 Révolutionnaire aujourd'hui (5€) | <input type="checkbox"/> N°23 Construire l'anarchie (5€) |
| <input type="checkbox"/> N°14 L'horreur touristique (3€) | <input type="checkbox"/> N°24 Nature et animalité (5€) |
| <input type="checkbox"/> N°15 Autonomie, démocratie directe (3€) | <input type="checkbox"/> N°25 Travail: quel sens? (5€) |

COMMANDER OU S'ABONNER PAR INTERNET

en passant par Atheles: <http://atheles.org/offensive>



JUSTICE POUR LES CHIBANI-A-S

LA CAMPAGNE «Justice pour les chibani-a-s» a été lancée fin 2009 pour dénoncer les conditions de vie indignes, les pratiques discriminatoires et les contrôles abusifs subis par les immigré-e-s retraité-e-s. Les chibani-a-s (les ancien-ne-s en arabe) ont souvent effectué les travaux les plus pénibles pendant des années, parfois sans être déclaré-e-s. Aujourd'hui, beaucoup perçoivent une retraite de misère, ont des difficultés à se soigner, à se loger... Comme si cela ne suffisait pas, elles et ils font l'objet de contrôles discriminatoires de la part des institutions sociales. À Toulouse, la caisse régionale d'assurance maladie et la Mutualité sociale agricole ont effectué un contrôle massif des résident-e-s du foyer Adoma «Fronton 2» (ex-Sonacotra), leur demandant entre autres de présenter leur passeport. Des redressements s'en sont suivis, allant de mille à

vingt mille euros, ainsi que la suppression des prestations minimum vieillesse et des allocations logement. Reste aujourd'hui à un résident trente euros par mois pour vivre ! L'administration ne tient aucun compte du fait que les chibani-a-s, majoritairement des hommes qui ne savent ni lire ni écrire, ont des difficultés pour remplir leurs papiers et n'ont à aucun moment voulu frauder. Des résidents du foyer «Fronton 2» et le collectif «Justice et dignité pour les chibanis et les chibanias» ont occupé la caisse régionale d'assurance maladie en mars dernier pour réclamer l'annulation de toutes les procédures basées sur un contrôle discriminatoire et l'annulation de tous les indus des personnes contrôlées dans ce cadre.

Plus d'infos sur <http://www.chibanis.org>

Solidarité avec les sans-papiers

LA SITUATION DES FEMMES sans papiers nous renvoie aux violences que chacune d'entre nous qui avons des papiers peut connaître, mais sans possibilité de porter plainte. La peur d'un état qui rafle et qui expulse les maintient dans une grande détresse, un grand isolement et les prive d'une plus grande autonomie.

Aujourd'hui des sans-papiers se mobilisent et s'organisent.

Être une femme sans papiers concrètement c'est : nettoyer vos bureaux et les lieux publics en dehors des heures ouvrables, s'occuper de vos enfants dans les écoles, de vos parents dans les maisons de retraite. Tout ça sans la protection du droit de travail, non syndiquée, mal ou pas rémunérée, à la merci d'abus ou de séquestration par les employeurs, et sous la menace permanente de la rafle et de l'expulsion. D'autre part, elles sont souvent victimes d'exploitation sexuelle, au carrefour de violences économiques et domestiques.

La situation de semi-clandestinité dans laquelle les place l'état les met à la merci d'une domination à la fois patriarcale, raciste et capitaliste.

Le fait de ne pas pouvoir porter plainte sans risquer l'expulsion immédiate les expose plus que toutes autres aux violences au travail et familiales, harcèlement, viol, chantages éventuels.

Certaines n'ont pas d'autres choix que de se marier pour avoir des papiers.

Le renouvellement des cartes de séjour n'étant pas assuré pour une femme qui quitte son conjoint, elles sont otages du mariage.

Sans papiers, comment accéder à l'éducation et à la santé, la contraception ou l'avortement.

Être sans-papiers c'est être sous la menace constante des contrôles policiers et des arrestations. En plus des humiliations subies en garde à vue, les sans-papiers sont en outre les victimes des violences sexuelles des policiers dans les commissariats ou lors de leur emprisonnement en centre de rétention administrative avant leur expulsion.

Malgré leur marginalisation et les dangers rencontrés, des femmes sans papiers s'organisent pourtant, et mènent leurs propres luttes. Le 15 février dernier, comme le 8 Mars, des centaines d'entre elles ont manifesté dans les rues de Paris.

Nous soutenons les luttes de ces femmes : solidarité avec les sans-papiers !

Des femmes, filles, lesbiennes, féministes

<http://marchedenuit2008paris.wordpress.com>

UNE NOUVELLE REVUE

«Une de plus, pourquoi ? D'abord, pour approfondir nos réflexions par l'écriture. Et les partager.» dit l'équipe de *Nous autres*, une initiative prise par des gens qui, en vivant à Montreuil ou dans les campagnes de l'Ariège ou du Tarn, cherchent à poser les bases d'une forme populaire de résistance au capitalisme.

«NOUS AUTRES»
c/o La Maison de l'Arbre
9, rue François Debergue
93100 Montreuil
nousautres@pluticanardnoir.org

AIR FRANCE EXPULSÉ

En 2008, Air France a assuré six mille cinq cents des trente mille expulsions de sans-papiers réalisées par l'État français. Le collectif Stop aux expulsions s'attaque aux compagnies privées qui collaborent et propose à qui veut de s'organiser localement pour faire pression sur Air France jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires, qui aura lieu le 8 juillet 2010 à Paris. Pas de coordination nationale, quelques propositions d'actions mais pas de consignes. Juste un mot d'ordre commun : «l'arrêt total de la complicité d'Air France dans l'expulsion des sans-papiers». Le 17 avril, l'agence Air France Canebière, à Marseille, a été occupée pendant plusieurs heures, et ce n'est que le début d'une série d'actions.

Plus d'infos :

<http://paris.indymedia.org/spip.php?article284>

Mail : stopauxexpulsions@gmail.com



Collage féministe dans les rues de Paris (2010)

QU'AVEZ-VOUS FAIT DE JON ?



JON ANZA, membre d'ETA, avait disparu depuis près d'un an (voir Offensive 25) à Toulouse. En mars dernier, son corps est réapparu à la morgue de l'hôpital de cette même ville. Bizarre, très bizarre; le parquet et la police ayant été prévenus plusieurs fois de la présence de ce corps non identifié. La disparition était, de plus, largement médiatisée, sans parler de la campagne d'affichage de militant-e-s basques. La juge parle d'«une simple succession d'inefficacité policière et d'erreurs administratives.» Les quelque cinq mille manifestant-e-s qui se sont réuni-e-s à Saint-Jean-de-luz après l'annonce de la découverte du corps de Jon Anza ne pensent pas que la mort de celui-ci soit une simple erreur administrative. La version policière de cette affaire n'a pas tardé à paraître dans

«Le Nouvel Obs», qui a inventé un long processus de clochardisation de Jon pour expliquer sa disparition.

La famille pense plutôt que ce dernier a été enlevé par la police espagnole. Une version soutenue par le journal basque «Gara», à qui des sources fiables ont transmis des informations indiquant que Jon Anza aurait été intercepté dans le train entre Bayonne et Toulouse, séquestré et torturé à mort par la police espagnole. Ce qui est vraisemblable, vu le nombre de zones d'ombre de ce dossier. Notamment le fait que, quelques jours après l'annonce de sa disparition, des policiers espagnols de la Guardia Civil soient partis précipitamment d'un hôtel toulousain en oubliant leurs armes sous leur matelas. Drôle de coïncidence.

DU RADIOACTIF SUR NOS ÉTALS

En 2002, deux garanties essentielles pour la protection du public contre les dangers des rayonnements ionisants ont été inscrites dans le code de la santé publique: «l'interdiction d'ajouter délibérément des substances radioactives dans les aliments, les biens de consommation et les produits de construction» et «l'interdiction d'utiliser des matériaux et des déchets provenant d'une activité nucléaire – et qui sont contaminés ou susceptibles de l'être – pour la fabrication de biens de consommation et de produits de construction». Le 5 mai 2009, un arrêté interministériel a instauré une procédure de dérogation à ces interdictions, une procédure particulièrement laxiste. Cet arrêté a été publié en dépit d'un avis défavorable de l'Autorité de sûreté nucléaire. Cinq produits seulement sont exclus des dérogations et protégés des contaminations radioactives: 1/ les aliments, 2/ les produits cosmétiques, 3/ les parures, 4/ les jouets, 5/ les matériaux en contact avec les aliments et les eaux. Ouf!

Source : CRIIRAD (471 avenue Victor-Hugo, 26000 Valence)



CONTRE LE FASCISME

DEPUIS QUELQUES MOIS, le groupuscule d'extrême droite Jeunesses identitaires reprend du poil de la bête à Lyon. Comme il arrive parfois dans une ville, quelques nervis ont multiplié les actions débiles, voire violentes : harceler des bibliothèques pour qu'elles annulent une exposition de photos sur les sans-papiers, occuper un Quick halal avec des masques de cochon, attaquer un squat à la bombe incendiaire, agresser des militant-e-s dans la rue... La situation devient délicate pour l'extrême gauche locale. En avril dernier, elle a organisé une manifestation qui a rassemblé plus de deux mille personnes. Si cela ne règle pas la question immédiatement, cela permet de montrer que les militant-e-s ne laisseront pas les fachos faire ce qu'ils veulent.



INÉGALITÉS, ÇA PROGRESSE...

ALORS QUE LA BATAILLE des retraites va se durcir – espérons-le –, que la crise devrait toucher tout le monde, les riches s'en sont encore une fois bien tirés. Le nombre de personnes gagnant plus de 100 000 euros par an a progressé de 28% entre 2004 et 2007, et celui des personnes gagnant plus de 500 000 euros de 70%. La population vivant sous le seuil de pauvreté, elle, est passée de 6,6% en 1990 à 7,2% aujourd'hui. 50% des gens gagnent moins de 1510 euros par mois (et 50% plus!). D'ailleurs, le salaire moyen – celui que l'on toucherait s'il y avait égalité des salaires – est de 1760 euros par mois. Mais pour le fantastique système capitaliste il est plus efficace que 10% des salarié-e-s seulement touchent plus de 3084 euros. Ou si 1% de salarié-e-s gagnent plus de 124 573 euros par an. Une inégalité qui est sexuée puisque 80% des très hauts revenus reviennent à des hommes, mais aussi géographique, car près de 50% de ces très hauts revenus vivent en Île-de-France. L'appartenance à une classe sociale n'est pas qu'une question de revenus, mais quand même...



360° et même plus

est un collectif de cinéastes engagé-e-s dans la réflexion sur le développement du tiers-secteur audiovisuel. Il s'inscrit dans une démarche de création, de production et de diffusion de films réalisés et diffusés en marge des industries cinématographique et télévisuelle. En mettant en commun idées, savoir-faire et matériels, le collectif développe des pratiques audiovisuelles libres tout en œuvrant à la construction d'une économie indépendante, solidaire et viable. Parmi leurs dernières productions, **RESF : un réseau de résistances**, une série de cinq films courts d'actualités documentaires réalisés en 2006 et 2007 autour du Réseau éducation sans frontières des Bouches-du-Rhône. Le DVD vient d'être réédité. **Et Remue-ménage dans la sous-traitance**, un superbe documentaire d'Ivora Cusack sur la grève des femmes de chambre employées par la société Arcade à Paris.

360° et même plus
c/o Mille Babords, 61 rue Consolat
13001 Marseille

www.360etmemeplus.org

Les DVD de **360° et même plus** sont en vente en ligne sur <http://www.atheles.org> et prochainement sur <http://www.filmsengages.com>.



GASTON AU CINÉMA

La bande des Mutins de Pangée qui avait déjà diffusé **Chomsky et Cie** au cinéma vient de sortir un film autour du chanteur populaire Gaston Couté. Un film de Pascal Boucher, intitulé **Bernard ni dieu ni chaussettes**, suit un paysan qui écoute les salles des fêtes de la Beauce pour dire des textes du poète anarchiste qui n'ont rien perdu de leur actualité.



KARL MARX LE RETOUR

La pièce *Karl Marx, le retour*, du regretté Howard Zinn, célèbre auteur d'*Une histoire populaire des États-Unis*, se joue à Paris au Lucernaise (33 rue Notre-Dame-des-Champs) depuis mi-avril. Elle est mise en scène par Christian Fregnet. Cette pièce sera aussi jouée aux rencontres libertaires organisées par l'Organisation communiste libertaire et Offensive libertaire et sociale, à Eychenat, mais cette fois-ci avec une mise en scène de Calabasse Théâtre.



PROGRAMME DES DÉBATS

Samedi 24 juillet: Accueil

Dimanche 25: Infrastructures et aménagement du territoire

Lundi 26: Sans-papiers

Mardi 27: Karl Marx, le retour (pièce de Howard Zinn mise en scène par Calabasse théâtre)

Mercredi 28: Services publics

Jeudi 29: Antirépression

Vendredi 30:

Être ou ne pas être dans la société

Samedi 31:

Quel type d'organisation pour les anarchistes?

Dimanche 1^{er} août: Françafrique

Lundi 2: Libération sexuelle

Mardi 3: Éducation

Mercredi 4: Lutttes de chômeurs

DES LIVRES DE PAPIER

«E-BOOK, E-monde, E-gnoble», «Livre virtuel, chômage réel», «pas d'argent public pour les numérisateurs», etc., c'est par un collage nocturne d'affichettes reprenant ces slogans qu'a débuté l'intervention du collectif *Livres de papier* au Salon du livre de Paris fin mars. Cinq mille exemplaires du journal *Livres de papier* ont été diffusés. On y trouve un contre-argumentaire des idées reçues sur la dématérialisation («Lire sur un écran, c'est pareil», «Vous êtes réactionnaires en vous opposant aux nouvelles technologies», etc.), plusieurs portraits de faux amis du livre (Bernard Stiegler, François Bon, Google, etc.) et des articles sur l'importance de la matérialité, de la défense des librairies et des bibliothèques, ou encore une critique vive du monde virtuel et machinique que l'on nous promet. On y lit: «Il y a fort à parier que la culture numérique correspond davantage à une société précaire du zapping attentionnel, culturel et affectif qu'à l'avènement d'un monde engagé».

Vous pouvez commander le journal ou faire un don au collectif en écrivant à:

LIVRES DE PAPIER

c/o Offensive, 21ter rue Voltaire, 75011 Paris.

Pour les frais de port, c'est 5 euros pour 10 exemplaires et 10 euros pour 50 exemplaires (chèque à l'ordre de Palimpseste).



LISEZ CQFD ! Le journal au chien rouge a subi quelques déboires financiers ces derniers mois. Il n'a plus les moyens de se payer une page de pub dans *Offensive*. Alors on vous glisse discrètement que CQFD est tous les 15 du mois en kiosque...

CONTRE LA PLURALITÉ DE LA PRESSE

EN 1947, pour permettre aux petits éditeurs de presse d'exister, une loi dite «pour la pluralité de la presse» a été mise en place. Tous les éditeurs pouvaient accéder au distributeur de leur choix. Ainsi, *Offensive* est en kiosque via un mastodonte nommé Presstalis. Une mégaentreprise qui n'a donc pas eu le choix d'accepter une microstructure! Or, Presstalis connaît un déficit chronique et bienvenu. Ainsi, un député UMP propose tout simplement d'abroger la loi sur la pluralité de la presse. Une remise en cause qui s'inscrit dans celle du prix unique du livre et ou encore du durcissement d'accès à la CPPAP (qui permet d'avoir un affranchissement à bas prix pour la presse). Si cette loi passe, «les distributeurs seront désormais en mesure de refuser de diffuser un titre au simple motif qu'il ne se vend pas». Autrement dit, tous les «petits titres» que vous aimez retrouver dans vos kiosques disparaîtraient...

RENCONTRES LIBERTAIRES D'EYCHENAT DU 24 JUILLET AU 4 AOÛT

CHAQUE ANNÉE, l'OCL ET l'OLS organisent des rencontres ouvertes à celles et ceux que les thèmes choisis pour les débats intéressent. L'idée est de profiter de la période estivale pour échanger autour de ces thèmes ou d'investissements militants sur lesquels nous avons peu le temps de discuter au quotidien. (...)

Côté pratique, nous sommes accueilli-e-s dans une ferme en activité, qui met à disposition un local collectif. Ce local a une histoire, il a été construit à la fin des années 1970. Au sortir d'expériences de vie communautaire après s'être installé en Ariège pour travailler la terre, il a paru nécessaire de construire un hangar fait de bric et de broc, avec beaucoup de monde pour participer à la construction – des voisins-e-s, des gens de la ville et des alentours – afin de créer un lieu collectif, hors du jeu de la société, qui a été inauguré par des jeunes venant de la cité du Mirail, à Toulouse. Celles-ci et ceux-ci y passaient leurs vacances en échange d'une aide aux travaux de la ferme. Ce lieu sert depuis toujours à de multiples initiatives que ce soit de la part d'associations locales, ou simplement des activités partagées comme «faire» le cochon ou des confitures ensemble, réfléchir au «droit paysan» ou travailler sur un journal anticarcéral. Depuis de nombreuses années, les rencontres de l'OCL s'y déroulent, puis en co-

organisation avec l'OLS, pour dix jours de débats en soirée, d'ateliers de réflexion les après-midi et cela, chaque été. On peut y ajouter la présence éphémère de personnes qui rêvent de s'installer dans la région.

L'entretien et la gestion du lieu utilisé régulièrement par l'OCL se fait avec les initiateurs-trices, et l'OCL pour ce qui est de la globalité; mais l'entretien du lieu, des ustensiles de cuisine mis à disposition est sous la responsabilité de toute personne utilisatrice pour un temps du «hangar». Il s'agit d'un espace politique au sens premier du terme, qui n'appartient pas plus à qui s'en sert et l'entretient qu'à d'autres; ce lieu se veut accessible aux nécessités d'organisation de résistance au système dans un esprit d'autonomie, d'indépendance, d'échange et de partage des savoirs et savoir-faire.

(...) Les tarifs comprennent les trois repas et les frais de fonctionnement du lieu. Ils sont établis en fonction des revenus par souci égalitaire. Les tarifs journaliers s'échelonnent de 5 à 20 euros selon les revenus; le séjour est gratuit pour les bébés mais un tarif de 5 euros par jour est demandé pour les enfants.

S'inscrire au plus tard la veille de l'arrivée en téléphonant au 05 61 65 80 16.

L'INSTITUTION SPORTIVE EST UN ÉLÉMENT INCONTOURNABLE DE LA SOCIÉTÉ DU CAPITAL. LES COMPÉTITIONS MONDIALISÉES ET HAUTEMENT MÉDIATISÉES SONT UN MOMENT CRUCIAL DE CETTE INSTITUTION. EN COLOMBIE-BRITANNIQUE, AU CANADA, UNE OPPOSITION S'EST MANIFESTÉE.

Contre les JO de Vancouver

Remerciements à Gachet et Jésusparis, de HNS-info, pour la traduction du communiqué de l'ORN, repris ici en partie.

LA LUTTE CONTRE le projet capitaliste et sportif est importante pour celles et ceux qui refusent que la vie se réduise au flux de marchandises. C'est peut-être ce qui a été compris *là-bas* au Canada, et ce qui peut tenir lieu de leçon *ici* : pensons par exemple à l'opération « Grands stades » menée de concert par les multinationales (Lagardère!) et l'État en vue de l'Euro de football en 2016 ou des probables Jeux d'hiver à Annecy en 2018... Là-bas, dans la région de Vancouver, deux tendances militantes se sont associées: les Indien-ne-s radicaux-cales et les militant-e-s urbain-e-s qui luttent contre les injustices et les inégalités ainsi que ceux et celles, plus politisé-e-s, qui veulent mettre à bas les fondements de cette société. L'Olympic Resistance Network (ORN, «réseau de résistance à l'olympisme») est né de l'unité entre ces groupes.

L'ENVERS DE LA MÉDAILLE

Plusieurs chantiers de construction ou de voirie et tracés de route ont été bloqués par les opposant-e-s. C'est une vieille pratique des Indien-ne-s dans leur lutte contre le colonialisme et l'extension des stations de ski. Leur revendication principale est très simple et n'a pas variée depuis presque deux siècles : la restitution de leur souveraineté, qui passe par le plein usage de leur territoire, tant leur culture est liée à la terre. L'une de ces actions qui visait l'autoroute *Sea to Sky* («de la mer au ciel»), comme l'appellent les puissants de Colombie-Britannique, a occasionné un drame déclencheur. Cette autoroute joint le Vancouver urbain à la station de ski de Whistler, lieu phare des compétitions, enneigée avec de la neige apportée en camion (bonjour la farce des «jeux écologiques»!). Les flics ont délogé les opposant-e-s et ont arrêté notamment Harriet Nahanee, ancienne de la communauté squamish. Fin janvier 2007, elle a été condamnée à quatorze jours de prison, effectués à la prison de Surrey. C'était là un coup fatal: elle est décédée le 23 février 2007. En guise de protestation, un sabotage d'engins de chantier a été organisé. Cinq véhicules ont été endommagés pour cibler l'entreprise Peter Kiewit Sons', le Bouygues-bétonneur du coin qui construit également des infrastructures mili-

taires pour les États-Unis. Beaucoup d'événements à la gloire des jeux ont été perturbés avant le 12 février (parcours de la flamme, compte à rebours).

Par ailleurs, ces JO ont commencé par la mort spectaculaire d'un lugeur. Tous les journalistes sportifs-tives se sont perdus en conjectures sur la cause de l'accident. La mort reste le point aveugle de l'institution sportive tellement elle fait de la maîtrise technique un mythe, et de la jeunesse éternelle un idéal. Il est aberrant de parler d'accident lorsque la compétition physique est la finalité même de l'activité. Le spectacle sportif qui consacre le champion national, son sourire et l'explosion de joie de ses supporters, voudrait faire oublier que le sport, c'est le non-sens, l'absurdité. Dans l'institution sportive, on ne meurt pas pour des idées mais pour rien et dans la douleur. Les dessous de l'olympisme cachent d'autres morts, anonymes celles-ci. Deux travailleurs sont décédés pour que ces jeux puissent bénéficier de leurs infrastructures à temps: un artificier dans la vallée de Callaghan, près de Whistler, et un grutier écrasé par son outil de travail à Vancouver.

LES ACTIONS ANTI-OLYMPIQUES

La mobilisation à Vancouver a commencé par un sommet de deux jours avec des orateurs, des groupes de discussion et des ateliers auxquels des centaines de personnes ont participé. Le jour de la cérémonie d'ouverture, le relais de la flamme a été interrompu trois fois, rien qu'à Vancouver. Plus de trois mille cinq cents personnes ont participé à la manif « Reprenons notre ville », conduite par les ancien-ne-s des Indien-ne-s. On y trouvait aussi des écologistes, des organisations confessionnelles, des groupes d'étudiant-e-s, des activistes pour les droits des migrant-e-s, des organisations antiprécarité, et bien d'autres. Le premier jour des compétitions, la ville s'est réveillée avec la manif « Attaque cardiaque », qui a atteint son but en bloquant les rues et en interrompant le « business habituel », en arrêtant la circulation sur le pont Lion's Gate. Le 14 février, l'ORN a été solidaire de la marche annuelle du Mémorial des femmes, en l'honneur des femmes assassinées et disparues à travers la Colombie-Britannique et le Canada, la plus importante de ces dernières années avec au moins quatre à cinq mille participant-e-s. Le 15 février, des centaines de personnes ont manifesté dans le centre-ville de Vancouver contre la militarisation et l'État policier olympique. Ce même jour, des gens ont monté des tentes rue de West Hastings, sur une propriété de Concord Pacific louée au Comité d'organisation de Vancouver (VANOC). Le site est toujours occupé.

L'ORN a proposé plusieurs voies pour que le public puisse s'impliquer et faire entendre son opposition à l'industrie olympique. Et, malgré les tentatives de division, les organisateur-trices sont resté-e-s uni-e-s et célèbrent les succès de ce mouvement. « Nous espérons que toute cette foire d'entreprises continuera d'être affrontée où qu'elle aille dans le monde par les victimes de l'industrie olympique, notamment de ses sponsors. Nous espérons que les gens continueront à voir ce spectacle comme un autre point de résistance à ajouter à l'OMC et au G8. » GROUCHOS

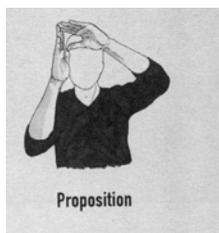


À VISITER
WWW.GROUCHOS.ORG
Groupe contre l'horreur olympique et sportive (GROUCHOS)

analyse

ON ENTEND RÉGULIÈREMENT PARLER DANS LES MÉDIAS DES « NOUVEAUX MILITANTS » ET DE LEURS « NOUVEAUX » MODES D'ACTION... MAIS TOUT CECI EST-IL VRAIMENT SI NOUVEAU ? ET QUELLES PERSPECTIVES CELA OUVRE-T-IL POUR LES LUTTES ?

Les nouveaux « nouveaux militants »



Proposition

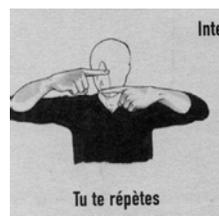
1. Voir encadré.

2. **Un nouvel art de militer. Happenings, luttes festives et actions directes.** Sébastien Porte et Cyril Cavalié, Alternatives, 2009, p. 9.

3. Une critique plus approfondie des relations qu'entretiennent ces militant-e-s avec les médias a déjà été faite dans **Offensive n°13/Courant alternatif H-S n°12**, «L'art de l'esquive, ou comment les porte-parole de la contestation s'acquièrent avec les médias», Serge Halimi et Pierre Rimbert, 2007, ainsi que dans le numéro 19, «Faut-il s'opposer à la propagande?», Gildas, 2008.

4. Plus d'infos dans **Offensive n°13/Courant alternatif H-S n°12**, «Révolutionnaire sur le terrain», Gildas, 2007.

5. **Petit manuel de désobéissance civile**, Xavier Renou, Syllepse, 2009.



Inte

Tu te répètes

«**LES SYNDICATS**, ils sont souvent assez chiants, ils ne se renouvellent pas, y sont vieux, y sont pas drôles et souvent ils perdent à la fin», explique, fier comme un paon, Manuel Domergue de Jeudi noir, sur France info. Les «nouveaux militants» sont là pour enterrer la vieille classe ouvrière, ses vieilles luttes, avec leurs vieilles revendications... Par leur seule dénomination de «nouveaux militants», ils créent l'illusion d'une nouvelle solution. Comme les vieux mouvements ont échoué à changer en profondeur cette société, les nouveaux mouvements, avec de nouvelles méthodes, vont peut-être réussir. Sauf qu'ils n'ont de nouveau que le nom. Comment croire que l'on sort de nulle part? Qu'aucun mouvement politique n'ait pu nous inspirer? A l'image d'un certain Mouvement spontané, un collectif né et mort peu après le 22 avril 2002, se voudraient apparus par «génération spontanée».

Ils sont pourtant loin d'être les inventeurs de l'action directe. Rien que dans les années 1960, on peut penser aux Provos d'Amsterdam¹, aux Diggers de San Francisco ou encore au Mouvement du 22 mars. Mais les traces se perdent plus loin dans l'histoire du mouvement révolutionnaire. L'engagement d'un Georges Cochon au début du XX^e siècle est à ce titre étonnant de similarité avec aujourd'hui. Avec l'appui du syndicat des locataires, cet ouvrier tapissier organisa des déménagements à la cloche de bois. Il vidait les meubles d'un locataire menacé d'expulsion pour éviter la saisie de ses biens. Puis, avec l'aide d'ouvriers, il inventa des maisons préfabriquées rapides à monter. Celles-ci ont servi à squatter, à plusieurs milliers, des lieux comme le jardin des Tuileries ou la place de l'Hôtel de Ville, et même la préfecture de police! Toute ressemblance avec les Enfants de Don Quichotte doit être fortuite.

Ces agitateurs se distancient d'une histoire des luttes sociales, ouvrières en particulier, pour mieux invoquer des mythes comme Gandhi, Martin Luther King ou Mandela... Au lieu de croire que seul leur mode d'action est la solution ultime, il serait bon qu'ils se nourrissent des échecs, des limites des expériences passées. Par exemple, la grande popularité de Georges Cochon a provoqué l'opposition d'une partie du mouvement.

Comment cela a-t-il été géré à l'époque? Ou comment Cochon a-t-il œuvré avec plus ou moins de succès pour agir à la fois avec les révolutionnaires et les réformistes? Quelles ont été les avancées obtenues par le syndicat des locataires quand ce militant a utilisé l'action directe?

PERTE DE MÉMOIRE

«Tous les moyens sont bons pour frapper l'opinion publique»², c'est un des leitmotivs des nouveaux activistes. Sauf que l'opinion publique est frappée tous les soirs à 20 heures. Et ça ne change rien. Quel intérêt de pointer un problème à la une des médias pour qu'il disparaisse presque aussitôt³? L'amnésie du lendemain est une stratégie bien confortable pour les partisans du *statu quo* qui nous dirigent. Ils installent un véritable cycle

L'activiste, parce qu'il est en mouvement permanent, pense que le monde bouge, mais c'est lui seul qui se meut.

de non-résolution des questions sociales: combien de fois de «nouveaux militants» ont-ils dénoncé un problème déjà dénoncé? Combien de fois les médias et les politiques se sont-ils emparés de l'affaire comme d'une première? Combien de fois des mesures ont-elles été prises par le gouvernement pour des militant-e-s à demi satisfait-e-s? Alors que quelques années plus tard de nouveaux «nouveaux militants» dénonceront ces mêmes problèmes.

En refusant de s'inscrire dans la durée pour privilégier «le coup», ils perpétuent cette logique du *statu quo*. Ce n'est pas de «nouveaux militants» dont on a besoin, mais de militant-e-s capables d'avancer point par point sur des questions (à défaut de changements révolutionnaires). L'éphémère et le zapping sont des armes aussi jouissives (on a l'impression d'être partout) qu'inutiles. À ce titre, le Réseau pour l'abolition des transports payants (RATP), à Paris, est l'antithèse des «nouveaux militants», bien que ses modes d'action s'en rapprochent. Le RATP a toujours refusé de diriger ses actions vers les médias, de frapper inlassablement à la porte des élu-e-s pour favoriser un travail de terrain, pas forcément spectaculaire. Cela a porté ses fruits: peu à peu, les militant-e-s ont rencontré de plus en plus d'usager-e-s connaissant les arguments en faveur de la gratuité⁴.

UNE LUTTE CLÉ EN MAIN

Depuis quelques années, certains se sont faits prestataires de service, offrant des actions clés en main. Les «désobéisseurs» proposent tout un tas de services: «Des militants pour faire masse, des grimpeurs pour suspendre une banderole sur un monument, des photographes et des vidéastes pour immortaliser les actions et les faire vivre sur le Net...»⁵. Sauf qu'une lutte

LES PROVOS D'AMSTERDAM

«Provo n'est ni un parti ni une organisation, il n'a ni structure, ni local, ni chef, ni leaders autres que ceux qui participent aux actions. Chaque action crée de nouveaux leaders qui disparaissent le lendemain dans la masse. Provo improvise tout le temps, ce qui déconcertera les autorités. Provo est une poignée de gens jeunes et remuants, qui entraînent l'ensemble du mouvement, sans compter les cercles de sympathisants moins actifs. Souvent, les Provos iront d'un ensemble à l'autre au gré des circonstances, actifs aujourd'hui, sur la touche demain, ou le contraire. Chacun ne parle que pour lui-même. Les leaders objectifs, mis en avant par la presse, restent très attentifs à cela. Nul n'engage les autres par ses actes ou paroles. On verra même les soi-disant leaders dépassés par la base quand les choses se gâteront [...]» Extrait de **Provo. Amsterdam 1965-1967**, Yves Frémion, Nautilus, 2009.

n'est pas une suite d'actions symboliques et de coups médiatiques. Toute lutte se nourrit de l'expérience de militant-e-s chevronné-e-s, mais pour avoir envie de résister, il faut être touché-e, concerné-e par ce que l'on combat, pris-e corps et âme en quelque sorte. La lutte n'est pas que la manif ou l'action. Elle existe aussi lorsque l'on peint une banderole, lors des discussions de bistrot après la manif ou en relevant ses e-mails le soir en rentrant chez soi. C'est donc fort aimable de la part des Désobéissants de fournir « des grimpeurs pour suspendre une banderole », mais n'y a-t-il pas un sens à trouver par le collectif lui-même ? Se demander qui, autour de soi, peut filer un coup de main, aller à la rencontre des autres, expliquer pourquoi on lutte. Dans une société où il n'y a plus une minute à perdre, les luttes gagnent grâce au lien social, pas en lisant la marche à suivre sur un paper board. La lutte pour la défense de l'hôpital de Carhaix, en Bretagne, a par exemple mis en branle toute une ville où il ne manquait pas de personnes pour escalader les murs de la préfecture, ni pour amener une catapulte dans les rues de Quimper⁶.

De même, les fanfaron de Jeudi noir et Génération précaire, Primault et Bayou, ont créé une boîte de com. Ils proposent « des outils de mobilisation et de communication aux organisations qui souhaitent améliorer l'impact de leurs campagnes »⁷. Pour la CGT-cadres, ils ont imaginé une action devant le siège du Medef à sept heures du mat'. Réunis autour d'un réveil-matin géant gonflable, ils souhaitaient remettre une pétition pour le respect des RTT. Quelques mois plus tard, dans le cadre d'une manif anti-G20, une plage de sable avec palmiers a été installée place de la Bourse, à Paris. « Comme quoi, s'ils sont ringards, les syndicats peuvent encore faire du pognon », concluent nos confrères de CQFD.

CONTRE L'IDÉOLOGIE

Derrière Xavier Renou, des Désobéissants, ils clament qu'« il faut éviter la dérive gauchiste où l'on va passer des heures à discuter autour d'une virgule dans un texte de Bakounine ». Si la réunionniste aiguë est à éviter, la dérive activiste l'est tout autant. L'activiste, parce qu'il est en mouvement permanent, pense que le monde bouge, mais c'est lui seul qui se meut. Le refus de discussions pour privilégier l'efficacité signifie s'unir uniquement dans l'action (pourtant, tôt ou tard, des désaccords politiques apparaîtront). Négliger le fond, c'est laisser à d'autres le soin de mettre en mot notre contestation en laissant la porte grande ouverte à toute récupération politique.

Le refus de l'idéologie ou de l'appartenance à un courant de pensée est le propre de l'idéologie capitaliste, qui s'affirme comme un ordre naturel. Dès lors, ses promoteurs ont combattu toutes les pensées subversives, présentant toute idéologie comme dangereuse. Même s'il ne faut pas à tout prix être léniniste, anarchiste ou maoïste (et porter le drapeau bien haut), les réflexions contestataires doivent servir d'outils aux luttes. Comme le démontre Halimi⁸, le succès du libéralisme est aussi le fruit d'une poussée idéologique des *think tanks* après la Seconde Guerre mondiale, et pas seulement des banquiers et autres courtiers de Wall Street. Allier action et réflexion, en faisant de perpétuels allers-retours entre les deux, reste un idéal de l'engagement libertaire à défendre.



LA LOI DU NOMBRE

Ce qui frappe d'entrée chez les « nouveaux militants », c'est la disproportion entre leur aura et ce qu'ils représentent réellement. Sortis à chaque fois de nulle part, ils réapparaissent à intervalles réguliers dans les médias. Sympathiques, dynamiques et festifs, ils s'organisent « autrement ». Leur « puissance ne s'exprime plus dans la quantité mais dans la qualité et l'efficacité de l'action ». Sauf que l'on ne peut pas faire éternellement l'impasse du nombre. « Il s'agit plus de « faire image » que de « faire masse » ou de « faire mal » », affirment-ils pour cacher leur faiblesse. Cependant, une société ne change pas par le lobbying, mais avec l'appropriation de ses revendications par l'ensemble de la population. Ajoutés les uns aux autres, ils ne représentent guère plus de quelques milliers d'activistes – plus que le mouvement trotskyste ou libertaire. On est très loin des milliers d'adhérent-e-s de SUD ou du PCF... Des dizaines de groupes existent, mais ils sont bien souvent la recombinaison des mêmes collectifs qui portent de nouveaux noms pour chaque cause : ainsi, les membres de Jeudi noir sont à peu de choses près les mêmes que ceux de Génération précaire. Alors, de là à se vanter de rénover l'action politique en France...

Qui plus est, l'opposition des « nouveaux militants » avec les partis est souvent de façade. Jeudi noir a ses entrées au PS. Les trublions de Sauvons les riches se sont retrouvés candidats sur une liste Europe écologie, tandis que L'Appel et la pioche est plus ou moins une émanation du NPA. Comme si, malgré leurs affirmations de renouveau, ils intégraient les limites de leur pratique, pour finalement se retrouver confrontés à la vieille problématique de la réforme/révolution et du débouché électoral.

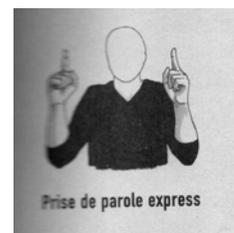
Gildas

ICONOGRAPHIE ISSU DE L'OUVRAGE « UN NOUVEL ART DE MILITER » (2010, ALTERNATIVES)

6. Plus d'infos dans *Offensive* n° 20, « Naître au pays », Gildas, 2008.

7. *CQFD* n° 70, septembre 2009.

8. *Le Grand Bond en arrière*, Agone, septembre 2010 (réédition).



LA RENCONTRE ENTRE **DIDIER LEBŒUF** ET **OFFENSIVE** NE FUT QU'ÉPISTOLAIRE. PEU AVANT DE DÉCÉDER SUBITEMENT EN 2006, IL NOUS AVAIT ENVOYÉ CE TEXTE. UNE LETTRE QUE NOUS AVIONS ÉGARÉE. IL Y A QUELQUES MOIS, NOUS AVONS REMIS LA MAIN DESSUS. BIEN QU'ÉCRITE IL Y A PRÈS DE CINQ ANS, ELLE RESTE ACTUELLE. LA LECTURE EN EST AUSSI DEVENUE TRÈS TOUCHANTE.

LETTRE AUX NATIFS ZAPATISTES, D'ICI ET D'AILLEURS ENCORE HUMAIN



JE VIS DANS UNE FERME au cœur des Pyrénées, dans un lieu inconnu de vous, un lieu où il y a bien longtemps des hommes et des femmes luttèrent contre l'État pour survivre et conserver leur identité, mais cela semble un passé enfoui très loin dans les mémoires.

Il fait nuit noire, tout le monde est censé dormir, et pourtant j'attends, je veille car une vache danse d'un pied puis de l'autre. Elle s'appelle Maya et attend un veau qui naîtra normalement cette nuit. La solitude de la nuit est propice à la réflexion et quelque chose ce soir me relie à vous. Ce n'est pas que le nom de ma vache, ce serait plutôt «le monde comme il va».

Je vous écris non parce que je vois en vous des militants d'un autre monde porteurs d'idéologies universelles mais parce que ce que j'ai vu et entendu de vous est avant tout une lutte pour la survie physique et au-delà celle de votre identité qui fait de vous des humains.

Vos mots, vos manières de vivre et de lutter, votre lien avec la nature ne font que me révéler un peu plus le désert s'approfondissant chaque jour dans nos sociétés occidentales.

Vous disparaîsez et mourez chaque jour dans toute votre humanité pendant que chaque jour nous survivons dans notre inhumanité.

Notre mal vient de très loin et il est d'autant plus difficile à analyser avec des mots simples comme vous savez le faire. Nous sommes une civilisation de l'écrit qui délaisse la parole et j'en suis aussi le reflet.

Depuis le début de notre histoire occidentale, l'homme est passé d'un souci d'émancipation de la nature à celui de sa domination. Avec le triomphe d'une pensée scientifique se suffisant dans sa rationalité et plus récemment sous l'impulsion des révolutions industrielles des XIX^e et XX^e siècles, la domination de la nature pousse l'homme à la rejeter en dehors d'une normalité qui n'a en fait d'autre justification que ses intérêts marchands. Son pouvoir technique lui permet aujourd'hui de la façonner, de la recréer, de l'artificialiser. Qu'importent les effets, les risques, les destructions humaines ou environnementales pourvu que les innovations régénèrent un marché contraint de se renouveler en permanence sous peine d'imploser. Dans cette mégamachine, l'homme n'est plus qu'un rouage et s'est réduit lui-même à l'état d'objet, ou plutôt de marchandise. [...]

Même s'il y a ceux qui évoluent avec aisance dans cette Babylonie, ceux qui assouvissent leur désir de domination, même s'il y a ceux qui y adhèrent par contrainte tout en soignant leur schizophrénie dans l'oubli, le spectacle, la chimie ou simplement la consommation, même s'il y a ceux qui sont rejetés, hors concours, ce jeu de dupes n'a pas de vainqueur car même les dominants pressentent la fin. Rien ne va plus, circulez ! Le train est lancé vers sa voie de garage, tous les dispositifs de guidage et de freinage ont grillé. Ces dispositifs, ce sont toutes les idéologies présentes et passées qui ont fait défaut. Comment croire en effet que cette situation dépende de la seule volonté alors que nous sommes dans un système totalitaire qui vient de très loin et dont nous nous sommes rendus totalement dépendants, porté d'une main de fer par la pensée scientifique occidentale, elle-même dupe de son idéologie ?

DES CONCEPTS VIDÉS DE SENS

Les libéraux pur jus croient en l'économisme comme les jésuites en la vertu chrétienne, c'est-à-dire de manière intéressée ou partisane. Ils sont le bras séculier de notre époque. Ceux-ci, croit-on, sont bien identifiés. Le problème, c'est que la contestation attend depuis des décennies après une gauche qui ne voit dans la barbarie du système qu'une question de répartition et d'accès au bien-être du «progrès». La social-démocratie ne jure que par l'intervention de la classe politique dite «représentative» qui s'est elle-même rejetée depuis longtemps hors du social. Ils ne prétendent pas être autre chose que des gestionnaires de ce système. Les citoyennistes eux continuent de clamer «liberté, égalité, fraternité»; autant de concepts vidés de sens dans cette réalité qu'ils se gardent bien d'affronter autrement que par l'intégration et l'adaptation. Les altermondialistes quant à eux font de grandes prouesses intellectuelles tout en restant dans l'orthodoxie économiste, pour décréter une décroissance à géométrie variable, alors que le capitalisme n'a jamais jugé utile de décréter sa propre barbarie. Tous ces bien-pensants avec leur ONG satellites et leurs fondations patronales vous promettent du développement à la sauce commerce équitable, à coup de normes HQE¹, vous entretiendront dans la même illusion qui les bercent, celles des droits de l'homme, du droit du travail, du droit de propriété, du droit tout court qui vous préservera de votre destruction programmée par d'autres. Tous ces droits, ces concepts ne sont que les modalités d'un contrat social qui ne vise qu'à l'acceptation de notre soumission, à notre propre destruction programmée par d'autres. La Constitution colombienne de 1991 ou plus récemment le gouvernement Lula du Brésil ont donné aux indigènes et aux sans-terre la propriété du territoire. Une avancée pourrait-on penser. Dans les faits, le résultat est qu'en donnant des territoires qui de toute manière ne leur appartenaient pas, ils peuvent ainsi s'ap-



1. Haute qualité environnementale.



COLOMBIENS ET TOUS LES AUTRES EN LUTTE POUR LEUR ALTÉRITÉ

proprié tout le reste avec leurs ressources et enfermer ainsi ces populations indésirables dans des réserves qui deviendront autant de sites touristiques, ou alors exacerber quelquefois l'individualisme de la propriété et ainsi, par les règles du marché, recoloniser en toute légitimité «droit de l'homme» les territoires autrefois pris par les armes. L'honneur est préservé sauf que, de toute manière, les armes sont bien là, derrière la façade de l'intérêt d'État.

L'enfer est pavé de bonnes intentions pourrait-on dire quand on veut à tout prix éviter un conflit ouvert qui conduirait à son propre dépouillement. Cette refonte de la gauche évitant le conflit ne serait-elle pas la future normalisatrice idéologique de demain au nom de principes de tolérance et de neutralité qui ne sont que des principes, ces principes qu'un penseur

reprendrai une phrase bien à propos : «Aidez nous à être des Indiens et nous vous expliquerons le capitalisme»... si nous avons encore quelque chose à vous expliquer.

Notre monde occidental est pourri avant d'avoir mûri car il est normatif et combat l'altérité. Il disparaîtra, l'homme avec, mais la terre, la Pachamama comme vous dites, restera, peut-être irradiée pendant longtemps de nos immondices, mais elle restera.

La plupart me diront pessimiste, d'autres peut-être trop optimiste. Pour ma part, je pense que ces notions n'ont plus cours car toute projection est obsolète et nous coupe de la nécessité d'immanence.

Sans attendre après des lendemains révolutionnaires qui chanteront ou, pire, après un au-delà, c'est ici et maintenant

Vous disparaissiez et mourez chaque jour dans votre humanité pendant que nous survivons dans notre inhumanité.

nommé Marcuse qualifiait de «tolérance répressive» car «barbant la route d'avance à toute critique radicale de l'ordre établi dans ce qu'il a d'intolérable», à commencer par l'économisme et la technique homme-machine ?

Survivants d'Amérique du Sud (pas forcément latine), si vous êtes encore vivants et si particuliers pour nous, après cinq cents ans d'oppressions brutales et de génocides, n'est-ce pas parce que vos valeurs, vos modes de vie collectifs, votre symbiose avec votre environnement vous ont permis de résister ? Aujourd'hui, je crains que d'autres Occidentaux, bien-pensants ceux-là, nouveaux jésuites de la cause indigène, viennent vous proposer l'adaptation et l'intégration à ce monde finissant : de renoncer à votre identité, de l'enfermer. Vous avez pris les gifles et aujourd'hui on voudrait vous faire goûter à la caresse hypocrite. [...]

NE PAS CÉDER À LA TRISTESSE

Cet abandon, ce vide que beaucoup ressentent nous fait baisser la tête ou nous fait regarder ailleurs ou derrière nous, jusqu'à parfois nous relever.

Si nous regardons autour de nous, en dehors des apparences médiatisées, alors nous voyons que nous ne sommes pas seuls à avoir rompu avec l'autodestruction de l'humain. Ici et là, les conditions façonnent les consciences pour que celles-ci façonnent à leur tour les conditions.

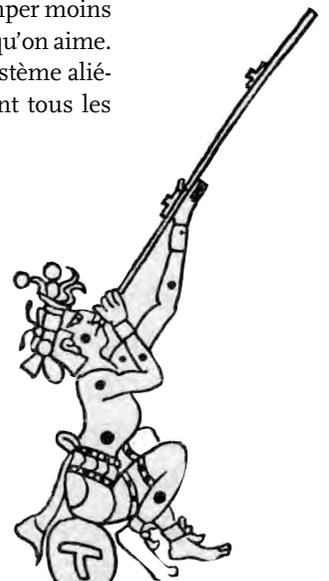
C'est avec ceux-là que je veux faire, en m'attachant au «comment» avant tout. Quand on regarde derrière, on voit ceux que le système n'a pas encore complètement avalés, des jeunes surtout, mais aussi des vieux (plus rares), des exclus volontaires ou pas, et puis il y a les autres, ceux de là-bas, vous, qui n'êtes pas des exclus car jamais inclus.

Non, vous n'êtes pas une lutte exotique pour moi, mais dans la même réalité avec une autre conscience du monde. À nous, il ne nous reste que la conscience d'être à une fin de partie, donc celle d'une nécessité de rupture. C'est pourquoi je

qu'il nous faut rompre. La seule chose à laquelle nous accrocher est notre humanité. Échanger, partager, jouir et ne pas céder à la tristesse, à la peur qu'on veut nous infliger. Ne pas laisser vendre du rêve. Se battre, même pour rien mais pas dans la douleur.

Savoir se dépouiller pour mieux comprendre et ainsi s'enrichir de l'autre. Se passer des intermédiaires marchands, techniques ou affectifs. Réapprendre à vivre ensemble, à s'organiser, à construire et à déconstruire dans une guérilla intellectuelle, physique et psychique. Saper le colosse par la base et disparaître – saper ou disparaître. Pratiquer le nomadisme pour ne pas se laisser enfermer. Muter à notre tour. Rechercher au quotidien notre autonomie, se contenter d'un tout, des légumes du jardin, des copains ou copines qui font de la musique ou du théâtre, sortir son fumier à la fourche plutôt qu'à la machine et y prendre du plaisir : grimper moins haut peut-être mais sans prothèse et avec les gens qu'on aime. Nous unir pour supporter les contraintes de ce système aliénant et ainsi s'émanciper un peu mais sûrement tous les jours, sûrement ensemble, et sûrement ici.

Voilà ! Amis indigènes, natifs, amis en lutte, c'est dans ce monde-là que je peux ressentir de la fraternité, c'est dans ce monde-là que l'égalité peut avoir un sens et c'est dans ce monde-là que votre liberté n'a pas de prix. J'arrête maintenant car peut-être que Maya, ma vache, aura besoin de l'homme auquel elle est attachée. «Sur l'écran noir de mes nuits blanches», il y a au bout comme une lueur, un désir, une plénitude : est-ce la vie ? La volonté ? Question sans réponse pour moi. **Un indigène d'Ariège (entre la France et l'Espagne)**



Nanotechnologies, le public se rebelle

Du sabotage des débats publics à la critique de la tyrannie technologique

1. On peut retrouver les raisons et les rebondissements de cette campagne sur www.nanomonde.org
2. Président de la CNDP nanos, ancien directeur général d'EDF.
3. L'acceptabilité se situe au croisement du marketing et de la propagande. Ce sont toutes les méthodes employées pour nous habituer aux nouvelles technologies, pour nous faire croire qu'elles sont indispensables, pour les rendre «cool», et dissiper toutes nos craintes... Le plan Nano-INNOV lui consacre son volet «sciences humaines».

AFIN DE «DONNER À L'INDUSTRIE française les moyens de réussir le virage des nanotechnologies», le gouvernement a lancé en mai 2009 le plan Nano-INNOV, allouant 70 millions d'euros par an pendant trois ans au développement de ces nouvelles technologies. Mais financer la recherche sur les nanos est une chose. Les faire accepter par la population en est une autre.

C'est à cette fin que, début octobre 2009, l'État a lancé par le biais de la Commission nationale du débat public (CNDP) une vaste campagne de «débats publics» sur les nanos. Coût de l'opération: 2 millions d'euros.

C'était sans compter sur les centaines d'opposant-e-s au nanomonde qui se sont invité-e-s à la plupart des *talk-shows* pour dénoncer un «débat bidon». Dans la joie et la bonne humeur, ils et elles ont fait de la campagne de la CNDP un échec complet¹. Un mois après la fin de la mascarade, nous faisons le bilan, calmement, en se remémorant chaque instant: l'échec de la CNDP a-t-il constitué une victoire pour nous, opposant-e-s à la tyrannie technologique?

UN VÉRITABLE FIASCO: BERGOUGNOUX², MANGE TES GENOUX!

La déroute qu'a connue la CNDP pendant quatre mois tient en quelques chiffres. Sur les dix-sept débats publics prévus initialement, un a eu lieu par visio-conférence, avec les experts et le public dans des salles séparées, deux n'ont pu avoir lieu que grâce à un filtrage policier, trois ont été fortement perturbés, neuf ont été carrément annulés (cinq par les opposant-e-s, quatre par la CNDP elle-même). La campagne d'opposition ayant obligé la CNDP à revoir son dispositif et à augmenter les dépenses de sécurité, son budget s'est trouvé dépassé de plus de 50%. À ces sabotages, se sont ajoutés distributions massives de tracts, collages d'affiches, tags, occupation de Minatec, etc.

Une critique en acte, allant de pair avec une critique de fond: le dispositif d'acceptabilité³ a été publiquement démonté par de nombreux articles et enquêtes, émanant notamment de Pièces et main d'œuvre, publiés régulièrement tout au long de la campagne.

Tout y est passé, la CNDP, ses stratégies, l'organisation des débats, les personnalités invitées... C'est l'union de ces deux dimensions qui a permis de créer un tel charivari autour de cette campagne et qui s'est cristallisée dans la dernière soirée. Le soir où la CNDP organisait son dernier débat à huis clos et sur invitation, les opposant-e-s organisaient un vrai débat contre la tyrannie technologique à Paris, regroupant plus de deux cents personnes.

Dans la lutte contre les nanos, nous nous plaçons encore en lanceurs-ceuses d'alertes, c'est pourquoi certain-e-s d'entre nous ont décidé de s'adresser aux médias. Cette stratégie s'est avérée plutôt payante. La campagne d'opposition a été suivie de très près. De nombreux articles, y compris dans la presse aux ordres, ont critiqué, parfois sévèrement, les faux débats de la CNDP.

En somme, la campagne de la CNDP s'est rapidement transformée en véritable tribune pour les opposant-e-s, permettant de faire entendre une critique radicale des nanos. D'aucuns remercient la CNDP de leur avoir financé une campagne à plusieurs millions d'euros.

LA TECHNOLOGIE COMME ENJEU POLITIQUE

Pour les opposant-e-s à la CNDP, il n'était pas question de critiquer les nanotechnologies sans critiquer du même coup le nucléaire, les OGM, la vidéosurveillance, la biométrie, l'informatisation de nos vies, etc. La campagne a d'ailleurs souvent été portée par des personnes impliquées dans toutes ces luttes. C'est la technologie en général (en tant que fusion de la science et de l'industrie) que nous remettons en question. Ainsi, à Valence, nous avons occupé le pôle de traçabilité (puces RFID) avec des paysan-ne-s opposé-e-s au puçage électronique des animaux. Le lendemain du dernier débat de la CNDP, une agence de Thales, fabriquant d'armes et d'outils de surveillance du futur, a été occupée à Paris.

Alors que la science et la technologie sont toujours présentées comme neutres, notre campagne aura eu le mérite de faire émerger – un tant soit peu – la technologie comme enjeu politique. C'est-à-dire que, dans la continuité des luttes contre le nucléaire et les OGM, nous avons diffusé l'idée que la technologie peut et doit être questionnée, critiquée, qu'elle ne va pas de soi, et ne constitue pas systématiquement un progrès. Il nous semble que cette idée fait petit à petit son chemin.

Certaines personnes, enfin, ont inscrit cette critique de la technologie dans le sillage des Luddites, ces briseurs de machi-

CECI N'EST PAS UNE
RAQUETTE ...



WWW.NANOMONDE.ORG

nes qui refusaient la domination de la technique sur l'humain, au début de la révolution industrielle.

QU'AVONS-NOUS VRAIMENT GAGNÉ ?

De notre côté, nous avons vécu des instants de pure jubilation, comme le 1^{er} décembre à Grenoble, où l'on a vu soudainement une mer de bras ondoyer en cadence, devant un Bergougnoux déconfit. Nos «victoires» ne sont pas nombreuses, il ne faut pas rater l'occasion de les fêter. Elles sont importantes... elles permettent d'établir un rapport de force, de rire ensemble – pour une fois – aux dépens des gouvernant-e-s, de nous renforcer. Elles nous donnent de l'élan pour des actions futures. Pour autant, ce n'est pas le moment de baisser la garde.

UN LABORATOIRE POUR LES EXPERTS DE L'ACCEPTABILITÉ

La stratégie de la CNDP face à l'opposition a été mouvante tout au long de la campagne. Officiellement, elle n'a jamais admis sa défaite. Devant les caméras, ses animateurs-trices n'ont cessé de se féliciter de la participation citoyenne. Les chiffres ont été grossis, les «difficultés» à peine évoquées ou passées sous silence. Différentes tactiques ont été expérimentées : salles séparées, trafic du son sur les vidéos, abandon devant les perturbations ici, ténacité là, tentative de nous avoir à l'usure en ne cessant de débiter dans le micro. Sans cesse, elle a essayé de nous intégrer dans son processus «démocratique». La récupération est poussée à son comble avec le fameux : «Ne pas participer, c'est aussi participer».

Ces tentatives montrent que la CNDP a été clairement mise à mal pendant la campagne. Mais nous ne sommes pas dupes. Elle, ainsi que les agences de com' qui la conseillaient, en ont profité pour étudier, améliorer, affiner leurs techniques d'acceptabilité. Nous savons que, dans les laboratoires d'acceptabilité, privés comme publics, le discours et les moyens d'action des opposant-e-s ont été minutieusement décortiqués, analysés. En permanence, chercheur-euses en sciences humaines, sociologues des usages, et autres marketeur-e-s, travaillent d'arrache-pied à l'élaboration des techniques de manipulation de demain. Il s'agit notamment de connaître les opposant-e-s pour mieux les neutraliser.

Ainsi, avant même la fin de la campagne de la CNDP, une réunion était organisée par l'Afset⁴ à Paris. Le but ? Comparer les différentes méthodes d'acceptabilité des nanotechnologies mises en place par quatre pays européens afin de prévenir ce qu'ils nomment «un effet OGM», c'est-à-dire une méfiance, vis-à-vis d'une innovation technologique par la population, voire son refus. Et cette conférence n'est pas le fait d'une institution isolée. Mieux encore, après trois mois de campagne, la fac de Toulouse lance un appel d'offres pour recruter un post-doctorat. Sa mission : étudier les «contestations sur les nano-activités et rapports aux sphères de décision». Quand les sociologues font le boulot des flics...

PENDANT CE TEMPS-LÀ, AU CEA

L'acceptabilité vise à faire accepter l'inacceptable. Et c'est ce dont nous devons nous préoccuper. Les *talk-shows* citoyens n'ont aucun rôle opératoire dans le développement des technologies de pointe : c'est dans les bureaux du Commissariat à l'énergie atomique, sur les serviettes de table de restaurants

Nos «victoires» ne sont pas nombreuses, il ne faut pas rater l'occasion de les fêter.

chics, que s'élaborent les projets qui vont gâcher nos vies. Entre décideurs-euses politiques, industriel-les, militaires, directeurs de centre de recherche mégalo. Nous sommes en retard sur le nanomonde : pendant toute la campagne, des brevets ont continué à être déposés, des projets ont germé dans le cerveau de chercheur-e-s inconséquent-e-s.

Certes, nous devons utiliser les tribunes qui nous sont offertes. Mais dans le même temps, comment toucher la Machine en son cœur, là où naissent les idées et où elles sont mises en œuvre ?

Informers la population. Aller à l'encontre des décideurs-euses et à la rencontre de celles et ceux qui travaillent dans la technoscience. Les questionner sans relâche sur le *sens* de la production. Et pourquoi pas (bientôt ?) tenir des piquets devant les salles blanches ?

Opposons-nous à la construction des nouveaux centres de recherche sur les nanos à Toulouse et Saclay. **Odette & Jackie, fossoyeurs de la tyrannie technologique**

4. Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail.



LES NANOS

On appelle nanotechnologies la manipulation (via de puissants microscopes) de la matière à l'échelle du nanomètre, celle de l'atome et des molécules. À cette échelle, les propriétés de la matière peuvent changer considérablement, et permettent des applications inédites.

Les nanos n'existent pas seules, elles sont indissociables de l'informatique, des biotechnologies et neurosciences. Ce sont les technologies dites «convergentes».

Pour l'instant, les nanos servent surtout à la miniaturisation des circuits électroniques. À terme, elles pourraient, selon leurs promoteurs, résoudre des maux contemporains comme les cancers et la pollution, et offrir un monde radieux. Nous y voyons plutôt la perpétuation du capitalisme, la fuite en avant technicienne (résoudre les problèmes engendrés par la technologie par encore plus de technologie), ainsi que des nuisances irréversibles (nanoparticules franchissant les barrières immunitaires, etc.).

Mais, surtout, elles portent en leur sein le projet d'un **nanomonde** peu attrayant, celui de :

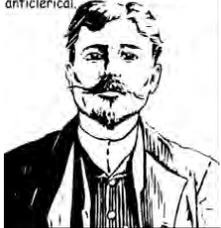
- la **guerre du futur** (drônes invisibles, armes et protections ultra sophistiquées) ;
- la continuité de la **guerre au vivant (Organismes Atomiquement Modifiés, brevetage de la matière, et – certain-e-s en rêvent – avènement de l'humain-machine) ;**
- la **gadgetterie électronique aliénante** (objets «intelligents» et «communicants», domotique) menant insensiblement au contrôle total ;
- le **contrôle total** (traçabilité des personnes grâce aux poussières de surveillance, capteurs biométriques, puces RFID sous-cutanées ou non). À Grenoble, où a ouvert en 2006 Minatec, le premier centre européen de recherche en nanotechs, l'opposition au nanomonde agit depuis 2001 : nombreuses enquêtes critiques, occupations, perturbations de colloques ou pseudo-débats, soirées publiques, projections, manifestations, etc.

LA RUBRIQUE HISTOIRE PROPOSE DES TEXTES D'ARCHIVES QUI SE VEULENT AUTANT D'ÉLÉMENTS POUR COMPRENDRE OU INTERROGER LE PRÉSENT

1. Lire le livre collectif du Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire, **Comment Nicolas Sarkozy écrit l'histoire de France**, Agone, 2008.

2. Soldats.

Le 12 octobre 1860, naissance d'Émile Pouget dans l'Aveyron. Pamphlétaire redouté, anarcho-syndicaliste, antimilitariste et anticlérical.



A LIRE

Les Lois scélérates de 1893-1894

Émile Pouget et Francis de Pressensé, Le Flibustier, 2008

Le Père peinarde.

Journal «épastrouillant»
Émile Pouget, Les Nuits rouges, 2006

Émile Pouget.

La Plume rouge et noire du Père peinarde
Xose Ulla Quiben, Éditions libertaires, 2006

De Nicolas Sarkozy qui affirmait que «la France [...] n'a jamais exterminé un peuple» à Jean-Marie Le Pen qui dénonçait «la culpabilisation collective des Français pour des crimes qu'ils n'avaient pas commis», la contre-révolution conservatrice se distingue par une volonté appuyée et délibérée de reconstruire un roman national niant la lutte des classes et assurant une innocence quasi parfaite à la nation élue. Ainsi, le même Sarkozy a pu affirmer que «la France n'a jamais cédé à la tentation totalitaire», niant toute tentation fascisante dans son histoire. De même les crimes colo-

niaux sont passés aux pertes et profits de «l'œuvre civilisatrice de la France» quand il assène qu'il «n'y a pas eu beaucoup de puissances coloniales dans le monde qui aient tant œuvré pour la civilisation et le développement et si peu pour l'exploitation». À l'inverse, les écrits d'Émile Pouget remettent les choses à leur place et appellent par leur nom les crimes des dominants, traçant une nette ligne de partage entre les Versaillais-es d'hier et d'aujourd'hui et celles et ceux qui s'y opposent, comme dans cet article paru dans le célèbre Père Peinarde du 12 janvier 1890 (n°45).

Émile Pouget Barbarie française

Y A DES TYPES qui sont fiers d'être français. C'est pas moi, nom de Dieu! Quand je vois les crimes que nous, le populo de France, nous laissons commettre par la sale bande de capitalistes et de gouvernants qui nous grugent – eh bien, là franchement, ça me coupe tout orgueil!

Au Tonkin par exemple, dans ce bondieu de pays qu'on fume avec les carcasses de nos pauvres troubades², il se passe des atrocités.

Chacun sait que les Français sont allés là-bas pour civiliser les Tonkinois: les pauvres types se seraient bougrement bien passés de notre visite! En réalité, on y est allé histoire de permettre à quelques gros bandits de la finance de barboter des millions, et à Constans de chiper la ceinture du roi Norodom. Ah nom de dieu, il est chouette le système qu'emploient les Français pour civiliser des peuples qui ne nous ont jamais cherché des poux dans la tête!

Primo, on pille et chaparde le plus possible; deuxièmo, on fout le feu un peu partout; troisièmo, on se paie de force, pas mal de gonzesses tonkinoises – toujours histoire de civiliser ce populo barbare, qui en bien des points pourrait nous en remonter.

Ça c'était dans les premiers temps, quand on venait d'envahir le pays; c'est changé maintenant, mille bombes, tout est pacifié et les Français se montrent doux comme des chiens enrégés.

Pour preuve, que je vous raconte l'exécution du Doi Van, un chef de pirates, qui avait fait sa soumission à la France, puis avait repris les armes contre sa patrie, à la tête de troupes rebelles.

Pas besoin de vous expliquer ce baragouin, vous avez compris, les aminches? Les pirates, les rebelles, c'est des bons bougres qui ne veulent pas que les Français viennent dans leur pays s'installer comme des crapules; c'est pas eux qui ont commencé les méchancetés, ils ne font que rendre les coups qu'on leur a foutus.

Donc, Doi Van a été repincé et on a décidé illico de lui couper le cou. Seulement au lieu de faire ça d'un coup, les roses de chefs ont fait traîner les choses en longueur. Nom de dieu, c'était horrible! Ils ont joué avec Doi Van comme un chat avec une souris.

Une fois condamné à mort, on lui fout le carcan au cou, puis on l'enferme dans une grande cage en bois, où il ne pouvait se remuer. Sur la cage on colle comme inscription: «Vuon-Vang-Yan», «traître et parjure». Après quoi, huit soldats prennent la cage et la baladent dans les rues d'Hanoi. À l'endroit le plus en vue on avait construit une plate-forme; c'est là qu'on a coupé le cou à Doi Van avec un sabre – après avoir fait toutes sortes de simagrées dégoutantes.

L'aide du bourreau tire Doi Van par les cheveux, le sabre tombe comme un éclair, la tête lui reste entre les mains, il la montre à la foule et la fait rouler par terre. On la ramasse car elle doit être exposée au bout d'un piquet, afin de servir d'exemple aux rebelles.

Ah, nom de dieu, c'est du propre! Sales républicains de pacotille, infâmes richards, journalaux putassiers, vous tous qui rongez le populo plus que la vermine et l'abrutissez avec vos mensonges, venez donc encore nous débiter vos ritournelles sur votre esprit d'humanité?

Vous avez organisé bougrement de fêtes pour le centenaire de 89 – la plus chouette, celle qui caractérise le mieux votre crapulerie, c'est l'exécution du Doi Van. C'est pas sur un piquet, au fin fond de l'Asie, dans un village tonkinois, qu'elle aurait dû être plantée, cette tête.

Foutre non! Mais c'est bien au bout de la tour Eiffel, afin que



dominant vos crimes de trois cents mètres, elle dise, cette caboche, au monde entier, que sous votre républicanisme, il n'y a que de la barbarie salement badigeonnée.

Qui êtes-vous, d'où venez-vous, sales bonshommes, vous n'êtes pas nés d'hier? Je vous ai vus, il y a dix-huit ans, votre gueule n'a pas changé: vous êtes restés versaillais! La férocité de chats tigres que vous avez foutue à martyriser les Communeux, vous l'employez maintenant à faire des mistoufles aux Tonkinois.

Que venez-vous nous seriner sur les Prussiens, les pendules chapardées, les villages brûlés? [...] Ils n'ont pas commis, nom de dieu, la centième partie de vos atrocités, Versaillais de malheur! Ah, vous n'avez pas changé? Nous non plus: Versaillais vous êtes, Communeux nous restons! **Émile Pouget**



EN FINIR AVEC LA FRANÇAUFRIQUE

IMAGINEZ QUE la France soit gouvernée depuis quarante ans par le même président, parvenu au pouvoir par un coup d'État. Imaginez que ce président soit, à son décès, remplacé par son fils au terme d'élections truquées et dénoncées par toute la communauté internationale. Imaginez une France sans protection sociale, sans code du travail, sans retraites, sans liberté d'expression et sans droits syndicaux. Imaginez une France occupée en permanence par une armée étrangère qui n'hésite pas à intervenir à la moindre manifestation. Imaginez une France où la police politique et la garde présidentielle fichent, menacent, torturent et assassinent les opposant-e-s politiques. Imaginez que toutes les matières premières et les richesses produites en France soient systématiquement exportées pour engraisser les économies et participer à l'opulence de pays lointains.

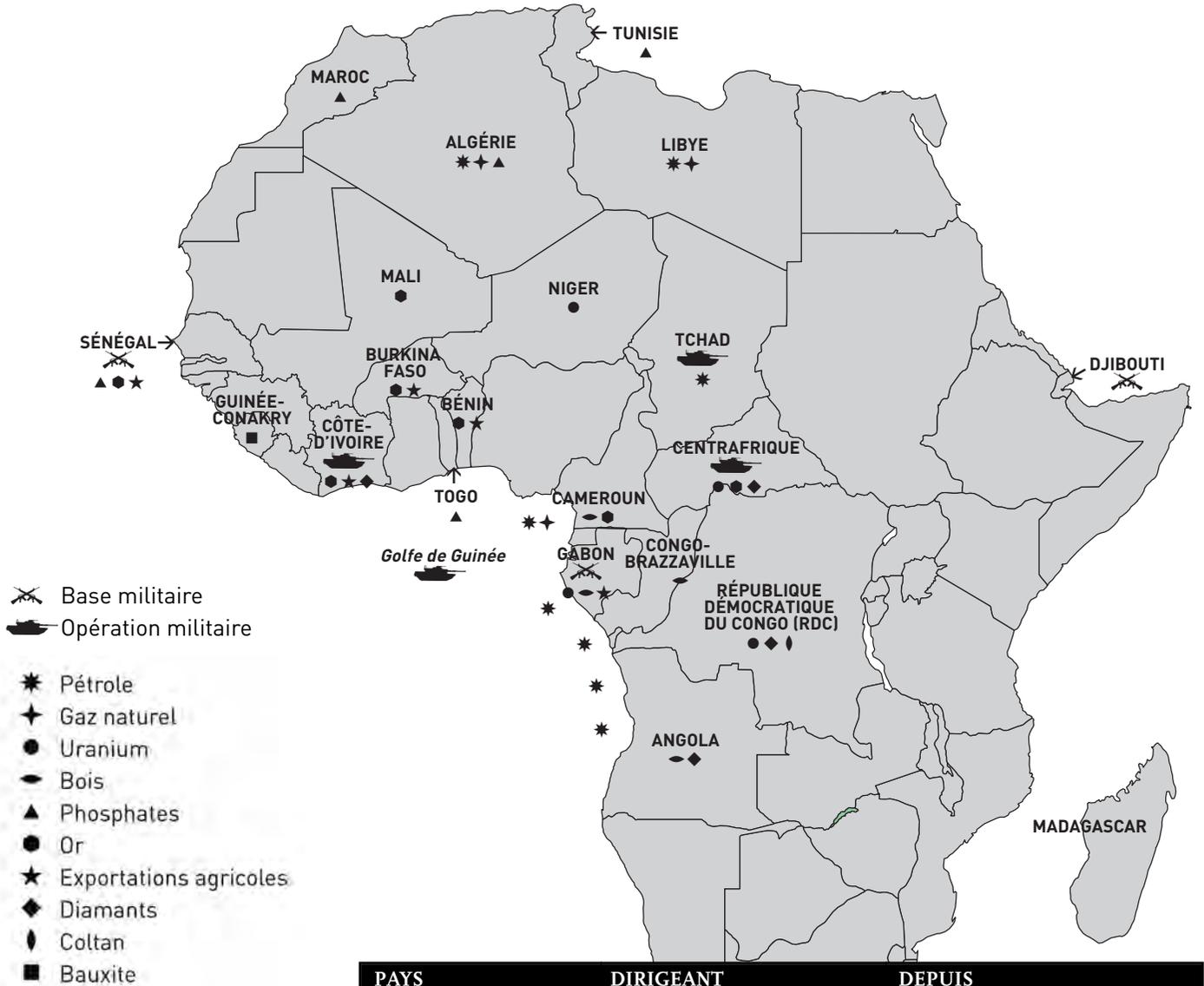
Imaginez enfin une France où 70% des habitant-e-s vivent sous le seuil de pauvreté, et où l'espérance de vie ne dépasse pas cinquante ans. Remplacez le mot France par n'importe quel pays d'Afrique francophone, et vous y êtes : bienvenue en Françafrique... Cette situation n'a en effet rien d'imaginaire. Depuis 1960, les mécanismes mafieux du système français ont remplacé et prolongé la domination coloniale. L'emprise militaire, économique et politique de la France sur ses anciennes colonies africaines n'a jamais été aussi forte. Or, cinquante ans après les indépendances officielles, 2010 a été déclarée « Année de l'Afrique » par Nicolas Sarkozy. L'État français organise les 31 mai et 1^{er} juin un grand sommet des chefs d'État Afrique-France à Nice, et s'appête à

faire défiler les troupes africaines sur les Champs-Élysées le 14 juillet. Des dictatures et leurs armées tortionnaires seront reçues avec tous les honneurs de la République. Plus que jamais, il est indispensable de démonter les discours d'une France « amie de l'Afrique », de mettre à jour les rouages de la Françafrique, de faire connaître et de soutenir les résistances qui, ici comme là-bas, s'efforcent de renverser ce système. Car détruire la Françafrique, c'est entrevoir la fin d'une des expressions les plus violentes du capitalisme mondialisé et de l'oppression du Sud par le Nord, un premier pas indispensable vers l'autonomie des peuples et la solidarité internationale.

Ce dossier a été réalisé en collaboration avec des militant-e-s de l'association Survie.

LE JOUG DE LA FRANÇAIFRIQUE S'EXERCE SUR LES PEUPLES D'UNE VINGTAINNE DE PAYS, SURTOUT DANS L'OUEST DU CONTINENT AFRICAIN. VOICI QUELQUES REPÈRES POUR CERNER LE TERRITOIRE DU NÉOCOLONIALISME À LA FRANÇAISE.

LA FRANÇAIFRIQUE EN CARTE



Sources

Que fait l'armée française en Afrique ?, Raphaël Granvaud, Agone, 2009

L'Atlas du Monde diplomatique, 2010

<http://survie.org>

1. Fils d'Hassan II, roi du Maroc de 1962 à 1999.
 2. Fils d'Étienne Eyadéma, dictateur du Togo de 1967 à 2005.
 3. Fils d'Omar Bongo, dictateur du Gabon de 1967 à 2009.

PAYS	DIRIGEANT	DEPUIS
Libye	Mouammar Kadhafi	1969 (coup d'État)
Cameroun	Paul Biya	1982 (révolution de palais)
Burkina Faso	Blaise Compaoré	1987 (coup d'État)
Tunisie	Zine el-Abidine Ben Ali	1987 (révolution de palais)
Tchad	Idriss Déby	1990 (coup d'État)
Angola	José Eduardo dos Santos	1992 (élections contestées)
Congo-Brazzaville	Denis Sassou N'Guesso	1997 (coup d'État)
Algérie	Abdelaziz Bouteflika	1999 (élections contestées)
Djibouti	Ismaël Omar Guelleh	1999 (mascarade électorale)
Maroc	Mohammed VI ¹	1999 (succession monarchique)
Côte-d'Ivoire	Laurent Gbagbo	2000 (élections contestées)
Sénégal	Abdoulaye Wade	2000
Mali	Amadou Toumani Touré	2002
Centrafrique	François Bozizé	2003 (coup d'État)
Togo	Faure Gnassingbé Eyadéma ²	2005 (mascarade électorale)
RDC république démocratique du Congo	Joseph Kabila	2006 (élections contestées)
Bénin	Yayi Boni	2006
Gabon	Ali Bongo ³	2009 (mascarade électorale)
Guinée-Conakry	Coup d'État, troubles en cours	
Niger	Coup d'État, troubles en cours	
Madagascar	Coup d'État, troubles en cours	

EN 1998, FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION SURVIE, PUBLIE **LA FRANÇAIFRIQUE. LE PLUS LONG SCANDALE DE LA RÉPUBLIQUE.** LE TERME FRANÇAIFRIQUE SERA DÉSORMAIS UTILISÉ POUR DÉSIGNER LES MÉCANISMES PAR LESQUELS L'ÉTAT FRANÇAIS MAINTIEN SA DOMINATION SUR SES ANCIENNES COLONIES AFRICAINES ET LA FAÇON DONT LES INDÉPENDANCES ONT ÉTÉ CONFISQUÉES DEPUIS 1960.



C'EST QUOI, LA FRANÇAIFRIQUE ?

TOUT COMMENCE EN MAI 1958, en pleine guerre d'Algérie. Quatre ans après la défaite d'Indochine, alors que la IV^e République s'entredéchire sur la question coloniale, un putsch des généraux français éclate à Alger. Minutieusement préparée, l'opération Résurrection¹ exige le retour au pouvoir du général de Gaulle. Sous la pression, l'Assemblée nationale vote les pleins pouvoirs à de Gaulle qui, quelques mois plus tard, instaure par référendum une V^e République taillée sur mesure. L'une des premières préoccupations du général-président ? L'avenir de l'empire colonial, menacé par des mouvements indépendantistes de plus en plus virulents. En France même, révolté-e-s par la guerre d'Algérie, les partisan-e-s de la décolonisation sont en nombre croissant. À cela s'ajoutent les pressions internationales, États-Unis en tête. Eisenhower menace de couper tout soutien financier à la France si celle-ci continue de faire de l'Afrique sa chasse commerciale gardée. Quitter l'Afrique ? Hors de question pour de Gaulle. La France sans l'Afrique, ce serait la bombe nucléaire sans uranium, l'industrie sans pétrole, la faillite pour les nombreuses sociétés françaises qui surexploitent le bois, le coton, les phosphates, les minerais, le cacao... Et que dire du risque d'une expansion communiste, ce cauchemar gaulliste ? L'état-major de l'Élysée sent pourtant le vent de l'histoire tourner. Après l'échec du projet de Communauté française, de Gaulle décide de changer de doctrine stratégique. À partir de 1960, il accorde en fanfare les indépendances à la quasi-totalité des anciennes colonies, hormis quelques points d'appuis stratégiques comme les Comores, Djibouti et les territoires d'outre-mer. Dans le même temps, il charge son éminence grise Jacques Foccart de maintenir les pays d'Afrique francophone sous la tutelle française par toute une gamme de moyens illégaux et cachés au grand public.

JACQUES FOCCART ET LA CELLULE AFRICAINE DE L'ÉLYSÉE

Organisateur de l'opération Résurrection, Jacques Foccart est un personnage aussi discret que puissant. Secrétaire général de l'Élysée aux Affaires africaines, il supervise également les services secrets, les finances du gaullisme et le sinistre Service d'action civique². Sa stratégie ? Tout mettre en œuvre, si besoin par le trucage des élections ou des coups d'État, pour placer à la tête de ces pays nouvellement indépendants des dirigeants « amis de la France » : soit des proches de l'ex-administration coloniale comme Ahidjo au Cameroun, soit d'an-

ciens militaires français comme Eyadéma au Togo, ou même d'honorables correspondants du SDECE³ comme Bongo au Gabon. Avec ces chefs d'État solidement encadrés par des conseillers spéciaux français, des accords militaires et économiques sont signés. La plupart du temps secrets, ces accords garantissent la suprématie de l'armée française, qui plante des bases permanentes dans les zones stratégiques, chapeaute les nouvelles forces africaines et intervient en cas de menace extérieure et intérieure. Ces accords assurent de plus aux entreprises françaises la pérennité de leurs installations coloniales et le monopole sur les matières premières stratégiques (voir article, page 21). Ils prolongent également la suprématie de l'ancienne monnaie coloniale, le franc des colonies françaises d'Afrique (CFA). Rebaptisé franc des communautés françaises d'Afrique, il conserve sa logique dominatrice : toutes les monnaies africaines sont contrôlées par la Banque de France, tandis que les recettes d'exportation sont physiquement stockées en métropole. Par ce biais, les produits français bénéficient d'un avantage commercial déterminant.

La France sans l'Afrique, ce serait la bombe nucléaire sans uranium, l'industrie sans pétrole.

Enfin, pour étouffer toute opposition intérieure et briser les mouvements indépendantistes, de puissantes polices politiques sont mises en place, formées aux méthodes tortionnaires expérimentées en Algérie (voir article, page 24).

L'ensemble de ce dispositif est dirigé par Jacques Foccart depuis ce que l'on appelle la cellule africaine de l'Élysée, sous le contrôle quotidien du général de Gaulle. Cette cellule va superviser la nouvelle politique africaine de la France à partir de 1960.

Aucun des présidents successifs ne remettra en question cette politique, comparable à celle des États-Unis en Amérique latine. Pompidou maintient Foccart. En 1974, ce dernier est limogé par Giscard d'Estaing, qui installe ses propres réseaux. Mitterrand, malgré ses promesses de rupture, installe son fils à la tête de la cellule africaine, étend la Françaifrique vers l'Angola et le Rwanda et soutient en particulier le pouvoir génocidaire de 1994 (voir article, page 24). En 1995, Jacques Chirac rappelle aux commandes de la cellule africaine... Jacques Foccart ! Quant à Nicolas Sarkozy, derrière quelques réformes de façade et un festival de boniments, il maintient depuis 2007 le cap français (voir article, page 19).

LES RÉSEAUX DE LA MAFIAFRIQUE

Le système imaginé par Foccart n'a donc pas évolué depuis cinquante ans ? Si.

1. Détaillée dans **Histoire secrète de la V^e République**, ouvrage collectif, La Découverte, 2006.
2. Le SAC était la milice du parti gaulliste ; cf. **Histoire du SAC**, François Audigier, Stock, 2003.
3. Service de documentation extérieure et de contre-espionnage français, devenu Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) en 1982.

À LIRE

La Françafrique
François-Xavier
Verschave, Stock,
1998.

Noir silence
François-Xavier
Verschave, Les
Arènes, 2000.



**De la Francafrrique
à la Mafiafrrique**
François-Xavier
Verschave, Tribord,
2005.



■■■ Initialement fondée sur une logique de raison d'État justifiant les pires méthodes, l'architecture pyramidale de la cellule africaine s'est progressivement délitée en de multiples réseaux agissant pour leur propre compte, se criminalisant de plus en plus en profitant des espaces d'impunité offerts par l'essor des paradis fiscaux et judiciaires. En témoignent la dizaine de scandales franco-africains des années 1990, les affaires Elf, Angolagate, Marchiani, Sofremi, Borrel, Beach, véritables coupes anatomiques de la Françafrique ou de ce qu'il conviendrait plutôt d'appeler la Mafiafrrique: de vastes opérations de criminalité économique et politique impliquant des

personnalités et entreprises de plusieurs pays alliant les méthodes mafieuses à celles des services secrets.

Dans toutes ces affaires, qui ne représentent que le sommet de l'iceberg, la réalité dépasse l'imagination. On y découvre une galerie stupéfiante de ministres, de mercenaires, de militaires, de banquiers, de barbouzes, de personnalités politiques et d'hommes d'affaires, tous obsédés par les richesses africaines, le pouvoir, l'enrichissement personnel, le financement de partis politiques, rivalisant d'imagination pour détourner l'aide au développement, piller les matières premières, vendre des armes, du pétrole ou des minerais, toucher des commissions occultes... Plonger dans la Françafrique, c'est réaliser, pièces à l'appui, la profondeur du pourrissement des institutions républicaines, le cynisme sans limites du pouvoir, l'horreur du capitalisme.

EN FINIR AVEC LA FRANÇAFRIQUE

À qui nuit le plus cette Françafrique? En premier lieu, aux populations africaines. Car les résultats de cinquante ans de ce système scandaleux, ce sont des millions de personnes appauvries vivant pourtant dans des pays riches en matières premières, des économies exsangues et surendettées, l'absence de protections sociales, des libertés individuelles rachitiques et des potentats sanguinaires à la longévité inconcevable: quarante-deux ans de Bongo au Gabon (imaginez quarante-deux ans de Nicolas Sarkozy!), remplacé par son fils au terme d'une mascarade électorale, trente-huit ans d'Eyadéma au Togo, remplacé par son fils par le coup d'État de 2005, trente-trois ans de Sassou N'Guesso au Congo-Brazzaville, vingt-huit ans de Biya au Cameroun, vingt ans de Déby au Tchad, pour prendre ici les exemples les plus caricaturaux... Pour toutes ces raisons, il est urgent et raisonnable de s'organiser pour en finir avec la Françafrique. **Samuël Foutoyet**

ET LE MAGHREB?

Craignant l'extension de la guerre d'Algérie, la France organise en 1956 l'indépendance du Maroc et de la Tunisie dans des conditions favorables à ses intérêts.

Au Maroc, la monarchie chérifienne tisse depuis cinquante ans des liens quasi familiaux avec la plupart des entreprises et dirigeants français. En 1999, Mohammed VI succède à Hassan II. Malgré ses promesses de démocratisation, il maintient un régime proche de son père: emprisonnement des opposant-e-s, censure, interdiction de critiquer la

famille royale et répression féroce des populations du Sahara occidental.

En Tunisie, la France soutient activement le dictateur Ben Ali. Les geôles comptent pourtant plus de mille prisonniers politiques, l'opposition est forcée à l'exil ou à la clandestinité, la presse est surveillée et la corruption atteint des sommets.

La situation franco-algérienne est plus complexe. En 1962, la France finit par quitter l'Algérie, non sans s'assurer par des accords secrets des garanties sur le gaz et le

pétrole, mais également la poursuite d'expérimentations atomiques et bactériologiques dans le Sahara (en particulier dans les bases de Mers el-Kébir et B2 Namous). Depuis 1992, la France, premier partenaire commercial de l'Algérie, soutient la junte militaire au pouvoir, puis Bouteflika depuis 1999, et ce malgré la corruption, la fraude électorale, l'appareil tortionnaire et la manipulation de l'opinion qui sévit dans ce pays (cf. Françalgérie, Lounis Aggoun, Jean-Baptiste Rivoire, La Découverte, 2004).

LES CAPITALISTES FRANÇAIS, INDUSTRIELS ET FINANCIERS, PILLENT LES RESSOURCES DES PAYS AFRICAINS. PETIT TOUR D'HORIZON DES EXPLOITEURS LES PLUS PROSPÈRES.



LA FRANCE-À-FRIC SE PORTE BIEN

1. Challenges, mars 2010.
2. **Le Franc CFA et l'Euro contre l'Afrique**, Nicolas Agbohoun, Menaibuc, 2008.
3. **Que fait l'armée française en Afrique ?**, Raphaël Granvaud, Agone, 2009.
4. **L'aide publique au développement. Un outil à réinventer**, Guillaume Olivier, CLM, 2004.
5. lejdd.fr, le 20 mai 2008.
6. Libération, le 24 juin 2008.
7. **Est-ce dans ce monde-là que nous voulons vivre ?**, Eva Joly, Les Arènes, 2004.

«**LA FRANCE**, économiquement, n'a pas besoin de l'Afrique!» Interpellé sur le pillage de l'Afrique lors d'un déplacement officiel au Bénin, en mai 2006, le ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy, était soudainement pris d'une crise d'Alzheimer...! Interpellé sur le pillage de l'Afrique lors d'un déplacement officiel au Bénin, en mai 2006, le ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy, était soudainement pris d'une crise d'Alzheimer... La France, pas besoin de l'Afrique? Areva, pas besoin d'uranium? TotalFinaElf, pas besoin de pétrole? Rougier, pas besoin de grumes? Il suffit pourtant de regarder autour de nous. Partout, on voit des bouts d'Afrique. Dans nos pains au chocolat, nos pulls en coton, nos meubles en acajou, nos routes en bitume, nos sols plastifiés, nos savons de palme, nos téléphones portables truffés de coltan... L'Afrique est partout!

Quelques chiffres pour commencer. Chaque année, nos échanges avec l'Afrique représentent entre 5 et 10% de nos échanges internationaux, mais 15 à 25% de nos bénéfices commerciaux. Contrairement au commerce avec l'Asie ou l'Europe, plus volumineux mais souvent déficitaire, le commerce avec l'Afrique est très lucratif. «Les marges sont quatre à cinq fois plus élevées qu'en France!», exultait récemment un proche du Conseil français des investisseurs en Afrique¹. De fait, selon le ministère de l'Économie, 70% des quelque deux mille entreprises et filiales françaises implantées en Afrique sont bénéficiaires, annonçant souvent des retours sur investissement de 15 à 30%. Oui, la France-à-fric se porte bien.

Les grands capitalistes français, d'ailleurs, ne s'y trompent pas. La quasi-totalité des entreprises du CAC 40 et des fortunes de France est implantée en Afrique: Bouygues, Pinault, Lafarge, Vinci, Veolia, BNP Paribas, Crédit Agricole, Alcatel, Accor, Gaz de France, Michelin, Alstom... Les plus importantes? TotalFinaElf, dont l'Afrique représente la principale zone de production (un tiers du total) et la moitié de ses réserves. Puis vient le groupe Bolloré qui, fort de son implantation coloniale bicentenaire, est en situation de quasi-monopole sur les transports Europe-Afrique. Bolloré contrôle de nombreux ports et chemins de fer, et possède plus de cinquante mille hectares de plantations de palmiers à huile, de bananes, de coton et de cacao. Citons également Areva, dont 60% de l'uranium consommé en France provient d'Afrique. Ou encore Rougier, vendeur d'okoumé, d'azobé, de moabi et autres essences menacées de disparition, l'Hexagone étant le premier importateur européen de bois africain.

SOUTIEN POLITIQUE ET COUPS TORDUS

Premier partenaire commercial de l'Afrique francophone, le capitalisme français peut dire merci à la Françafrique. Merci aux accords économiques léonins signés au moment des «indépendances»: ils ont garanti aux entreprises hexagonales la pérennité de leurs installations coloniales et l'accès prioritaire aux matières premières. Merci au maintien du franc CFA: véritable camisole économique, il contraint l'Afrique francophone à commercer en priorité avec la France². Merci à l'armée française: elle sécurise les installations stratégiques et pro-

tège les dictatures francophiles³. Merci à la Coface: cette compagnie française d'assurance-crédit protège les exportations françaises des risques de banqueroute, aux frais du contribuable. Merci aux juteuses subventions de l'aide publique au développement: loin de venir en aide aux populations, cette dernière sert surtout à consolider les intérêts français⁴. L'actuel secrétaire d'État à la coopération, Alain Joyandet, ne s'en cache même plus: «L'implantation des entreprises françaises en Afrique est l'une de mes priorités»⁵, «On veut aider les Africains, mais il faut que cela nous rapporte»⁶.

Enfin, merci à l'Élysée. Depuis 2007, chaque déplacement présidentiel donne lieu à une pluie de «contrats du siècle»: accords nucléaires avec Areva au Niger ou au Maghreb, concessions portuaires et logistiques de Bolloré en Angola ou au Togo, accords pétroliers avec TotalFinaElf au Congo-Brazzaville et en Angola... Et ce sans considération démocratique ou éthique.

Si tout cela ne suffit pas, il reste la voie des manigances et des coups tordus. Elf s'en faisait une spécialité. Drainant d'énormes marges occultes via des productions non déclarées au large des côtes ou la surfacturation de prestations, l'entreprise contrô-



lait les pays producteurs par la corruption des décideurs locaux, la co-organisation de scrutins truqués, le financement de polices politiques ou de mercenaires, l'implication dans des coups d'État, l'achat de la complicité de la classe politique française⁷. Un cas particulier? Malheureusement non. Sur TotalFinaElf, on lira *Afrique. Pillage à huis clos*, de Xavier Harel; sur Bolloré, *Bolloré: monopoles, services compris*, de Pierre Caminade; sur Areva, les enquêtes de la CRIIRAD; sur Rougier, *Les Pillards de la forêt*, de François-Xavier Verschave...

Au final, le rôle de l'Afrique? Offrir des débouchés aux produits français, alimenter la France en matières premières à bas prix et satisfaire les besoins européens en distribuant les miettes du festin aux potentats locaux. Ces immenses richesses, les populations locales n'en voient pas la couleur. La Françafrique jette une lumière crue sur les coulisses d'une organisation économique qui, si elle assure en France un certain niveau de confort, repose sur des logiques de prédation indignes. Elle offre des arguments imparables à toutes celles et tous ceux pour qui la décroissance n'est pas simplement une urgence écologique, mais surtout une urgence humaine et politique. **Thomas Jacobin**

A LIRE

- Afrique. Pillage à huis clos**
Xavier Harel, Fayard, 2006.
- Bolloré: monopoles, services compris**
Agir ici et Survie, L'Harmattan, 2000
- Les Pillards de la forêt**
Arnaud Labrousse et François-Xavier Verschave, Agone, 2003

DE 1981 À 1995, SOUS MITTERRAND, ET DE 1997 À 2002, SOUS LA COHABITATION, LE PARTI SOCIALISTE ALORS AU POUVOIR A-T-IL COMBATTU LA FRANÇAFRIQUE ? DANS LES DISCOURS, SOUVENT. DANS LES FAITS, JAMAIS. PIRE, LA GAUCHE DE GOUVERNEMENT A RENFORCÉ LE SYSTÈME FOCCART.



LE PS ENTRE PROMESSES ET RENONCEMENTS

TOUT AU LONG de la campagne pour les présidentielles de 1981, François Mitterrand fustige l'impérialisme français en Afrique et promet la rupture. Ses engagements ? Une diplomatie « sur des bases nouvelles excluant la domination et la dépendance »¹, la « renégociation des accords de coopération afin d'éliminer toute forme d'ingérence », une aide au développement destinée « aux peuples et non pas aux entreprises françaises », un nouvel ordre économique permettant à chaque pays d'Afrique « de disposer souverainement de ses richesses nationales, en particulier de ses ressources en matières premières », la dissolution du SDECE et des Renseignements généraux.

Le Parti socialiste dénonce la cellule africaine de l'Élysée, la politique extérieure « ne devant plus être menée par quelque instance centrale de l'État ».

DES BELLES PROMESSES AUX SCANDALES

Une fois Mitterrand élu, les réformateurs, menés par Jean-Pierre Cot, le nouveau et détonant ministre de la Coopération, qui souhaite une réelle rupture, trouvent sur leur route Guy Penne, le nouveau responsable de la cellule africaine, et François de Grossouvre², l'homme fort des services secrets. Mitterrand a en effet chargé ces derniers de tout faire pour concurrencer le réseau Foccart qui, toujours actif en Afrique, finance le retour au pouvoir de Jacques Chirac. Fin 1982, Jean-Pierre Cot, découragé et placardisé, démissionne avec fracas³. La Françafrique, dès lors, ne sera plus remise en question. Le soutien aux dictatures, la diplomatie de l'ombre, les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, les ingérences militaires repartent de plus belle⁴. Le SDECE est remplacé par la DGSE, la cellule africaine est maintenue, bientôt dirigée par Jean-Christophe Mitterrand, le propre fils du Président. Aidé par Jacques Attali, "Papamadi" tisse des liens quasi familiaux avec des dictateurs comme Mobutu, Sassou N'Gusso, Eyadéma ou Biya...

Le jeu du PS, qui se branche à son tour sur la pompe Afrique, s'illustre en 1986 dans le scandale du Carrefour du développement, du nom de l'association chargée d'organiser le pharaonique sommet France-Afrique de Bujumbura. Christian Nucci, le successeur de Jean-Pierre Cot, est accusé d'avoir détourné plus de 25 millions de francs d'aide au développement à des fins d'enrichissement personnel et de financement du PS⁵.

S'ils se livrent une concurrence féroce autour des richesses africaines, les réseaux Foccart et Mitterrand savent également tisser des alliances, en particulier lors des cohabitations de 1986-1988 et de 1993-1995. Ces connivences s'étalent au grand jour

dans les affaires Elf et Angolagate, deux des plus grands sommets émergés de l'iceberg Françafrique. Sur le même banc d'accusation, on retrouve Loïc Le Floch-Prigent et André Tarallo, répartissant les caisses noires d'Elf entre le PS et le RPR, ou encore Charles Pasqua et Jean-Christophe Mitterrand jonglant avec les commissions des ventes d'armes à l'Angola.

DE LA BAULE AU RWANDA

En 1990, coup de théâtre : dans son discours de La Baule, Mitterrand dénonce les dictatures africaines. La France, désormais, « liera ses efforts de contribution à tous les efforts faits pour aller vers plus de liberté ». Effet d'annonce jamais suivi d'actes. En revanche, la même année, l'armée française s'installe au Rwanda et soutient le régime raciste d'Habyarimana.

Un soutien qui aboutira, en avril 1994, aux terribles complications militaires, financières et diplomatiques d'une partie de l'exécutif français avec le gouvernement génocidaire, dévoilant un cynisme d'État inimaginable. « Dans ces pays-là, un génocide, ce n'est pas trop important », aurait déclaré François Mitterrand à l'un de ses proches, au cours de l'été 1994⁶.

LES SUCESSEURS JOSPIN OU ROYAL

En 1997, Lionel Jospin va-t-il sonner le glas de la Françafrique ? À son tour, il le promet : « Si le peuple nous fait confiance, nous changerons profondément la politique africaine de la France »⁷. Résultat ? Rien. De 1997 à 2002, le PS laisse le champ libre à Jacques Chirac et au vieux Jacques Foccart, de nouveau responsable de la cellule africaine de l'Élysée. Silence de plomb du PS lors du coup d'État sanglant au

L'histoire du PS et de la Françafrique constitue une lamentable succession de promesses et de renoncements.

Congo-Brazzaville, lors des massacres au Tchad, des mascarades électorales du Togo et du Gabon... Le mitterrandien Hubert Védrine, nommé ministre des Affaires étrangères, s'aligne sur la politique chiraquienne⁸.

Aux présidentielles de 2007, Ségolène Royal promet à son tour de « rompre avec la Françafrique »⁹... Mais de la part d'une fervente admiratrice de Mitterrand, conseillée par Hubert Védrine, on hésite entre rire et pleurer.

Instauré par la droite pour la droite, mais maintenu par la gauche de gouvernement, le système Françafrique tisse depuis cinquante ans ses réseaux de corruption et de criminalité au plus proche de l'oligarchie politicienne. L'histoire du PS et de la Françafrique constitue une lamentable succession de promesses et de renoncements. La critique du néocolonialisme, récurrente à chaque période électorale, n'est finalement qu'un moyen de plus pour marquer des points contre la droite. De ce bilan accablant, peu de militant-e-s de gauche semblent avoir tiré les conclusions. **Bruno Genty**

1. Cette citation et les suivantes sont extraites du **Programme commun de gouvernement et des 110 propositions pour la France du candidat Mitterrand**, Parti socialiste, 1978 et 1981.

2. Avant-guerre proche des milieux de l'Action française (tout comme François Mitterrand), de Grossouvre a été retrouvé « suicidé » le 7 avril 1994 à l'Élysée, le jour du déclenchement du génocide au Rwanda. Sur la proximité historique entre Mitterrand et l'extrême droite, on lira **La Main droite de Dieu**, Emmanuel Faux, Thomas Legrand et Gilles Perez, Seuil, 1994.

3. Sur le mystère de Grossouvre, on lira **Le Cabinet noir**, Frédéric Laurent, Albin Michel, 2006.

4. Il réglera indirectement ses comptes dans **Affaires africaines**, Pierre Péan, Fayard, 1983.

5. **Noir Silence**, François-Xavier Verschave, Les Arènes, 2000.

6. Affaire détaillée dans **Histoire secrète de la V^e République**, ouvrage collectif, La Découverte, 2006.

7. Propos rapportés par Patrick de Saint-Exupéry, dans **Le Figaro**, 12 janvier 1998.

8. **La Croix**, 15 mai 1997.

9. **Noir Chirac**, François-Xavier Verschave, Les Arènes, 2002.

10. Projet socialiste, 2007.

LE PRÉSIDENT ACTUEL, COMME ON L'ATTENDAIT, POURSUIT LA POLITIQUE DE SES PRÉDÉCESSEURS SUR LE CONTINENT AFRICAÏN : SOUTIEN AUX DICTATEURS, RENFORCEMENT DE LA PRÉSENCE MILITAIRE, ETC. PLUS ÇA CHANGE, PLUS C'EST LA MÊME CHOSE...



SARKOZY

LA FRANÇAÏRIQUE DÉCOMPLEXÉE

1. Bénin, 19 mai 2006.
2. **La Maison Pasqua**, Nicolas Beau, Plon, 2002.
3. **La Lettre du Continent**, 22 février 2007.
4. Le Monde, 30 août 2009.
5. Commandement des opérations spéciales, forces spéciales françaises créées en 1992.
6. La Direction générale de la sécurité extérieure est le service de renseignement extérieur de la France.
7. **Que fait l'armée française en Afrique ?**, Raphaël Granvaud, Agone, 2009.

« Je veux être le président d'une France qui défende partout les droits de l'homme et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. D'une France qui s'oppose aux dictatures. » En meeting à Toulon, le 7 février 2007, Nicolas Sarkozy ne mâchait pas ses mots. Quelques mois plus tôt, il dénonçait la Françafrique de Jacques Chirac, son « clientélisme », ses « détournements de l'aide au développement », son « domaine réservé de l'Élysée », appelant à « définitivement tourner la page des complaisances, des secrets et des ambiguïtés »¹. En apothéose de cette campagne de rupture, le candidat UMP lançait, le soir de son élection, un « appel fraternel à tous les Africains », promettant que la France serait « du côté des opprimés du monde ».

DES PROMESSES DIFFICILES À AVALER

Mai 2007, la fin de la Françafrique ? Difficile de croire les promesses de la part de cet ancien bras droit de Charles Pasqua et disciple de Jacques Foccart, pilier historique de la Françafrique, qui forma et suivit Sarkozy pendant vingt ans²; d'un ministre suiviste ou silencieux vis-à-vis de la Françafrique chiraquienne de 1995 à 2006, alors qu'il occupait des postes clés au gouvernement ou au RPR; d'un politicien nouant depuis 1990 des relations discrètes avec plusieurs dictateurs africains, dont Omar Bongo³ et d'un ami, enfin, des principales figures du patronat français en Afrique (Bouygues, Bolloré, Areva, TotalFinaElf). Oui mais... « J'ai changé ! », martelait Nicolas Sarkozy au congrès UMP du 14 janvier 2007. Humaniste, défenseur des droits de l'homme, « c'est la première fois qu'on a un candidat démocrate, très courageux, qui fait ce qu'il dit et qui dit ce qu'il fait ! », exultait Jean-Marie Bigard au meeting de Bercy le 29 avril 2007. Ce soir-là, Sarkozy fustigeait les « héritiers de

Mai 68 », accusés d'avoir « abaissé le niveau moral de la politique », « introduit le cynisme dans la société », « préparé le terrain au capitalisme sans scrupules et sans éthique »...

Trois ans plus tard, examinons les faits. La France a-t-elle cessé de soutenir les dictatures africaines ? Non. Depuis mai 2007, tous les pires régimes d'Afrique ont été reçus ou visités par l'Élysée : Omar puis Ali Bongo (Gabon), Denis Sassou N'Gusso (Congo-Brazzaville), Paul Biya (Cameroun), François Bozizé (Centrafrique), Ismaël Omar Guelleh (Djibouti), Faure Gnassingbé (Togo), Mouammar Kadhafi (Libye), Ben Ali (Tunisie)... À chacune de ces visites, les atteintes aux droits de l'homme ont été systématiquement tues ou reléguées au second plan. Sarkozy a-t-il dissous la sinistre cellule africaine de l'Élysée ? Oui, mais pour la remplacer par une cellule diplomatique sans spécificité géographique, aux pouvoirs accrus, renforçant encore la main-mise du président sur la politique étrangère. Et les réseaux officieux, ont-ils disparu ? Non. En témoigne l'activité du sulfureux Robert Bourgi, ancien bras droit de Jacques Foccart, l'architecte de la Françafrique. Galvanisé par sa Légion d'honneur, reçue en 2007, Bourgi se vante désormais ouvertement de son rôle d'émissaire de l'ombre. Ainsi, suite au décès d'Omar Bongo, il a publiquement œuvré pour l'investiture d'Ali Bongo, déclarant même : « Au Gabon, la France n'a pas de candidat mais le candidat de Robert Bourgi, c'est Ali Bongo. Or je suis un ami très écouté de Nicolas Sarkozy... »⁴. Sans surprise, Ali Bongo a remplacé son père au terme d'une mascarade électorale.

DES RÉFORMES DE FAÇADE

Sur le plan militaire, est-ce la fin de l'ingérence française ? Non. Dès février 2008, les troupes françaises intervenaient au Tchad pour soutenir le dictateur Déby.

Suite aux critiques, Sarkozy a promis la renégociation des accords de défense, le démantèlement des bases françaises et le contrôle parlementaire sur les interventions militaires. Dans les faits, ces réformes sont superficielles. Pour les quelques accords militaires en cours de renégociation, l'Assemblée nationale est mise devant le fait accompli, sans réel débat démocratique. Quant au contrôle parlementaire sur les interventions militaires, il ne s'exerce qu'*a posteriori*, uniquement sur les interventions les plus longues, et exclut tout contrôle des forces spéciales (COS⁵ et service action de la DGSE⁶), véritables gardes prétoriennes de l'Élysée. Enfin, si la diminution des effectifs des huit mille soldats permanents en Afrique est promise, les moyens de projection des troupes d'intervention sont renforcés⁷.

Pour compléter ce bilan accablant il faudrait se pencher sur le discours néocolonial de Dakar, sur l'étouffement de l'affaire des « biens mal acquis » et de l'Angolagate, sur l'extension du secret-défense, sur les contrats nucléaires et militaires... Il y aurait tant à dire ! Avec Nicolas Sarkozy, la Françafrique sévit dans la droite lignée de ses prédécesseurs, l'arrogance ostentatoire en plus. **Samuël Foutoyet**

A LIRE

Nicolas Sarkozy ou la Françafrique décomplexée
Samuël Foutoyet, Tribord, 2009.



RACISME, PATERNALISME, ARROGANCE COLONIALE, RÉVISIONNISME... : TOUT EST BON POUR JUSTIFIER LE FAIT QUE DES POPULATIONS ENTIÈRES VIVENT ET MEURENT SOUS LA BOTTE DE L'ÉTAT FRANÇAIS.

LES ARGUMENTOCS DE LA FRANÇAFARIQUE

«LA FRANÇAFARIQUE? LES ÉTATS-UNIS OU LA CHINE FONT PIRE! ET, SI LA FRANCE COMMET DES ERREURS EN AFRIQUE, ELLE APPORTE AUSSI BEAUCOUP DE BIENFAITS. D'AILLEURS, LES DICTATURES, C'EST LA FAUTE DES AFRICAINS, QUI SONT RÉTIFS À LA DÉMOCRATIE...»

Ces petites phrases péremptoires, toute personne qui s'intéresse aux réalités franco-africaines les entend un jour ou l'autre. Car les clichés sur l'Afrique ont la vie dure.

«C'EST BIEN BEAU DE DÉNONCER LA FRANÇAFARIQUE. MAIS EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME, MIEUX VAUT LA FRANCE QUE LA CHINE!»

En 1998, lorsque François-Xavier Verschave publia *La Françafrique*, la plupart des éditorialistes et des «responsables Afrique» des *mass media* écrivaient en substance: «La Françafrique n'existe pas, c'est un délire de militant». Au fil des publications étayant l'enquête de Verschave, le discours médiatique dominant se transforma en: «La Françafrique a existé, mais elle n'existe plus».

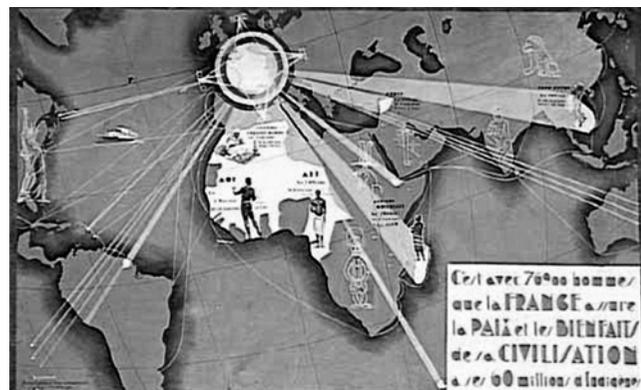
Puis, pendant les présidentielles de 2007, toutes et tous les candidat-e-s affirmèrent: «La Françafrique existe, mais nous allons y mettre fin!». Actuellement, on entend de plus en plus: «La Françafrique existe, mais la Chinafrique, c'est pire»...

En matière d'arguments de diversion, la mauvaise foi n'a pas de limites.

Au Soudan, au Congo ou au Niger, trafics d'armes, bakchichs et exploitation de la main-d'œuvre sont monnaie courante de la part des entreprises et des autorités chinoises qui n'ont que faire des droits de l'homme¹. Sans minimiser leurs exactions, comment pourtant faire pire que la France? Pire qu'Elf finançant le coup d'État de Sassou N'Gusso en 1997 (plus de vingt mille victimes)? Pire que l'armée française soutenant jusqu'au bout le gouvernement génocidaire rwandais (plus de 800 000 morts)? Pire que la cellule africaine de l'Élysée épaulant les tortionnaires Eyadéma, Déby, Bozizé (plus de quarante mille opposants assassinés)? Pire que Foccart attisant la guerre du Biafra sous une couverture humanitaire (un million de morts)²? Au-delà des comparatifs macabres, nous pouvons constater qu'à chaque fois qu'une parenthèse démocratique s'est ouverte en Afrique (Lumumba, Sankara, Olympio, Nkrumah, etc.), à chaque fois que la souveraineté des populations africaines s'est accrue, tous les impérialismes ont été dénoncés et combattus, qu'ils viennent de France, de Chine ou d'ailleurs.

«LA FRANÇAFARIQUE, C'EST SURTOUT LA FAUTE DES AFRICAINS... REGARDEZ TOUS CES DICTATEURS CORROMPUS...»

Qui dit corrompus dit corrupteurs. Il suffit de se plonger dans le détail des affaires Elf³ ou de l'Angolagate⁴ pour réaliser à quel



point les centres de pouvoir et de profits sont en France, et combien, au regard des richesses détournées, les responsabilités françaises sont sans commune mesure avec celles des potentats africains qui, eux, ne reçoivent que les miettes du festin. Ceci étant dit, les oligarchies africaines doivent évidemment être dénoncées avec virulence. Comme doivent être dénoncés sans répit les répressions politiques, les libertés d'expression muselées ou les scrutins truqués qui empêchent les populations africaines d'exercer leur souveraineté.

«VOUS VOULEZ LA DÉMOCRATIE EN AFRIQUE? MAIS CE N'EST PAS LA CULTURE DES AFRICAINS! CONTRAIREMENT À L'AMÉRIQUE DU SUD, L'AFRIQUE N'A PAS PRODUIT DE CHÁVEZ, D'ALLENDE, DE ZAPATA, CE N'EST PAS UN HASARD...»

Les discours culturalistes, fonds de commerce d'africanistes comme Stephen Smith, sont un avatar moderne du racisme. Les individu-e-s sont moins donn-e-s comme les représentant-e-s d'une race différente («les Noirs») que d'une culture différente («les Africains»). Dans tous les cas, il s'agit de justifier l'exploitation et les traitements discriminatoires qui fondent le néo-colonialisme⁵. C'est dans ce cadre que s'inscrit le mythe d'une Afrique soumise et rétive à la démocratie. Il suffit pourtant d'ouvrir quelques livres d'histoire pour prendre la mesure de la créativité politique des populations africaines⁶. En l'an 1000, des Africains naviguaient jusqu'en Chine, l'Afrique comptait des institutions et des organisations considérables et, en de nombreux endroits, des modes de fonctionnement à caractère démocratique. Tout au long des conquêtes coloniales, les résistances ont été très vives. Face à de vastes mouvements indépendantistes, imaginatifs et tenaces, le colon s'est imposé par sa technologie guerrière supérieure, des massacres de masse et un appa-

1. *Afrique. Pillage à huis clos*, Xavier Harel, Fayard, 2006.

2. *La Françafrique*, François-Xavier Verschave, Stock, 1998.

3. *Est-ce dans ce monde-là que nous voulons vivre?*, Eva Joly, Les Arènes, 2003.

4. *L'Envers de la dette*, François-Xavier Verschave, Agone, 2001.

5. *Du racisme français*, Odile Tobner, Les Arènes, 2007.

6. *Histoire de l'Afrique noire*, Joseph Ki-Zerbo, Hatier, 1978.

reil répressif sophistiqué. C'est cet appareil répressif qui permet aux dictatures actuelles de se maintenir, malgré une forte opposition populaire. Par ailleurs, l'Afrique a connu plusieurs expériences comparables à celle de Chávez au Venezuela : Sylvanus Olympio au Togo de 1960 à 1963, Thomas Sankara au Burkina Faso de 1983 à 1987, Patrice Lumumba au Congo de 1960 à 1961... Tous ont été assassinés par des coups d'État soutenus ou organisés par la France.

« VOUS CRITIQUEZ LA DOMINATION ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE EN AFRIQUE... MAIS IL FAUT BIEN QUE NOS ENTREPRISES SE DÉVELOPPENT, SINON CE SERA LE CHÔMAGE ! »

Le fameux chantage à l'emploi... En juillet 2007, la France signait des contrats de ventes d'armes et nucléaires avec le colonel Kadhafi. Aux critiques soulignant la censure, la torture, la peine de mort en Libye, Sarkozy rétorquait : « Les Libyens vont dépenser quelques centaines de millions d'euros pour faire marcher les usines en France et je devrais m'en excuser ? »⁷. Surprenant retournement pour un homme qui fustigeait quelques mois plus tôt « le capitalisme sans scrupule et sans éthique »⁸... Face à l'immoralisme du chantage à l'emploi, il faut sans cesse revenir aux questions fondamentales : Quels emplois ? Pour produire quoi ? Au profit de qui ? Avec quelles conséquences ? Pour quelle utilité sociale ? Que doit-on produire ? Quels sont les besoins qui doivent être comblés ? Qui décide ? Et selon quels critères ? Quelle organisation économique et sociale voulons-nous construire ?

« CERTES, LA FRANCE A FAIT BEAUCOUP D'ERREURS EN AFRIQUE. MAIS ELLE A AUSSI BEAUCOUP APPORTÉ À CE CONTINENT. NOUS Y AVONS CONSTRUIT DES ROUTES, DES HÔPITAUX, DES ADMINISTRATIONS... »

Depuis Sarkozy, la nostalgie coloniale et révisionniste a le vent en poupe : « La vérité, c'est qu'il n'y a pas eu beaucoup de puissances coloniales dans le monde [autres que la France] qui aient tant œuvré pour la civilisation et le développement et si peu pour l'exploitation. On peut condamner le principe du système colonial et avoir l'honnêteté de reconnaître cela »⁹. Il faut dénoncer l'ignominie de ce raisonnement. Longue série de crimes contre l'humanité, la colonisation fut avant tout d'une violence inimaginable. Plusieurs siècles durant, les populations africaines furent considérées comme de simples marchandises, justes bonnes pour les travaux forcés, l'esclavage, l'extermination. Rien ne justifie cela. La reconnaissance d'une dette historique française envers les pays colonisés, spoliés de leurs ressources et de leurs cultures, serait le préalable à toute politique de justice et de dignité.

SPLENDEUR ET MISÈRE DE L'ARGUMENTATION

Dans la plupart des cas, les lieux communs de la Françafrique n'attendent pas de réelle contre-argumentation. Il s'agit avant tout de mécanismes de défense. Une manière de dire : « Taisez-vous, vous avez forcément tort, nous ne voulons même pas nous pencher sur la Françafrique ». D'un point de vue sociologique, ils sont les justifications qu'une société choisit pour rendre ses actions acceptables, taire la critique et se rassurer. Car, pour un-e individu-e, remettre en question « son » lieu

commun, c'est risquer de remettre en question ses valeurs, son éducation, sa manière de percevoir le monde, donc ses choix de vie, son travail, ce pour quoi il-elle a vécu jusqu'ici, le sens de son existence. Les expériences de psychologie sociale décrivent combien peu d'individu-e-s sont prêt-e-s à assumer les conséquences d'un bouleversement de leur vision du monde. Inverser la tendance, bouleverser notre vision souvent paternaliste et raciste de l'Afrique nécessite un long et patient travail de fond, en commençant par nous-mêmes.

Les quelques réponses présentées ici sont forcément incomplètes et ne feront pas l'unanimité. D'autres raisonnements sont possibles ou mieux adaptés à certaines situations. À chacun-e d'examiner des arguments, d'en imaginer d'autres... Marie Cissako



- 7. Libération, 4 août 2008.
- 8. Meeting de Bercy, 29 avril 2007.
- 9. Meeting de Caen, 9 mars 2007.



CHINAFRIQUE VS USAFRIQUE

En Afrique francophone, les États-Unis et la Chine luttent pour la seconde place commerciale derrière la France. Avec ses sept cents entreprises et filiales implantées sur le pré carré français, la Chine s'étend de manière fulgurante depuis 2000. Pour conquérir le marché des matières premières (pétrole, bauxite, cuivre, etc.), tous les moyens sont bons : dumping, diplomatie parallèle, commissions occultes, ventes d'armes, formations militaires... Déjà, 25% du pétrole consommé en Chine provient d'Afrique.

De leur côté, les États-Unis concentrent actuellement leurs efforts sur le golfe de Guinée, où les navires de l'US Army sécurisent des installations pétrolières qui assurent déjà plus de 15% des besoins nord-américains. Le Pentagone prépare l'implantation de l'AFRICOM, une grande base militaire à l'échelle du continent, comparable au dispositif OTAN en Europe (cf. Afrique. Pillage à huis clos, Xavier Harel, Fayard, 2006).

LA FRANÇAFRIQUE, C'EST AUSSI UN VRAI MAILLAGE DU TERRITOIRE ET UNE QUASI-IMPUNITÉ POUR LES MILITAIRES FRANÇAIS. L'ARMÉE FRANÇAISE EN AFRIQUE, C'EST UNE POLICE ET UN APPUI STRATÉGIQUE À LA POLITIQUE MISE EN PLACE. DEPUIS LA FIN DES ANNÉES 1950, APRÈS LA DÉFAITE EN INDOCHINE ET LA GUERRE D'ALGÉRIE, ELLE REÇOIT POUR MISSION D'ÉVITER L'EMBRASEMENT SUBVERSIF DE L'AFRIQUE NOIRE. PRÉSENTE SUR PLACE DEPUIS CETTE ÉPOQUE, ELLE EST UN ROUAGE ESSENTIEL DU DISPOSITIF FRANÇAFRICAIN.



EXACTIONS ET LES SÉVICES DE L'ARMÉE FRANÇAISE ASSASSINATS



DEPUIS 1954, la question coloniale tenaille les stratèges de l'état-major français: comment contenir la vague indépendantiste qui déferle sur l'Empire? En 1945 à Sétif, en 1947 à Madagascar, des massacres avaient suffi. Mais à l'aube des années 1960, la répression brutale et massive semble atteindre ses limites. Quatre cent mille soldats, des milliers de chars, d'hélicoptères et de bombardiers n'ont pas évité Diên Biên Phú. En Algérie, à laquelle la France alloue quatre cent cinquante mille soldats et la moitié de son budget militaire, la guerre n'en finit pas. Et si une autre colonie s'embrasait? Impossible de mener deux guerres d'Algérie de front. Pour de Gaulle, porté au pouvoir en 1958 par les généraux de l'armée coloniale, c'est une obsession: l'Indochine perdue, l'Algérie gâchée, il reste l'Afrique noire. La France doit à tout prix y maintenir sa domination économique et militaire. De Gaulle charge son bras droit Jacques Foccart d'imaginer une stratégie moins coûteuse en soldats, en budget, en image internationale.

La solution, c'est la Françafrique: remplacer la figure du joug colonial par des «gouverneurs à la peau noire» choisis et contrôlés par la France, instaurer des accords secrets permettant à l'armée française d'implanter des bases permanentes, d'intervenir en cas de rébellion et de chapeauter les nouvelles armées africaines.

DES POLICES POLITIQUES MADE IN FRANCE

Le responsable du SDECE Afrique, Maurice Robert, est chargé de créer des polices politiques africaines, copiés-collés des services français, les méthodes de torture en plus. Les meilleurs officiers et policiers africains sont envoyés à l'École supérieure de guerre de Paris ou au Centre d'instruction de pacification et de contre-guérilla dans la base amphibie d'Oran¹. On leur enseigne les théories de la «guerre révolutionnaire», de la «guerre antirévolutionnaire» et autres leçons tirées d'Indochine et d'Algérie par les officiers Lacheroy et Trinquier: le quadrillage de la population, le renseignement par la torture, l'action psychologique, la division ethnique, la terreur d'État. L'objectif est implacable: il s'agit d'étouffer toute opposition intérieure et de briser les mouvements indépendantistes d'Afrique noire. «Notre politique était très claire, avoue trente ans plus tard Maurice Robert, c'était la défense des régimes en place, pour éviter l'instabilité politique. C'était un rôle que nous avions à cœur, et nous avions comme instruction que tout se passe comme cela. Nous étions impliqués directement dans l'évolution de l'Afrique. Par conséquent, j'avais des pleins pouvoirs, y compris pour recommander la désignation de certaines personnes françaises et africaines. Il m'arrivait de dire à un chef d'État: "Là, vous avez autour de vous un gars

qui ne vaut pas un clou, il faut l'éliminer, et je vous conseille de prendre celui-là". C'est vrai que nous étions très directifs»²

LE CAMEROUN, UN ROUND D'ESSAI

Premier terrain d'application grandeur nature: le Cameroun. Depuis 1953, le principal mouvement indépendantiste, l'Union des populations du Cameroun (UPC), est contraint à la clandestinité par la répression coloniale. Fort de cinq mille maquisards, l'UPC mène une intense guérilla contre la marionnette locale des Français, Ahmadou Ahidjo. Pour l'armée française, il s'agit de faire un exemple. Le lieutenant-colonel Jean Lambertson, ancien élève du colonel Lacheroy, est envoyé sur place avec sept compagnies d'infanterie. Aux côtés des troupes légalistes camerounaises et de leur tout nouveau service secret, le SEDOC³, les leçons d'Algérie sont méthodiquement appliquées: la principale zone de l'UPC, le pays Bassa, est encerclée; la population est regroupée de force dans des camps pour couper les maquisard-e-s de tout soutien; les villages récalcitrants sont bombardés au napalm; les têtes coupées des maquisard-e-s sont exposées le long des routes pour inspirer la terreur; la torture, massivement utilisée, permet de localiser les réseaux rebelles⁴. En quelques années, l'UPC est rayée de la carte. Tous ses leaders sont assassinés: Ruben Um Nyobé en 1958, Félix Moumié en 1960, Osendé Afana en 1966, Ernest Ouandié en 1970. Cette guerre atroce, absente des manuels d'histoire français, fait plusieurs dizaines de milliers de morts.

RÉPRESSION, ASSASSINATS, OPÉRATIONS MILITAIRES

C'est parti pour cinquante ans de répression systématique de toute velléité démocratique en Afrique noire. Au Togo, au Tchad, au Cameroun, au Gabon, c'est la chasse aux révolutionnaires. On surveille, on fiche, on menace, on torture, on assassine si besoin.

Un chef d'État s'émancipe du giron français? On le renverse. Depuis 1960, le président togolais Sylvanus Olympio critique de plus en plus la France et remet en cause le franc CFA. En 1963, il est assassiné avec l'appui des services français. Son assassin, Eyadéma, ancien sergent de l'armée coloniale française, restera au pouvoir jusqu'en 2005 (il est désormais remplacé par son fils). En 1983, une révolution populaire porte le panafricaniste Thomas Sankara au pouvoir. Au Burkina Faso, il alphabétise à grande échelle, tente de développer une industrie locale et des cultures vivrières, critique la dette et défie l'impérialisme français.

En 1987, il est assassiné avec l'aval de la cellule africaine de l'Élysée. Son successeur, Blaise Compaoré, est toujours en place. Si les polices politiques ne suffisent pas, les Pinochet afri-

1. Cf. **Une guerre noire**, Gabriel Périès et David Servenay, La Découverte, 2007.

2. Citation extraite du documentaire **Elf, une Afrique sous influence**, de Jean-Michel Meurice et Fabrizio Calvi (2000), téléchargeable sur www.les-renseignements-generaux.org.

3. Service des études et de la documentation.

4. **Kamerun! La guerre cachée aux origines de la Françafrique (1955-1971)**, Thomas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsikza, La Découverte, 2010.

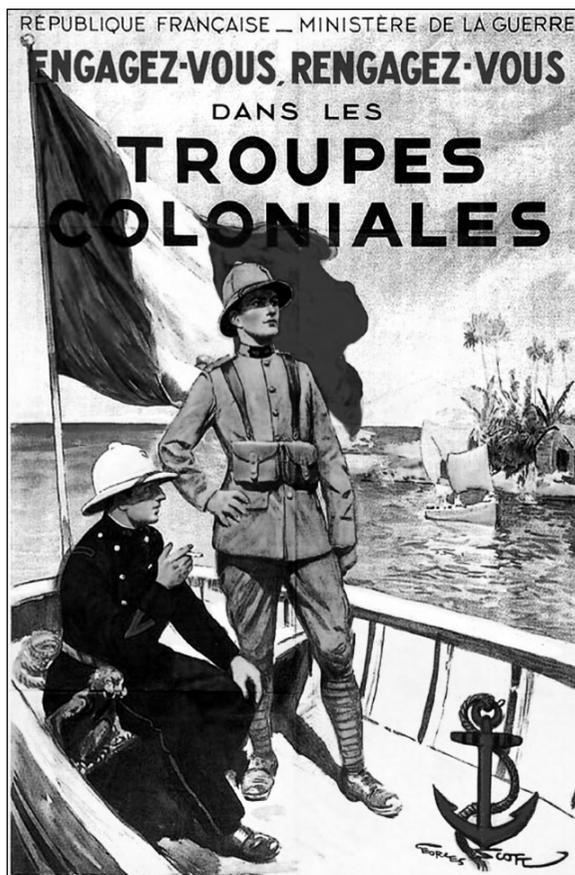
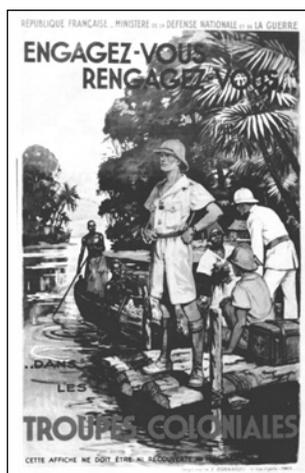
5. **Que fait l'armée française en Afrique?**, Raphaël Granvaud, Agone, 2009.

À LIRE

Que fait l'armée française en Afrique?, Raphaël Granvaud, Agone, 2009

Kamerun! La guerre cachée aux origines de la Françafrique (1955-1971), Thomas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsikza, La Découverte, 2010

Une guerre noire, Gabriel Périès et David Servenay, La Découverte, 2007



cains peuvent compter sur la France pour mater les rébellions. Depuis 1960, en vertu des accords de défense, la «grande muette» a mené plus de trente opérations militaires officielles pour sauver des dictatures africaines : en 1964 et 1990 au Gabon, en 1978 au Zaïre, en 1968, 1983, 2006 et 2008 au Tchad, en 1986 au Togo, en 2007 et 2009 en Centrafrique⁵... Au final, combien de révolutionnaires, de démocrates, d'humanistes africain-e-s assassiné-e-s dans l'oubli ? Le chiffre de cent cinquante mille dans toute l'Afrique noire est un minimum.

Ils et elles sont les oublié-e-s de l'histoire. Comme dans tout système répressif qui se veut efficace, ils et elles sont invisibles. Les touristes, les coopérant-e-s, les humanitaires français-e-s n'en entendent pas parler, ou rarement.

Et ainsi naissent les préjugés sur une Afrique noire qui serait «moins rebelle que l'Amérique latine»...

UN SYSTÈME TOUJOURS BIEN EN PLACE

Mais tout cela, n'est-ce pas du passé ? Au Mali, au Sénégal, au Bénin, la société civile est active. L'opposition peut s'exprimer. Oui, bien sûr, dans les pays à faibles enjeux stratégiques, il existe un certain vent de liberté. Mais au Togo, au Tchad, au Niger, au Gabon, au Congo-Brazzaville, en Centrafrique, pas un mois ne se passe sans que l'association Survie, Amnesty ou les ligues des droits de l'homme ne soient alertées sur des arrestations d'opposant-e-s, des censures ou des disparitions. Dans les médias français, le silence est quasi total. Nos chantres des droits de l'homme, les BHL, Kouchner et Rama Yade, sont muet-te-s. Dernier exemple en date ? En février 2008, de grandes émeutes éclatent dans plusieurs villes du Cameroun. Les manifestant-e-s se soulèvent contre une réforme constitutionnelle permettant à Paul Biya, dictateur du Cameroun depuis 1982, de se représenter à vie. Tirs sur la foule, traque des «meneurs», assassinats, interdiction de manifester, censure des médias, procès expéditifs : la répression de la police camerounaise est impitoyable. Bilan officiel : une vingtaine de victimes. Mais l'État camerounais ayant interdit l'accès aux morgues, le nombre de victimes est impossible à décompter précisément. Selon des ONG présentes sur place, le bilan réel dépasserait certainement une centaine de morts, et il y aurait des milliers de personnes emprisonnées. À la même période, la répression chinoise au Tibet faisait la une des médias. Bernard Kouchner, qui se considère comme un «vrai militant des droits de l'homme»⁶, montait au créneau : «Il y a des moments où on n'a pas le droit de se taire». Sur le Cameroun, rien. Pas une ligne.

Quelques mois plus tôt, en octobre 2007, le secrétaire d'État chargé de la coopération, Jean-Marie Bockel, signait un

accord de coopération de près d'un million d'euros pour la «modernisation de la police camerounaise» et le «renforcement de ses capacités opérationnelles»⁷.

En Afrique, c'est avec des balles françaises qu'on assassine la jeunesse africaine. **Maxime Ferrier**

5. **Que fait l'armée française en Afrique ?**, Raphaël Granvaud, Agone, 2009.

6. **Le Parisien**, 26 mars 2007.

7. **Le Messager**, Douala, 1er octobre 2007.

RWANDA COMPLICITÉ DE GÉNOCIDE

La complicité de l'armée française lors du génocide des Tutsi en 1994 est l'une des pires pages de la Françafrique. Plus de trente ouvrages d'enquêtes détaillent comment les autorités françaises ont assisté sans état d'âme à la planification, puis à l'exécution du massacre de près d'un million d'êtres humains. Elles ont soutenu diplomatiquement les génocidaires, leur ont fourni armes et entraînement, les ont appuyés aux combats, puis les ont aidés à échapper à la justice. Depuis 1994, aucun responsable politique ou militaire français n'a eu à rendre de comptes. Aucune remise en question ou questionnement n'a eu lieu sur le fonctionnement de nos institutions.

Une instruction est en cours au tribunal aux armées de Paris (TAP), suite à une plainte contre X pour des faits qu'auraient commis des militaires français contre des Rwandais-e-s : personnes jetées intentionnellement depuis des hélicoptères, viols, maltraitements, soutien des génocidaires.

Mais cette instruction stagne car le gouvernement refuse de lever le secret-défense. Face aux accusations, l'État français utilise le déni et l'obstruction, espérant avec le temps enterrer la vérité et la justice. Comme pour le rôle du régime de Vichy dans la déportation des juifs, nié pendant cinquante ans. Comme pour le rôle de l'État français et de hauts gradés dans l'institutionnalisation de la torture en Algérie.

À LIRE

Complices de l'Inavouable. La France au Rwanda
Patrick de Saint-Exupéry, Les Arènes, 2009

La France au cœur du génocide des Tutsi
Jacques Morel, L'Esprit frappeur, 2010

L'horreur qui nous prend au visage
Laure Coret et François-Xavier Verschave, Karthala, 2005

À VOIR

Tuez-les tous Rwanda : histoire d'un génocide «sans importance»
Raphaël Glucksmann, David Hazan et Pierre Mezerette, 2004, téléchargeable sur www.les-renseignements-generaux.org



DANS LA PLUPART DES MÉDIAS FRANÇAIS, IL EST SOUVENT QUESTION D'ETHNISME QUAND IL S'AGIT DE TRAITER DES CONFLITS EN AFRIQUE. D'OÙ VIENT CE TERME ? DEPUIS QUAND ET PAR QUI EST-IL UTILISÉ ? DANS QUELLE MESURE EST-IL INSTRUMENTALISÉ À DES FINS DE DOMINATION ?

ETHNISME OU DOMINATION

1. Mémoire sur l'esclavage des nègres, Pierre-Victor Malouet, 1788.

2. Afrique noire. Démographie, sol et histoire, Louise Marie Diop-Maes, Présence africaine et Khepera, 1996.

3. L'utilisation d'esclaves pour porter les colons et leurs bagages lors de déplacements.

4. Par exemple Albert Londres dans Terre d'ébène ou André Gide dans Voyage au Congo.

5. J. C. Caldwell in Histoire générale de l'Afrique, vol. 7, 1987, cité par L. M. Diop-Maes, op cit.

6. La France au cœur du génocide des Tutsi, Jacques Morel, L'Esprit frappeur, 2010.

7. L'Union des populations du Cameroun, mouvement indépendantiste camerounais.

LES MOTS ETHNOGRAPHIE et ethnologie datent du début du XIX^e siècle, 1823 pour l'un, 1839 pour l'autre. Le mot *ethnie* n'apparaît que vers 1930, formé à partir de l'adjectif ethnique, qui date, lui, de la fin du XIX^e siècle. Alors que l'anthropologie se consacre à la description physique des peuples non européens, l'ethnographie en décrit la langue et les usages.

Quant à l'ethnologie, il s'agit d'un discours sur ces cultures. L'ensemble de cette famille de mots est utilisé par le discours occidental sur les peuples colonisés, en particulier africains. Les catégories traditionnelles comme peuples, nations, cultures et civilisations paraissent sans doute impropres s'agissant de « sauvages »... L'ethnisme est le dernier-né de la famille, et il est fidèle à son esprit. Il s'agit de décrire des phénomènes exotiques irréductibles aux catégories classiques de l'analyse philosophique et politique. L'ethnisme, à prétention savante, a un frère plus trivial qui est le tribalisme. On ne peut pas utiliser ces mots en faisant abstraction de leur origine et de leur usage. Ils n'ont rien d'évident, ils font au contraire partie d'une certaine vision du monde.

LES GUERRES DE LA TRAITE

À partir du XVI^e siècle, les Européen-ne-s explorent les côtes de l'Afrique et instaurent la traite des esclaves africain-e-s à destination des Amériques. Ils et elles ne s'aventurent pas à l'intérieur des terres mais répandent cependant des descriptions apocalyptiques sur ce qui s'y passe. L'esclavage est censé représenter le salut pour des Africain-e-s qui, en Afrique, sont « soumis à tous les excès du brigandage et de la férocité »¹. Dans cette vision, on prend en réalité, de façon hypocrite et intéressée, l'effet pour la cause. C'est en effet la demande d'esclaves à acheter qui stimule les guerres intestines à l'Afrique.

On échange notamment les esclaves contre des armes, qui serviront à faire de nouvelles et fructueuses captures. L'aiguillon étranger et l'appât du gain déséquilibrent les confrontations internes de voisinage, qui font partie de l'histoire de tous les peuples. L'état de guerre devient permanent et ravage des régions entières.

Pendant trois siècles, c'est la guerre entre les peuples qui a prévalu comme activité économique principale, tuant toute forme d'échange, poussant des peuples entiers au repli et à l'isolement, dépeuplant des régions entières auparavant prospères. Il faut donc mesurer « l'intensité et la durée du cataclysme [...] qui s'est passé dans la plupart des régions de l'Afrique noire durant les XVII^e, XVIII^e, et XIX^e siècles, et c'est bien cet état de guerre et d'insécurité permanente qui a provoqué un « précipice » démographique dont il est absurde de nier l'existence »².

L'IDÉOLOGIE COLONIALE

C'est donc une Afrique noire déjà exsangue et atomisée qui, à la fin du XIX^e siècle, est finalement soumise à la colonisation territoriale des puissances européennes. Les effets effroyables de cette colonisation, les massacres, l'établissement du portage³, les travaux forcés, la spoliation des terres, qui s'accompagnèrent de famine, de mortalité, d'épidémies, de déplacements de populations, ont été décrits par quelques rares auteurs dont les écrits furent et demeurent frappés d'opprobre⁴.

Même si, avec l'abolition de l'esclavage, les guerres ne connurent plus l'intensité des siècles précédents, « [...] l'occupation blanche n'apaisa pas tous les conflits internes qui divisaient les Africains. Certaines rivalités furent aggravées parce que les administrateurs ou les missionnaires prenaient parti en faveur d'un groupe ethnique contre un autre »⁵.



C'est ce type de manipulation qui est à l'origine de l'antagonisme entre les Tutsi et les Hutu dans la colonie belge du Rwanda-Burundi.

La différence entre Hutu et Tutsi, qui était une distinction de classe au sein d'un même peuple partageant la même langue et la même culture, est devenue la cause des horribles massacres aboutissant au génocide des Tutsi en 1994⁶.

Le pire épisode des luttes africaines fratricides n'eut comme origine que les fantasmes des idéologues coloniaux qui, après avoir exalté pendant la période coloniale la supériorité des Tutsi en la déclarant comme une différence raciale, soutinrent, après l'indépendance, le régime hutu.

LES LUTTES D'INFLUENCE NÉOCOLONIALES

Ce cas extrême ne fut pas un cas isolé. À partir des indépendances de 1960, les guerres intestines reviennent à l'ordre du jour. Elles seront un instrument essentiel de contrôle sur les nouveaux États et un frein à l'émancipation.

La stratégie est toujours identique. Contre les mouvements nationalistes et progressistes, on suscite des réactions autochtones archaïsantes sous le couvert d'une prétendue authenticité. La propagande française au Cameroun, par exemple, accusait les leaders nationalistes de l'UPC⁷, originaires de toutes les provinces du pays, d'être « détribalisés » et de ne plus être des Africains folkloriques. On trouve un homme sûr pour la présidence et on le laisse s'entourer d'une armée recrutée sur une base ethnique, comme au Togo, au Cameroun ou au Tchad. Il est alors facile, par la suite, de soutenir que la politique africaine n'est pas dominée par des partis politiques progressistes ou conservateurs, mais par des partis à base tribale géographique.

Ainsi, le ressort du particularisme ethnique est tantôt attisé, tantôt réprimé au gré des intérêts des puissances dominantes. La sécession du Katanga, dès les premières semaines de l'indépendance du Congo, sous la conduite de Moïse Tshombé, s'est faite à l'instigation des Occidentaux pour priver le gouvernement de Lumumba des ressources de la province minière. Au Katanga, Tshombé fera la chasse aux Luba du Kasai, amenés pour travailler dans les mines et censés être favorables à Lumumba. Après la mort de Lumumba, livré à Tshombé pour être exécuté au Katanga, et l'arrivée au pouvoir de Mobutu, les Occidentaux, par le moyen de l'ONU, firent campagne pour réunifier le Congo. L'ultime tentative des gendarmes katangais pour reprendre Kolwezi à partir de l'Angola, où leur ethnie résidait également, fut anéantie par l'intervention des parachutistes français.

On connaît également tous les efforts déployés par le régime de l'apartheid en Afrique du Sud pour susciter une opposition tribale à l'ANC avec le parti zoulou, l'Inkatha de Buthelezi. La guerre civile menée contre l'ANC fera des dizaines de milliers de mort-e-s.

On peut aussi citer l'épisode tragique de la tentative de sécession de la province du Biafra au Nigeria. Les Ibo, habitant-e-s de la riche région pétrolière du Sud du Nigeria, et leur leader, Ojukwu, furent armé-e-s et incité-e-s à la résistance par les services français à partir du Gabon et de la Côte-d'Ivoire, tandis que le blocus imposé par le pouvoir central du Nigeria réduisait la province à une famine meurtrière. Le conflit fit un million de mort-e-s⁸.

LA SOURCE DES CONFLITS DITS « ETHNIQUES »

Dans le contexte de la mondialisation, l'Afrique constituant le continent le plus soumis aux dominations et aux influen-

La différence entre Hutu et Tutsi était une distinction de classe au sein d'un même peuple partageant la même langue et la même culture.

ces extérieures, toutes les guerres internes sont fortement dépendantes des intérêts étrangers. Mais les victimes sont toutes africaines. Les zones de conflit sont multiples.

Le Soudan, qui a mené plusieurs années durant la guerre à la rébellion du Sud du pays, animiste et chrétien, a dû ensuite faire face aux rébellions dans le Darfour, à l'Est du pays. Le principal enjeu est l'occupation du territoire utile dans les immensités désertiques où les rares terres arables sont disputées entre éleveurs et cultivateurs. Mais ces déserts recèlent aussi des ressources fossiles et minérales qui excitent la convoitise des grandes puissances.

On trouve les mêmes antagonismes au Nigeria, dans la région centrale de Jos, où les musulmans et les chrétiens s'affrontent, sur fond, là aussi, d'occupation des sols et de migration des populations.

La plus grande zone de conflit est, depuis plus de dix ans, l'Est de la république démocratique du Congo (RDC). En proie aux ravages des guerres de clans, les populations sont prises en otage et vivent au gré des mouvements des bandes armées, pillées par les uns ou massacrées par les autres. La présence des troupes de l'ONU, qui a son plus fort contingent avec la Monuc⁹, ne les a jamais protégées.

Ces guerres n'ont rien des conflits ordinaires du passé, analogues à ceux qu'ont connus tous les continents. Elles sont nourries par les ressources de l'extraction forcée des minerais rares et précieux indispensables à l'industrie mondiale¹⁰. Le feu n'a donc aucune chance de s'éteindre derrière ces alibis ethniques. La monopolisation des terres fertiles pour la production de cultures d'exportation est aussi une source de conflits locaux. La production du cacao en Côte-d'Ivoire a drainé un grand nombre de migrant-e-s venu-e-s des pays voisins du Sahel, du Mali et du Burkina Faso. Trop peu de terres sont consacrées aux cultures vivrières, et la concurrence pour la subsistance crée des tensions qui peuvent dégénérer à chaque instant en conflits ethniques.

PAUVRETÉ ET DÉPENDANCE

L'Afrique subsaharienne vit une période de fortes pressions internes essentiellement dues aux interventions de l'extérieur. Il y a d'une part la pression générale de la pauvreté, qui pousse les populations à défendre âprement chaque parcelle de subsistance contre le voisin qui focalise la haine, dans l'impossibilité où sont les populations d'identifier la cause de leur malheur. Il y a également la faiblesse des gouvernements, au service de clans assujettis à l'étranger. Les populations africaines se sentent isolées et soumises aux dangers des agressions. Ce sentiment de méfiance incite au repli sur les communautés de base qui se « bunkerisent ».

Du fait de la course aux matières premières, aux guerres multiples que l'Afrique a connues, on est revenu à la course au gibier humain de l'époque de la traite, ce qui a provoqué une régression générale du continent. Cette seconde régression sera malheureusement peut-être fatale pour des peuples qui ont jusqu'à présent réussi à résister aux pires conditions que la domination extérieure leur ait imposées. **Odile Tobner**

À LIRE

Du racisme français. Quatre siècles de négrophobie
Odile Tobner
Les Arènes, 2007

8. La Francaifrique, François-Xavier Verschave, Stock, 1998.

9. Mission d'observation des Nations unies au Congo.

10. Les Nouveaux Prédateurs, Colette Braeckman, Aden, 2009.

articles, lettres, volume III, EdN/ivrea, 1998.



AREVA NE FERA PAS LA LOI

Entretien avec **Danyel Dubreuil** recueilli par **Rafito** et **Cyrille** mis en forme par **Rafito**

La version intégrale de cette interview est disponible sur le site d'Offensive <http://offensive.samizdat.net>

EN LUTTE

AREVA NE FERA PAS LA LOI AU NIGER

Pour plus d'informations, notamment sur les revendications du collectif : areva.niger.free.fr

Depuis quarante ans, Areva, entreprise publique française qui gère toute la chaîne du nucléaire, de l'extraction, au transport, à la distribution, jusqu'au retraitement et à l'enfouissement des déchets, leader mondial du nucléaire civil, tire près de 40% de sa production d'uranium dans le Nord du Niger, pays classé à ce jour comme le plus pauvre de la planète (selon le rapport de l'ONU sur l'indice de développement humain, en 2009). Face aux ravages causés par cette exploitation minière, face aux manipulations et à la désinformation orchestrées par cette entreprise et l'État français, le collectif Areva ne fera pas sa loi au Niger, réseau de solidarité et d'action, soutient les populations concernées dans leur lutte pour la reconnaissance de leurs droits, de leur dignité et de leurs libertés fondamentales, et mène une campagne visant à dénoncer les conséquences désastreuses de nos choix énergétiques. Dans le Nord du Niger, c'est tout un peuple, chassé de ses terres, privé de ses activités traditionnelles, de ses ressources en eau, qui est menacé de disparaître face aux enjeux géostratégiques et politiques mondiaux.

Dès les débuts du programme nucléaire français, cette matière première est extraite et produite dans des pays de l'Empire colonial français. Ce qui nous amène à parler de la question de «l'indépendance énergétique» de la France. Au temps du charbon, il y avait des mines sur le territoire hexagonal qui produisaient suffisamment de matière pour assurer l'autosuffisance énergétique du pays mais, avec l'ère du pétrole, puis de l'uranium, la France est devenue dépendante de ses importations de matières premières. Un programme nucléaire civil requiert des ressources pour des dizaines et des dizaines d'années. Il y a bien eu quelques gisements d'uranium découverts en France dans les années 1950 mais ils se sont taris très rapidement. Environ dix ans après le début du programme nucléaire civil, les ressources françaises en uranium avaient atteint

leurs limites.

Dans les années 1980, la moitié des besoins en uranium n'étaient même pas couverts par cette production hexagonale. Dans les années 1990, on tombe à 15%. Aujourd'hui, la France ne produit plus d'uranium. Elle est complètement dépendante de ses importations. Le Niger a été une colonie française jusqu'en 1960, année où il a obtenu son indépendance. Mais une indépendance faussée dès le départ puisque le Niger signe avec la France, le 24 avril 1961, un accord qui stipule notamment que, «pour les besoins de la Défense, [il] réserve par priorité [ses] ventes [d'uranium] à la République française, après satisfaction des besoins de [sa] consommation intérieure et s'approvisionne par priorité auprès d'elle». Le développement du pays a dès lors été basé sur l'unique exploitation de cette ressource sous le contrôle de l'État français, via Areva. Le Niger représente entre 30 et 40% de ses approvisionnements en uranium, entre 3 000 et 4 000 tonnes sur les 11 000 tonnes annuelles. Avec la mine d'Imouraren, qui représentera à elle seule 5 000 tonnes, l'extraction d'uranium, de 4 030 tonnes en 2009, passera à environ 7 000 tonnes. Areva extraira au Niger près de la moitié du

total de sa production.

Les discours sur le développement durable veulent présenter le nucléaire comme une énergie propre. À la fois pour cacher d'où vient l'uranium et où vont les déchets...

La tactique d'Areva est bien évidemment de dire que la France n'a pas d'autre choix de développement énergétique que celui de l'uranium. Sa priorité est de limiter les questionnements sur le nucléaire. On ne parle jamais des maladies générées par l'exploitation des mines, par l'exposition aux poussières d'uranium, des maladies comme des tumeurs des os ou des reins, des fibroses pulmonaires cancérogènes, des atteintes lymphatiques et des maladies respiratoires liées à la proximité de l'exploitation. Sans parler des maladies induites par la consommation d'eau ou de plantes qui fixent des produits utilisés dans le processus industriel ou les poussières d'uranium, pour lesquelles il n'y a pas de véritable étude. Areva fait passer le confort des Français-es bien avant la vie des habitant-e-s du désert.

Quelle est la situation politique actuellement ?

Depuis l'indépendance, le Niger a connu huit tentatives de coup d'État dont quatre ont réussi : en 1974, en 1987, en 1999 et le dernier en date, celui du 18 février 2010. Sous ces régimes autoritaires, sont nés, au début des années 1990, des mouvements de rébellion et de contestation, notamment dans le Nord du pays où il y a essentiellement des Touareg-ue-s, qui sont majoritairement éleveurs nomades mais aussi des Peuhl-e-s, des Arabes et des Haoussas. La rébellion, outre la prise en compte de son identité et de sa langue, a pour principale revendication un meilleur partage des ressources de la rente de l'uranium. Depuis 1992, pendant toutes les années de guerre entre l'État nigérien et la guérilla, la production d'uranium n'a jamais arrêté. Elle a





même augmenté.

En 2005, les coûts de l'uranium ont suivi l'augmentation des prix du pétrole. Le Niger a pu renégocier les prix alors qu'Areva, pour répondre à la demande mondiale croissante, devait trouver de nouveaux gisements.

Pendant deux ans, la France et le Niger ont négocié pour l'obtention de l'exploitation de la mine d'Imouraren, le plus gros gisement d'uranium d'Afrique découvert à ce jour. Sarkozy en personne s'est déplacé au Niger en mars 2009 pour la signature d'un nouveau long contrat qui a une importance stratégique primordiale, puisqu'il renouvelle la concession définie par les accords de défense, signés à l'indépendance, et ce pour cinquante ans. Or, pendant que la France négociait, une nouvelle vague de rébellion eut lieu au Nord, couplée à un fort mouvement de crispation politique caractérisé par la volonté du président Mamadou Tandja de rester coûte que coûte au pouvoir. Face à la dérive de plus en plus autoritaire du régime, les nombreux signaux d'alarme lancés à la communauté internationale, notamment à la France, sont restés sans écho. Tout ce qui pouvait se passer au Niger importait peu tant que la fréquence de ses approvisionnements en uranium n'était pas remise en cause. Il est un peu difficile de déterminer les responsabilités de la France dans le nouveau coup d'État du 18 février. Elle ne l'a pas condamné et n'a rien fait non plus pour sauver le président Mamadou Tandja. On peut dire qu'elle a donné son consentement par abstention, mais la première personne à faire une déclaration au nom de la junte fut tout de même Alain Joyandet, secrétaire d'État français à la coopération pour signifier que les intérêts de la France n'étaient pas menacés.

Ce nouveau coup d'État arrange-t-il finalement la France ?

Il arrange la France dans le sens où Mamadou Tandja commençait à devenir incontrôlable. Il avait notamment annoncé qu'il voulait vendre de l'uranium à la Chine et à l'Iran. Or, seule la Chine a pour l'instant obtenu un permis d'exploitation de trois cents tonnes par an pendant dix ans. Les autres pays n'ont pour le moment obtenu que des permis d'exploration.

Mais l'arrêt de la production

d'uranium ne fait pas forcément partie des revendications de la guérilla? Elle parle plutôt de répartition des richesses.

Au Niger, l'espérance de vie est de quarante-six ans. Même si les gens se rendent bien compte qu'il y a de nombreux problèmes liés à l'exploitation des mines d'uranium, des problèmes de contamination, de maladies, de poussières et de pollution, la première préoccupation est de survivre. Travailler, même dans une mine d'uranium, permet de nourrir sa famille. Le problème, de surcroît, c'est qu'Areva est quasiment incontournable et emploie au Niger plus de monde que l'État.

Quel est le travail du collectif Areva ne fera pas sa loi au Niger ?

Notre travail est orienté vers le relais des luttes locales. Le collectif est en contact avec des organisations qui se battent sur place et qui font un travail de sensibilisation des populations face à l'omerta entretenue par Areva. Nous faisons également un travail de sensibilisation des populations en France pour qu'elles prennent conscience de l'impact de la stratégie énergétique nucléaire, nous constituons des dossiers d'information et interpellons les pouvoirs publics et les journalistes. Nous dénonçons la destruction de la faune et de la flore aux alentours des mines, la contamination de l'air par des poussières et des gaz

radioactifs, la contamination radiologique des ressources en eau, des pollutions annexes innombrables, essentiellement dues aux activités périphériques, l'épuisement d'une des deux grandes nappes fossiles (Tarat), à hauteur de deux tiers de ses réserves et, à moyen terme, le tarissement irréversible de la seconde nappe. À ce jour, les autorités nigériennes se refusent toujours à tout dialogue avec les populations autochtones, et ce malgré l'émergence d'un nouveau mouvement de rébellion condamnant sans détours cet état de fait. Interdisant tout acte de résistance, le Niger, tacitement soutenu par l'État français, au travers de sa « filiale » Areva, organise une vaste campagne de discrimination avec l'objectif à peine voilé de vider la région de ses habitant-e-s, facilitant ainsi l'aboutissement de ses relations commerciales. Les pleins pouvoirs sont donnés à l'armée nigérienne, l'état d'exception est décrété pour la région d'Agadez : exécutions sommaires ciblées et arrestations arbitraires, destruction des moyens de subsistance des nomades (cheptel abattu, activités agricoles rendues impossibles, approvisionnements restreints, etc.), populations déplacées, ONG interdites, radios et presse muselées.

FOOT A FRIC!

L'AFRIQUE DU SUD organise cette année la Coupe du monde de football. Le pays de Nelson Mandela, qui a abandonné la politique d'apartheid depuis 1991 et organisé des élections démocratiques en 1994, n'est pas pour autant sorti des politiques ségrégationnistes. Le mythe de la réconciliation et de la naissance de la nation « arc-en-ciel » a vécu. Aujourd'hui, l'Afrique du Sud est devenu le pays de la séparation sociale puisque les écarts s'accroissent entre les plus riches et les plus pauvres ; les premiers sont souvent blancs, les seconds noirs. Mais c'est également le pays de la prostitution et du viol. Chaque année, cinquante-cinq mille plaintes sont déposées, en sachant que de nombreux viols ne font l'objet d'aucune plainte. Les conditions sanitaires y sont déplorables et le sida est l'une des raisons de la baisse de l'espérance de vie, qui se rapproche de celle des pays les plus pauvres. Les espoirs que la chute de l'Apartheid avait fait naître – justice sociale, recul de la pauvreté, développement de la santé, éducation pour tous

sont aujourd'hui oubliés. Le pays, aidé en cela par le FMI et la Banque mondiale, développe une économie libérale qui fait la part belle aux privatisations et aux investisseurs étrangers. Plaque tournante de l'économie africaine, l'Afrique du Sud est devenu un enjeu économique et politique capital pour ceux qui désirent exploiter le pays qui est, de par ses ressources naturelles, le plus riche du continent. Pourtant, depuis deux ans, les émeutes se multiplient, résultat d'un mécontentement croissant. La coupe du monde, présentée comme une chance pour le pays, sera surtout l'occasion de militariser l'espace et d'occidentaliser l'économie tout en organisant le pillage des fonds publics au profit des grandes sociétés capitalistes. Dans ce développement de la « globalisation » économique néocolonialiste, le football est plus que jamais l'opium du peuple des townships (Ghettos noirs créés à la périphérie des grandes villes pendant l'apartheid.), l'outil essentiel de son exploitation. C'est l'éternelle histoire du foot à fric.

PEU CONNU EN FRANCE, THOMAS SANKARA EST UNE ICÔNE POPULAIRE DANS TOUTE L'AFRIQUE DE L'OUEST. SON NOM ÉVOQUE LA RÉSISTANCE AU NÉOCOLONIALISME, LE PANAFRICANISME, LA LUTTE EN FAVEUR DES PLUS PAUVRES. ASSASSINÉ EN 1987 AVEC LE SOUTIEN DU RÉSEAU FOCCART, SANKARA REPRÉSENTE L'UNE DES RARES EXPÉRIENCES POLITIQUES QUI ÉBRÉCHA LA FRANÇAIFRIQUE.

QUE RESTE-T-IL DE THOMAS SANKARA ?

1. Propos cités dans **Thomas Sankara. L'homme intègre**, documentaire de Robin Shuffield, 2006.
2. Discours à Paris, conférence Internationale sur l'arbre et la forêt, 1986.
3. Ouagadougou, 3 janvier 1984.

LA HAUTE-VOLTA, au début des années 1980, est l'un des pays les plus pauvres et oubliés d'Afrique. Depuis son indépendance en 1960, cette ancienne colonie française n'a connu que des périodes de troubles, des coups d'État, des amorces de démocratisation échouées sur fond de corruption, de détournement de l'aide internationale et de misère économique. L'espérance de vie ne dépasse pas quarante-cinq ans. Excepté pour le coton, dont elle est l'un des principaux exportateurs mondiaux, la Haute-Volta intéresse peu les entreprises françaises. Ses 8 millions d'habitant-e-s sont surtout considéré-e-s comme un vivier de main-d'œuvre bon marché pour les pays voisins, notamment la Côte-d'Ivoire.

rougeole et la méningite (2,5 millions de Burkinabé-e-s vacciné-e-s en quelques semaines), création d'une médecine du travail avec soins gratuits, cours d'alphabétisation pour les adultes, etc. Pour lutter contre la désertification, une vaste campagne de reboisement est lancée : plus de 10 millions d'arbres sont plantés en quatre ans. Dans une logique de démocratie participative, le CNR retire aux chefs traditionnels les pouvoirs féodaux qu'ils continuaient d'exercer pour les remplacer par des comités de défense de la révolution (CDR), élus localement.

DÉCOLONISER L'ÉCONOMIE ET L'IMAGINAIRE

Sur le plan économique, le CNR lance un grand programme de cultures vivrières et d'industries locales. Excellent orateur, Sankara dénonce la dépendance du Burkina aux aides alimentaires : « Celui qui vous donne à manger vous dicte ses volontés [...] Il y en a qui demandent : mais où se trouve l'impérialisme ? Regardez dans vos assiettes. Quand vous mangez les grains de mil, de maïs et de riz importés, c'est ça l'impérialisme, n'allez pas plus loin »¹. Par la redistribution des terres, la construction de puits et le développement de coopératives, l'autonomie alimentaire est quasiment atteinte en trois ans. Pour soutenir l'industrie locale, la population est fortement incitée à consommer burkinabé. Cette recherche d'autonomie matérielle s'accompagne, chez Sankara, d'une critique radicale du modèle consumériste néocolonial : « La plus grande difficulté rencontrée est constituée par l'esprit de néo-colonisé qu'il y a dans ce pays. Nous avons été colonisés par un pays, la France, qui nous a donné certaines habitudes. Et pour nous, réussir dans la vie, avoir le bonheur, c'est essayer de vivre comme en France, comme le plus riche des Français. Si bien que les transformations que nous voulons opérer rencontrent des obstacles, des freins »².

Fait plus étonnant, Sankara multiplie les déclarations proféministes : « Il n'y a de révolution sociale véritable que lorsque la femme est libérée. Que jamais mes yeux ne voient une société où la moitié du peuple est maintenue dans le silence. J'entends le vacarme de ce silence des femmes, je pressens le grondement de leur bourrasque, je sens la furie de leur révolte. J'attends et espère l'irruption féconde de la révolution dont elles traduiront la force et la rigoureuse justesse sorties de leurs entrailles d'opprimées »³. Concrètement, le CNR interdit l'excision, régleme la polygamie pour décourager les mariages forcés, nomme des femmes aux plus hauts postes gouvernementaux, instaure la mixité des formations militaires, lance des campagnes de communication sur le partage des tâches ménagères...

LE PUTSCH DE THOMAS SANKARA

Le 4 août 1983, un putsch militaire porte le capitaine Thomas Sankara au pouvoir. À trente-quatre ans, ce jeune militaire est déjà une célébrité dans son pays. Quelques années plus tôt, il s'est couvert de gloire lors d'une guerre contre la dictature malienne. Excellent stratège admiré par ses pairs, Sankara est un officier atypique. Fervent admirateur de la révolution malgache, il anime depuis 1976 le Regroupement des officiers communistes (ROC). Depuis 1981, il a participé à plusieurs gouvernements, se faisant remarquer par ses dénonciations de la corruption et du néocolonialisme – ce qui lui vaut d'être emprisonné en mai 1983. Quelques mois plus tard, une partie de l'état-major voltaïque se soulève, libère Thomas Sankara et lui propose de prendre la tête du pays.

« LE PAYS DES HOMMES INTÈGRES »

Lorsque l'armée est au pouvoir, il faut s'attendre au pire... Vaut-on assister, comme au Togo voisin, à l'émergence d'une dictature de plus, avec une garde présidentielle pléthorique, une répression politique sanglante, des matières premières bradées aux multinationales, une débauche de luxe pour l'oligarchie au pouvoir ? Rapidement, le style politique de Sankara détonne dans le paysage franc-africain. À la tête du Conseil national de la révolution (CNR), il lance des réformes spectaculaires. Le train de vie de l'État est drastiquement réduit. Les limousines gouvernementales sont remplacées par des Renault 5. Les ministres ont interdiction de voyager en première classe. Sankara se déplace lui-même souvent en vélo, faiblement escorté. La corruption est sévèrement réprimée. Signe de cette volonté, la Haute-Volta est rebaptisée Burkina Faso, ce qui, dans la langue locale, signifie pays des hommes intègres.

Au fil des mois, le CNR multiplie les mesures sociales : construction considérable de logements sociaux, d'écoles et d'hôpitaux, grande campagne de vaccination contre la polio, la

À LIRE

Biographie de Thomas Sankara, Bruno Jaffré, L'Harmattan, 2007

La Françafrique, François-Xavier Verschave, Stock, 1998

À VOIR

Thomas Sankara. L'homme intègre, Robin Shuffield, Zorn Production International, 2006

Fratricide au Burkina. Thomas Sankara et la Françafrique, Didier Mauro et Thuy-Tiên Ho, ICTV, 2006

Enfin, au niveau international, Sankara est sur tous les fronts : il soutient le Nicaragua sandiniste et le Front Polisario⁴, prend systématiquement pour cible les États-Unis, l'Afrique du Sud, Israël et la France néocoloniale, et, fustigeant le FMI et la Banque mondiale, tente – sans succès – de créer un front panafricain contre la dette.

UNE RÉVOLUTION FORCÉE

Si les conditions de vie des classes populaires s'améliorent, si le taux de mortalité chute, si l'autonomie alimentaire progresse, et ce malgré la fin de l'aide budgétaire française, ces résultats sont obtenus de manière autoritaire. Le régime sankariste est tout sauf une révolution populaire. En témoigne la restriction des libertés politiques. Au Burkina, les syndicats et les partis d'opposition sont interdits, la presse est aux ordres, les fonctionnaires grévistes sont licencié-e-s. Quant aux CDR, ils manquent trop de contre-pouvoirs locaux pour ne pas céder fréquemment à l'arbitraire et se comportent souvent en milice aux services de quelques-uns. Tous ces biais, Thomas Sankara en avait conscience. Dès 1986, il se lançait régulièrement dans de sévères autocritiques publiques. Mais il était déjà trop tard.

L'ASSASSINAT DE THOMAS SANKARA

Depuis 1983, les ennemis de Sankara sont légion : les chefferies traditionnelles destituées, les classes moyennes et aisées objectivement lésées, les grévistes licencié-e-s, les syndicats, une partie des classes populaires lassée des méthodes autoritaires du régime... Dans les pays voisins, les piliers de la Françafrique craignent une contagion révolutionnaire et complotent ouvertement. Ils ont le soutien de Jacques Foccart qui, revenu à la tête de la cellule africaine de l'Élysée depuis 1986 (voir article page 17), ne cache pas sa haine du régime burkinabé.

Le 15 octobre 1987, Thomas Sankara est assassiné. Un coup d'État porte au pouvoir l'un de ses anciens compagnons, Blaise Compaoré, retourné par Houphouët-Boigny et Foccart. La terreur est instaurée dans le pays. Bien que la tristesse et l'incompréhension soient palpables, la population ne se soulève pas. Seule une partie de l'armée se mutine et sera finalement terrassée après d'intenses combats.

COMPAORÉ, L'ANTI-SANKARA

Depuis 1987, le régime Compaoré est aux antipodes du sankarisme : corruption, népotisme, luxe ostentatoire pour l'oligarchie au pouvoir, privatisation de la quasi-totalité des entreprises publiques, plan d'ajustement structurel avec le FMI, soutien du criminel de guerre Charles Taylor, lancement de

cultures OGM à grande échelle... Le Burkina est rentré dans le rang, même si, depuis 1992, Compaoré cultive une image de démocrate, avec l'instauration du multipartisme, une presse relativement libre, une vie culturelle intense et l'accueil à bras ouverts d'une multitude d'ONG humanitaires françaises. La répression et les assassinats politiques se poursuivent cependant, plus feutrés.

LE SANKARISME TOUJOURS VIVANT

Vingt ans plus tard, Thomas Sankara est un mythe dans toute l'Afrique de l'Ouest, à l'image du Che en Amérique latine. Les vidéos, les K7, les T-shirts à son effigie se vendent par millions d'exemplaires. Les artistes les plus renommés – Didier Awadi, Tiken Jah Fakoly, Smockey ou Femi Kuti – chantent ses discours. Pour une grande partie des classes populaires, Sankara est une figure de résistance et de courage auxquelles on se réfère dans les difficultés quotidiennes. Signe de cette immense popularité, la veuve de Thomas Sankara était spontanément accueillie par des centaines de milliers de personnes lors de son retour au Burkina en 2007, mobilisation rarement vue à Ouagadougou.

Paradoxalement, les dizaines de partis et mouvements politiques qui se réclament du sankarisme peinent à rassembler. Divisés, empêtrés dans des luttes de pouvoir, trop concentrés sur des stratégies électoralistes, souvent confus dans leurs analyses, ils paraissent incapables de faire converger leurs efforts. Plus encourageants sont les collectifs politiques qui, généralement clandestins et composés d'étudiant-e-s, s'inspirent du sankarisme et tentent, malgré la répression et l'insécurité matérielle qui minent le militantisme africain, d'imaginer un autre avenir. Parmi eux, nombreux sont ceux qui rêvent d'un véritable mouvement révolutionnaire de masse, sans le dirigisme et l'autoritarisme de Sankara, mais qui puiserait dans cette expérience politique certaines idées fertiles : le panafricanisme, la recherche d'autonomie alimentaire, matérielle et culturelle, la critique du développement, la priorité aux biens publics. Cet espoir est-il fondé ? Nul ne le sait. Ce qui est sûr, c'est que plus les dégâts de la Françafrique s'approfondissent, répandant leur cortège d'inégalités, de famine et d'oppression, plus les tensions populaires s'accroissent. Face aux dégradations économiques et sociales qui minent le pays, vait-on assister au renforcement de la dictature, ou à une grande poussée révolutionnaire ?

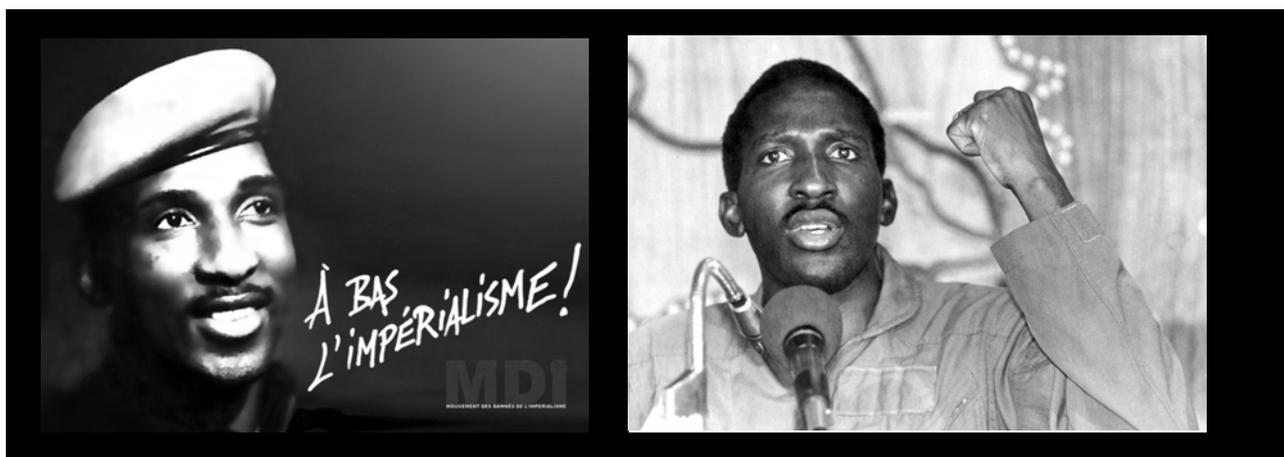
Au Burkina Faso, dans un sens ou dans un autre, l'avenir sera certainement radical. **Marie Cissako**



4. Rébellion touarègue qui lutte pour l'indépendance du Sahara Occidental occupé par le Maroc.

À CONSULTER

www.thomassankara.net



APRÈS LES DÉCOLONISATIONS, L'EMPRISE DES PAYS OCCIDENTAUX A PERDURÉ NOTAMMENT AU TRAVERS DES POLITIQUES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT. SOUS COUVERT DE LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ, LES DIVERSES ORGANISATIONS, GOUVERNEMENTALES OU NON, ENTRETIENNENT DANS LES DISCOURS ET PAR LEURS ACTIONS, LA DOMINATION ET L'IDÉOLOGIE COLONIALE.

DE LA DÉCOLONISATION À L'IDÉOLOGIE DU DEVELOPPEMENT

1. **Le Développement. Histoire d'une croyance occidentale.** Gilbert Rist, Presses de Sciences Po, 1996.

2. **La Fin du développement.** François Partant, Maspero, 1982.

«IL NOUS FAUT LANCER un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. [...] Et, en collaboration avec d'autres nations, nous devrions encourager l'investissement de capitaux dans les régions où le développement fait défaut.»¹ Ce discours du président des États-Unis, Truman, en 1949, fait figure d'acte de naissance du concept de développement.

Cette déclaration est marquante parce qu'elle inaugure la vision d'un monde coupé en deux: les pays occidentaux et développés d'un côté et les pays sous-développés de l'autre. Elle instaure l'idée que les causes de ce sous-développement seraient propres aux pays du Sud qui n'ont pas bénéficié des «bienfaits» du sacro-saint progrès technique. Pour Truman, l'Occident se doit de les aider à se développer en y diffusant ce progrès.

Cette vision va désormais servir de référence aux politiques économiques à venir. L'apparition de nouvelles catégories comme les «pays en voie de développement» ne va pas perturber cet ordre, toujours en faveur des pays les plus riches, dont les choix économiques sont présentés comme l'unique modèle à suivre.

Ce n'est pas par hasard que ce concept voit le jour au moment

ment même du capitalisme qui ne perdure qu'au travers d'un ordre hiérarchisé et inégalitaire, dans lequel les richesses sont accaparées par un petit nombre au détriment du plus grand. L'économie capitaliste, qui a besoin de ce déséquilibre pour se maintenir et continuer de croître, entretient le mythe d'un développement harmonieux et universel pour mieux cacher l'énorme paradoxe de sa mise en pratique. Les pays du Sud continuent de jouer un rôle vital dans l'économie des pays industrialisés et sont maintenus sciemment en état de dépendance et d'infériorité économique.

DES INSTITUTIONS AU SERVICE DU CAPITALISME

Deux types d'institutions internationales, aux moyens diamétralement opposés, interviennent pour soutenir cette politique d'aide au développement. D'un côté, il y a les institutions monétaires, sorte de marionnettes des États du Nord et, de l'autre, les ONG.

Les pays industrialisés ont créé de multiples institutions comme la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), le Fonds monétaire international (FMI), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Fonds européen de développement (FED)

La plupart des pays africains ont des économies bien plus libéralisées que celles des États-Unis ou de l'Europe.

où la situation politique d'après-guerre et les contestations massives dans les pays colonisés préfigurent la grande vague de décolonisation. Sentant le vent tourner, les pays riches élaborent ce nouveau discours pour préparer le terrain idéologique et politique afin d'assurer la continuité d'un système économique mondialisé en leur faveur, suite logique des empires coloniaux. L'exploitation reste la même, seuls les mots changent. C'est ainsi qu'en France, à la signature des indépendances, on parlera dès lors de la coopération. Le concept de développement s'inscrit dans cette continuité des considérations humanistes et paternalistes justifiant la colonisation sous fonds de discours civilisateur. Il perpétue la diffusion d'une vision ethnocentriste du monde².

Ce discours développementaliste va permettre de cultiver l'image généreuse du Nord aidant le Sud. Mais diffuser l'idée que ces pays pourront atteindre le niveau de vie des pays occidentaux est une aberration à tous les niveaux et mène aux impasses économiques, sociales et environnementales que nous connaissons. De plus, c'est faire abstraction du fonde-

ment ou la Banque mondiale.

Et l'aide apportée n'est pas gratuite. Elle prend la forme de prêts bancaires consentis aux pays demandeurs. Les pourvoyeurs de fonds sont les pays riches, les mêmes qui dirigent toutes ces institutions internationales. Les pays du Sud empruntent et s'endettent toujours plus. Cet engrenage conduit à la dépendance³. Les dettes des pays concernés sont aujourd'hui gigantesques, alors que les dépenses importantes consacrées à cette aide au développement⁴ n'ont que très peu profité aux populations.

Dans tous les cas, l'aide est conditionnée à des programmes d'ajustement structurel d'inspiration libérale. L'unique forme de développement prônée et encouragée est basée sur des mesures imitant le modèle occidental: industrialisation, développement des échanges commerciaux et des transports, croissance économique.

Du coup, la plupart des pays africains ont des économies bien plus libéralisées que celles des États-Unis ou de l'Europe. Par exemple, alors que la France et les États-Unis ont mis en place

des barrières dites « non tarifaires » (quotas à l'importation, mise en place de normes sanitaires, multiplication de la paperasserie administrative, etc.) qui empêchent les pays africains d'accéder à leurs marchés, leurs propres agricultures sont largement subventionnées, ce qui leur facilite l'accès aux marchés du Sud. Les pays occidentaux imposent des politiques économiques aux pays africains qu'ils refusent de s'appliquer à eux-mêmes!

L'aide au développement n'est qu'un paravent pour entretenir à bon compte l'exploitation des pays du Sud et poursuivre avec acharnement la course à la croissance économique.

LES ONG, LA COLONISATION DES CONSCIENCES

Comparé à la manne financière que représentent ces institutions, le financement des ONG de développement ou de programmes éducatifs et sociaux apparaissent comme minoritaires. Mais les actions de solidarité de ces organisations, malgré toutes leurs bonnes intentions, participent à véhiculer l'idéologie du développement.

L'action des ONG se fait sous des desseins occidentaux via des financements quémendés aux administrations étatiques, quand ce ne sont pas des multinationales (avec leurs fondations). Pour recevoir un pécule, il faut rentrer dans le cadre d'un appel à projet précis qui plaît aux financeurs. Le leitmotiv de ces organisations est d'en finir avec l'aide d'urgence. Elles aiment rappeler le proverbe: « Qui donne un poisson à un homme le nourrit pour une journée. qui lui apprend à pêcher le nourrit jusqu'à la fin de ses jours ». Or, cet adage attrayant oublie les savoirs ancestraux, la connaissance du territoire, de l'agriculture comme de la pêche. Surtout, il oblitère que les famines de ces cinquante dernières années sont d'abord liées aux guerres et autres conflits avant d'être des problèmes de production⁵.

Ainsi, l'idéologie libérale se retrouve souvent dans les valises des ONG. Étayons nos propos avec une ONG française, SOS Sahel, qui, dans les années 1990, a doté un village malien d'un moulin pour piler les céréales. Les femmes, qui passaient des heures chaque jour à piler le mil, purent alors le faire en quelques minutes. Toutefois, l'accès payant au moulin a contraint les familles, qui pratiquaient auparavant une activité gratuite, à se procurer de l'argent, donc à vendre leur production ou leur force de travail pour passer à l'électrique. On voit ici que l'introduction du moulin participe à installer la logique d'économie de marché. L'ONG SOS Sahel précise: « La gestion rigoureuse leur permet de se lancer dans des petits commerces et d'être accompagnées dans leur démarche par les ONG rassurées par leur sérieux »⁶.

Par ailleurs, l'utilisation du moulin se révélera vite indispensable. Il deviendra rapidement impossible de revenir au pilage ancestral du mil au pilon. Mais, une fois le moulin cassé, comment le réparer? Comment s'en procurer un nouveau? En quémandant de nouveau auprès d'une ONG?

Le développement exogène – par des apports extérieurs – renforce la dépendance, là où elle devrait favoriser l'autonomie. « Achetez un motoculteur et vous acquérez "en principe" par le fait même, peu importe que ce soit à votre insu, un nouveau sens du temps, un sentiment inédit du travail, de son urgence, et de sa raison d'être, une autre idée de la rentabilité, du rendement... », explique Michael Singleton⁷.

Enfin, dans ce village malien, la personne en charge de la gestion du moulin va bientôt avoir plus de poids que l'administration locale : les habitant-e-s qui connaissent des problèmes d'argent s'adressent à lui, le président malien lui rend visite,



pas à l'administration locale... Drôle de démocratie ou l'édile local est mis de côté!

C'est ainsi que souvent, en Afrique, des conflits naissent entre autorités municipales et ONG.

C'est aussi l'impérialisme culturel qui est parfois clairement assumé par ces organisations. Par exemple, en 2005, les États-Unis financèrent des ONG à hauteur de 15 milliards de dollars sur cinq ans pour lutter contre le sida. « Mais cette assistance comportait des conditions. Les deux tiers des fonds devaient aller à des programmes favorisant l'abstinence sexuelle et ne pouvait être versés à des organisations responsables de cliniques pratiquant l'avortement ou dispensant seulement des conseils »⁸.

Mais la colonisation des consciences est souvent moins visible. Ainsi, dans l'exemple plus haut, lorsque SOS Sahel parle de « gestion rigoureuse », il faut lire « que les femmes africaines appliquent la gestion comme en France. » L'ONG les soutient parce qu'elles ont adopté une démarche de réinvestissement des bénéfices, la base de la fameuse croissance capitaliste. Or, cet enseignement est souvent bien difficile en Afrique. Les us locaux, dans nombres de peuples africains, veulent que les bénéfices n'aient pas vocation à être réinvestis ou accumulés, mais à être distribués aux membres de la communauté, voire à être dilapidés dans des fêtes ou d'autres réalisations.

DÉCONSTRUIRE L'IDÉE DE DÉVELOPPEMENT

À travers cette idéologie du développement qui s'est imposée depuis plus de cinquante ans, c'est tout un imaginaire qui s'est construit. L'image de l'Afrique qui nous est renvoyée n'est faite que de désastres, de misères, de famines et de maladies. Une vision unique et plate qui empêche de voir toute la complexité de ce continent. Du coup, notre relation aux Africain-e-s, que les ONG symbolisent fortement, est souvent pleine de condescendance, de compassion, voire de pitié. Mais ce n'est rien d'autre que la trace du colonialisme qui subsiste dans cette relation unilatérale entre Occidentaux et Africain-e-s.

Jamais il n'est imaginé que l'on puisse obtenir quelque ■■■

3. François Partant, « L'économie-monde en question », texte paru dans **Crise et chuchotements. Interrogations sur la pertinence d'un concept dominant**, PUF (Paris), Institut universitaire de développement (Genève), 1984.

4. Aujourd'hui, ce sont ainsi près de 60 milliards de dollars par an qui sont consacrés à l'aide publique au développement par les pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques qui rassemble vingt-neuf pays parmi les plus industrialisés de la planète, tous « attachés à la démocratie et l'économie de marché » – www.oecd.org).

5. Des auteurs comme Mike Davis (dans **Génocides tropicaux**, La Découverte, 2003), Amartya Sen (dans **La Démocratie des autres**, Payot, 2005) développent cette idée.

6. sossahel.org

7. Critique de l'ethnocentrisme. Du missionnaire anthropophage à l'anthropologue post-développementiste. Michael Singleton, Parangon, 2004.

8. Dambisa Moyo, L'Aide fatale. Les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique. JC Lattès, 2009, p. 34. Un ouvrage critique de l'aide mais dont les solutions sont encore plus libérales!

■■■ chose de l'Afrique (si ce n'est s'émerveiller de leurs arts – primitifs –, évidemment). Singleton se souvient de jeunes Belges s'étant fait sermonnés par la fondation qui avait financé leur voyage dans le Tiers Monde, « pour n'avoir rien rapporté avec eux si ce n'est des souvenirs "touristiques", et surtout n'avoir rien "projeté" pour résoudre les problèmes des indigènes qu'ils auraient du reconnaître comme des indigents ». Alors que pour Singleton, pour une fois, « des gens du Nord avaient rencontré des gens du Sud sur un pied d'égalité. Ils s'étaient

vus comme des personnes à part entière et pas comme des sujets à problèmes ».

Le pire, c'est que cette colonisation des consciences existe aussi dans le regard des africain-e-s. Au Bénin, on me raconta un jour l'histoire de ce Blanc qui se noie. Le Noir, le voyant, lui dit : « Tu as peut-être le savoir mais tu ne sais pas nager ! ». Les rôles sont bien ancrés de chaque côté. Le savoir, les livres, les technologies, pour le Blanc, mais aussi l'argent. Le mythe du bon sauvage guide encore la solidarité, alors que tant d'Africain-e-s ont compris qu'il faut savoir faire pleurer pour obtenir.

L'aide au développement telle qu'elle est menée depuis cinquante ans n'a fait qu'aggraver la situation des pays concernés, loin des beaux desseins affichés de solidarité. Les conséquences de ce développement unilatéral sont catastrophiques pour les populations, trompées par les élites corrompues, écrasées par des pays riches qui pillent leur subsistance, manipulées bien souvent par des organisations de bienfaisance et (re)colonisées par le discours d'une civilisation occidentale triomphante. Pour en finir avec le néo-colonialisme, il est urgent d'en finir avec l'idéologie du développement, transversale à toutes ces oppressions et qui donne sens aux logiques interventionnistes et paternalistes, même les plus sincères.

Il faut combattre les visions misérabilistes et ethnocentristes du monde. Le colonialisme des consciences existera tant qu'une inégalité dans le regard des un-e-s et des autres persistera. Il nous faut donc concevoir les luttes émancipatrices au niveau global, penser l'impact de nos comportements et créer des liens pour construire l'autonomie sociale, économique et politique ici et là-bas. **Rafito et Gildas**



MIGRATIONS, LA FRANCE-À-FRIC EN QUESTION

LE «CONTE» d'une métropole protectrice, soucieuse du devenir de ses anciennes colonies (avec lesquelles elle entretiendrait des liens quasi affectifs) ne résiste pas une seconde au mépris et à l'arrogance d'un pays qui refuse à l'immense majorité des habitant-e-s du continent africain la possibilité de séjourner sur son territoire (que ce soit au titre de visiteur ou de résident).

Les quelques dispositions plus favorables accordées à certaines anciennes colonies pour l'obtention de visas sont une injure si on les compare à la facilité d'entrée en France pour les personnes natives de pays occidentaux.

Les luttes de sans-papiers ici, en France, tout comme celles des « débouté-e-s » du droit de circuler mobilisé-e-s dans leur pays d'origine, contribuent à démasquer la nature réelle des relations entre

la France et l'Afrique.

L'Association malienne des expulsés (AME), très active au Mali, a ainsi mené une campagne pour s'opposer à un accord en préparation entre la France et le Mali portant sur la délivrance de permis de réadmission (nécessaires pour l'expulsion des sans-papiers dans leur pays d'origine), l'accord n'a toujours pas été signé à ce jour, à la grande frustration de Paris.

Dans un appel lancé lors de rencontres à Bamako ayant réuni deux cents migrant-e-s expulsé-e-s et refoulé-e-s, l'AME dénonce clairement la politique de « coopération » de la France : « Les financements censés accompagner les projets de développement sont en réalité utilisés pour la gestion des flux migratoires. Dix millions d'euros issus du Fonds européen de développement financent le futur centre pour l'information et la

gestion de l'émigration malienne, qui est chargé de lutter contre l'immigration et d'en contrôler les flux ».

À l'idée nauséabonde d'une **immigration choisie** voulue par le pouvoir en France, les migrant-e-s indésiré-e-s, de par leurs histoires personnelles, répondent en dénonçant leur **émigration forcée** d'un continent qui a perdu son environnement fécond, conséquence des mécanismes de dominations et d'assujettissement (explicités dans ce dossier) auxquels la Françafrique a amplement contribué. Ainsi, aux migrations choisies d'individu-e-s qui exercent leur libre élection viennent s'ajouter les migrations économiques, les migrations qui fuient les violences ou les migrations climatiques, qui questionnent toutes directement le **statu quo** d'un monde bipolaire opposant Nord et Sud. **Baraka**

L'ABSENCE EN FRANCE D'HISTOIRES DU MOUVEMENT LIBERTAIRE QUI ENGLOBBENT SA COMPOSANTE AFRICAINE POURRAIT LAISSER CROIRE QUE L'ANARCHISME EST UN PHÉNOMÈNE OCCIDENTAL. POURTANT, DES ORGANISATIONS ONT TENTÉ DE FAIRE VIVRE L'IDÉAL ANARCHISTE ET SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE SUR LA TERRE AFRICAINE.



L'ANARCHISME EN TERRE AFRICAINE

1. L'ICU comptera jusqu'à cent mille adhérent-e-s, avec des sections en Namibie, en Zambie et au Zimbabwe. 2. Ancien ministre du leader indépendantiste Patrice Lumumba, Pierre Mulele menait à l'époque une guérilla insurrectionnelle contre Mobutu.

3. Le texte a été repris dans les **Œuvres** de Guy Debord chez Gallimard (p. 692-698). On le trouve aussi en ligne sur <http://jurallibertaire.over-blog.com/article-conditions-du-mouvement-revolutionnaire-congolais-41881017.html>

4. Autre expérience importante en Afrique de l'Ouest : en 1997, en Sierra Leone, la fondation par les travailleurs des mines de diamant d'une section de l'IWW forte de trois mille membres. Malheureusement, la guerre civile balaya cette organisation, contraignant nombre de ses militants à l'exil.

5. Zabalaza signifie lutte en zoulou.

6. Souvent en contact avec la CNT française. Cf. les revues **Afrique XXI** et **Afrique sans chaînes**, rédigées par des membres de la CNT en association avec des correspondant-e-s syndicaux et associatifs en Afrique.

SOURCES

The IWW, Revolutionary Syndicalism and Working Class Struggle in South Africa, 1910-1921
Lucien van der Walt.

"Sifuna Zonke!" Revolutionary Syndicalism, the Industrial Workers of Africa, and the Fight Against Racial Capitalism in South Africa, 1915-1921
Bikisha Media Collective (téléchargeables sur le site de Zabalaza Books)

African Anarchism: The History of a Movement
Sam Mbah and I. E. Igarwey (militants de l'Awareness League). See Sharp Press, 1997.

Sites en anglais :
<http://flag.blackened.net>
[/revolt/africa.html](http://revolt/africa.html)
<http://zabalaza.net>

LES PREMIÈRES ORGANISATIONS anarchistes et syndicalistes révolutionnaires africaines apparaissent à la fin du XIX^e siècle, d'une part en Afrique du Sud, d'autre part au Mozambique et en Angola. Dans ces deux colonies portugaises, ce sont des ouvriers émigrés de la métropole ou des militants emprisonnés pour leurs activités politiques et déportés sur place qui, une fois libérés, forment les premiers groupes d'obédience anarchiste et anarcho-syndicaliste sous l'influence de la puissante CGT portugaise. En Afrique du Sud, ce sont aussi des travailleurs venus d'Europe qui forment les premières cellules libertaires, notamment une virulente section sud-africaine de l'IWW qui anime entre 1910 et 1913 une série de grèves dures débouchant sur des combats de rue. Très vite, ces militants diffusent leurs idées et aident à la formation de syndicats entièrement composés et animés par des travailleurs non européens : ce sera notamment l'IWA (Industrial Workers of Africa), premier syndicat de travailleurs africains dans l'histoire du continent, fondé en 1917 sur le modèle des IWW américains, et qui fusionne par la suite avec deux autres organisations pour créer l'ICU (Industrial and Commercial Workers Union). Celle-ci restera le plus grand mouvement de masse du peuple noir en Afrique du Sud jusqu'aux mobilisations de l'ANC dans les années 1950¹. Toutefois, les influences syndicalistes révolutionnaires finissent par se diluer au sein de l'ICU, qui périclète dans les années 1930 par manque de démocratie interne, et faute d'une stratégie clairement définie. D'une façon générale, les années 1930 voient décliner l'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire partout où leurs premières graines avaient éclo. Les différents mouvements subissent la répression de la part des États coloniaux et doivent aussi faire face à la fois à la concurrence des organisations parrainées par l'Union soviétique et au développement de partis nationalistes qui revendiquent l'indépendance. Dans l'après-guerre, le « socialisme africain », majoritairement étatiste et autoritaire, viendra occuper la place laissée vacante par les mou-

vements anarchistes. Seules des minorités explorent les voies plus radicales d'un marxisme libertaire, à l'image de quelques partisans de Pierre Mulele dans le Congo des années 1960². Ceux-ci prennent contact avec l'Internationale situationniste (IS) avant de prendre part aux révoltes de l'université de Lovanium, à Kinshasa, en 1967 et 1969. Il en restera un texte étonnant et toujours d'actualité, *Conditions du mouvement révolutionnaire congolais*, destiné à être publié par l'IS sous forme de brochure pour sa propagande en Afrique noire, mais finalement resté inédit³. Les années 1980-1990 voient reflourir l'anarchisme un peu partout en Afrique noire. Au Nigeria se forme notamment l'Awareness League (« ligue de l'éveil »), à l'origine un groupe d'étudiant-e-s, de journalistes et de profs de l'université de Nsukka. De formation marxiste pour la plupart, ils finissent par se rallier aux idéaux socialistes libertaires et anarcho-syndicalistes en 1990. Très active dans la lutte contre la dictature, l'organisation voit alors ses effectifs grandir, atteignant même un pic d'un millier de membres en 1997. Une radio anarchiste émettant depuis Enugu est fondée en 2001⁴. En Afrique du Sud, plusieurs organisations du même type existaient depuis les années 1980. Unifiées, elles forment en 2003 le Zabalaza Anarchist Communist Front (ZACF)⁵, qui est sans conteste l'organisation libertaire la plus vivante aujourd'hui sur le continent, réunissant des militant-e-s dans plusieurs villes, quelle que soit la couleur de leur peau, autour d'une action multiforme : luttes sociales, cours de formation théorique et pratique dans les syndicats et les associations, diffusion de livres (via Zabalaza Books), soutien aux prisonniers (via l'Anarchist Black Cross), création de potagers communautaires, de bibliothèques et de crèches populaires, etc. Le ZACF est devenu aujourd'hui l'élément moteur de l'anarchisme africain : désormais présent au Swaziland, il entretient aussi des liens étroits avec le réseau libertaire Uhuru au Zimbabwe et le collectif Wiyathi (« liberté ») au Kenya, qui combine depuis plusieurs années activisme culturel et propagande anarchiste. Le ZACF fournit même informations et matériel politique aux individu-e-s et groupuscules anarchistes éparpillés dans tout le reste de l'Afrique (Soudan, Congo, Ouganda, etc.). Dans les pays de l'ex-empire français, on note l'existence au Sénégal depuis les années 1980 d'un Parti anarchiste pour les libertés individuelles dans la République (PALIR), la présence en Guinée, au Burkina Faso, au Mali ou au Congo de mouvements syndicaux démocratiques et radicaux⁶. Il faut espérer que puissent émerger au sein de ces mouvements des tendances capables de défendre un projet libertaire sur la terre africaine, aussi soucieux de combattre le néocolonialisme français que le capitalisme indigène qui pourrait un jour lui succéder. **Patrick Marcolini**



SI L'EXPRESSION FRANÇAFRIQUE RENTRE PEU À PEU DANS LE LANGAGE COMMUN, C'EST EN GRANDE PARTIE LE RÉSULTAT DES COMBATS DE L'ASSOCIATION SURVIE QUI, DEPUIS 1994, DÉNONCE ET TENTE D'INFLÉCHIR LA POLITIQUE AFRICAINE DE LA FRANCE. AVEC QUELS SUCCÈS, QUELLES IMPASSES, QUELLES PERSPECTIVES ?

DES STRATÉGIES DE SURVIE

1. **Livre blanc pour une politique de la France en Afrique responsable et transparente**, Plateforme citoyenne France-Afrique, L'Harmattan, 2008.

2. **L'Aide publique au développement**, Anne-Sophie Boisgallais et François-Xavier Verschave, Syros, 1994.

3. Disponible en DVD ou téléchargeable sur www.les-renseignements-geneux.org

4. Rassemblés dans des compilations de soutien (www.africawantstobefree.com).

5. Comité catholique contre la faim et pour le développement.

6. Centre de recherche et d'informations pour le développement.

7. Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde.

Quiconque s'intéresse aux relations entre la France et l'Afrique finit généralement par croiser un livre, une conférence ou un-e militant-e de l'association Survie. Initiatrice et principal fer de lance de la lutte contre la Françafrique, Survie s'efforce depuis plus de quinze ans d'enquêter, d'informer, d'organiser des actions de protestation et de soutenir des résistances africaines.

Si les publications de Survie développent une critique virulente et détaillée de la politique africaine de la France, il ne s'agit pas d'une organisation révolutionnaire. Ses positionnements politiques sont, sur le fond, assez proches de ceux d'Attac, dont elle est d'ailleurs membre fondateur. L'objectif est avant tout d'« assainir la politique française en Afrique », d'améliorer la transparence, le contrôle parlementaire, la démocratie participative, la solidarité Nord-Sud et la « gouvernance mondiale »¹, sans critique radicale du capitalisme, de l'État, de la démocratie représentative ou du concept de développement – même si ces aspects affleurent parfois dans certains ouvrages et font l'objet de débats internes au sein de l'association.

LES ORIGINES RÉFORMISTES DE SURVIE

L'idéologie réformiste de Survie s'explique en grande partie par son histoire. En 1981, révoltés par la mort de quarante mille enfants chaque jour dans le monde faute de nourriture et de soins élémentaires, cinquante prix Nobel lancent un appel international contre la faim. Leur proposition ? Que tous les pays riches votent des « lois Survie » afin d'augmenter l'aide au développement à destination des populations démunies, au Nord comme au Sud.

Quelques humanistes et chrétiens de gauche – dont François-Xavier Verschave, futur auteur de **La Françafrique** – décident de relayer cet appel et créent l'association Survie France en 1983. Pendant dix ans, Survie va s'efforcer, avec ténacité mais sans succès, de convaincre l'opinion publique et les parlementaires de la nécessité d'instaurer une « loi Survie » au moyen de manifestations, pétitions, colloques, marches sur Paris, actions médiatiques...

L'histoire de Survie aurait pu s'arrêter là, ses militant-e-s s'esouffler ou rejoindre les nombreuses associations développementistes qui, sans remettre radicalement en question les rapports Nord-Sud, militent pour une meilleure répartition des richesses à l'échelle mondiale. Survie va pourtant se radicaliser. Cette radicalisation débute en 1990 par une enquête sur l'utilisation précise de l'aide publique française au développement et de sa principale destination officielle : l'Afrique. Au fil de leurs investigations, les quelques dizaines de militant-e-s actifs de Survie découvrent avec effarement les coulisses de la politique française dans ses anciennes colonies : les détournements de l'aide, les mécanismes de corruption, le poids des réseaux Foccart, Pasqua ou Mitterrand².

1994, LE BASCULEMENT

En 1994, le génocide des Tutsi au Rwanda agit comme un électrochoc. Informée très tôt des complicités d'une partie du gouvernement et de l'armée française, Survie décide de changer totalement de stratégie et de consacrer désormais ses forces à dénoncer et infléchir la politique africaine de la France. Le noyau dur de Survie se lance dans une grande enquête sur l'histoire de l'Afrique francophone depuis 1960. Pendant plusieurs années, il rassemble et recoupe des témoignages, épluche les publications nationales et internationales, se plonge dans les mémoires de Jacques Foccart et décortique les affaires judiciaires franco-africaines. En 1998, François-Xavier Verschave présente les résultats de cette enquête stupéfiante dans **La Françafrique**, bientôt complétés par **Noir silence**. Ces deux ouvrages, vendus chacun à plus de cinquante mille exemplaires, marquent le coup d'envoi de la seconde vie militante de Survie. Sa ligne stratégique, dès lors, se fonde sur un espoir et une conviction : plus la connaissance de la Françafrique progressera dans l'opinion publique française, plus la probabilité de changements sera forte.

BILAN DE QUINZE ANS DE LUTTES

Quinze ans plus tard, quel bilan peut-on tirer des efforts de Survie ?

La prise de conscience des scandales de la politique française en Afrique a indéniablement progressé. Depuis 1998, Survie a publié plus de trente-cinq ouvrages d'enquêtes vendus à plusieurs milliers, voire plusieurs dizaines de milliers, d'exemplaires, et ce sans promotion médiatique. Ce succès doit beaucoup aux groupes locaux de Survie qui, chaque année, organisent entre cent cinquante et deux cent cinquante événements publics un peu partout en France. L'excellente pièce-réalité **Elf, la pompe Afrique**³, de Nicolas Lambert, avec ses quarante mille entrées, a également contribué à faire connaître Survie et la Françafrique. L'association peut enfin compter sur le soutien d'artistes de renom (Tiken Jah Fakoly, Tryo, Didier Awadi, Ministère des Affaires Populaires, etc.)⁴, de plusieurs grandes associations (CCFD⁵, Attac, le CRID⁶, Agir ici, CADTM⁷, réseau Sortir du nucléaire, etc.) et de nombreux résistants et résistantes d'Afrique (journalistes, responsables d'ONG ou de mouvements civiques, syndicalistes, etc.).

A CONSULTER

SURVIE

<http://survie.org>





Sur le plan médiatique, si Survie n'apparaît que de manière épisodique, l'expression Françafrique s'est progressivement imposée dans la plupart des discours journalistiques et politiques. Ainsi, fait significatif, tous les candidats à la présidentielle 2007 se sont positionnés par rapport à la Françafrique – même si cette question restait secondaire dans les programmes.

Au final, on peut estimer que plusieurs dizaines de milliers de Français-e-s connaissent désormais les mécanismes de la Françafrique, plusieurs centaines de milliers comprennent la signification générale de ce terme, et plusieurs millions en ont entendu parler, sans forcément en saisir les enjeux. Obtenir un tel résultat, avec une centaine de militant-e-s actifs, sans moyens financiers et médiatiques, illustre les effets remarquables de la ténacité et de l'organisation militantes.

Ce tableau encourageant doit malheureusement être fortement tempéré. Si l'information sur la Françafrique circule de plus en plus, les actions organisées par Survie peinent à rassembler. Lorsqu'un dictateur est reçu à l'Élysée, les manifestations de protestation dépassent rarement cinq cents personnes. Par ailleurs, si Survie a connu un fort essor entre 1998 et 2005, ses adhésions sont actuellement en stagnation (environ mille sept cents), tout comme le nombre de militant-e-s actifs (environ cent cinquante). C'est bien peu... Enfin et surtout, la Françafrique se porte à merveille, dopée par un gouvernement dont les double discours atteignent des sommets de cynisme et d'arrogance. Concrètement, le pillage des matières premières s'intensifie, les dictatures continuent, la France poursuit ses ingérences. Si la flamme des résistances, en France comme en Afrique, a globalement grossi depuis dix ans, le bout du tunnel semble bien loin, les militant-e-s de Survie restent toujours dans le camp des vaincu-e-s.

DES OBSTACLES DE TAILLE

Lutter contre la Françafrique, c'est affronter l'oligarchie politicienne, le capitalisme français, les mass media, l'armée, les services secrets, un puissant système économique et sociologique prêt à tout pour conserver sa domination. Depuis 2007, ses nombreuses victoires ne font qu'amoindrir les combats de Survie : l'extension du secret-défense rend les enquêtes sur la Françafrique difficiles, les déclarations contradictoires de Sarkozy créent la confusion dans les esprits, les pseudo-réformes militaires brouillent les cartes... Sans compter les nombreuses contre-offensives médiatiques, Stephen Smith en tête, qui, sous couvert de journalisme, font progresser la thèse révisionniste du double génocide au Rwanda, les théories néoracistes autour de la « culture africaine », l'alibi de la Chinafrique ou le déclin sans cesse annoncé de la Françafrique⁸.

Second obstacle de taille : le manque d'intérêt de la majorité des Français-es pour tout ce qui touche aux questions africaines. Malgré les publications, les événements publics, les

mobilisations, on sent chez de très nombreuses personnes comme une profonde volonté de ne pas savoir, d'éviter de se pencher sur des problématiques qui pourraient remettre en cause leurs valeurs, leur vision du monde, donc leurs choix de vie, leur travail, le sens de leur existence. Cette tendance est particulièrement flagrante au sein des couches sociologiques qui profitent indirectement de la Françafrique (ingénieur-e-s en développement, technicien-ne-s pétroliers ou nucléaires, humanitaires, coopérant-e-s, etc.).

Lutter contre la Françafrique, c'est affronter l'oligarchie politicienne, le capitalisme français, les mass media, l'armée, les services secrets...

Enfin, sur le plan interne, l'association Survie reste profondément mutilée par le décès de François-Xavier Verschave en 2005. Terrassé par une maladie fulgurante alors qu'il commençait à être médiatisé, François-Xavier déployait une capacité d'expertise et d'émulation hors du commun⁹. Sa disparition n'a pas arrangé les difficultés internes que connaît tout mouvement militant : le découragement, les rivalités narcissiques, les carences organisationnelles, le manque de forces vives, les querelles idéologiques. Sur ce dernier point, il faut reconnaître que la cohésion et l'attrait de Survie, dont la virulence des critiques contre la Françafrique détonne avec la modération de ses propositions, reposent sur une mince ligne de crête. Ainsi, pour la plupart des libertaires, Survie manque de radicalité, tandis que, pour les réformistes modéré-e-s, Survie ne doit pas être anticapitaliste, décroissante, anti-État, etc.

LA LUTTE CONTINUE !

Ces obstacles colossaux, toute organisation qui œuvre pour un réel changement de société les rencontre sur sa route. Si la lutte contre la Françafrique sera de toute façon longue, difficile et incertaine, si l'avenir paraît actuellement sombre, si l'époque est lourde de résignation politique, ce n'est pas le moment de baisser les bras. À celles et ceux qui sont parfois saisi-e-s par le découragement, il reste les enseignements et les espoirs des nombreuses résistances africaines qui, de Sankara à Nkrumah, de Fela Kuti à Dulcie September, ou, sur un plan similaire et plus récent, du LKP en Guadeloupe, ont ouvert de sérieuses brèches dans les dominations : à peu, on peut faire beaucoup ; l'histoire est riche de surprises politiques ; la réussite d'une lutte ne repose pas sur l'attente d'un miracle politique, mais sur le patient et long effort d'organisation des résistances. Contre la Françafrique, pour la démocratie et l'autonomie des peuples, la suite de l'histoire dépend aussi de nous. **Samuël Foutoyet**

8. Cf. **Nérophobies**, Bou-bacar-Boris Diop, François-Xavier Verschave, Odile Tobner-Biyidi, Les Arènes, 2005.

9. Cf. **François-Xavier Verschave, l'homme qui voulait soulever les montagnes**, sous la direction de Pierre Laniray, Les Arènes, 2005.

EN LUTTE

MARCHE DES SANS PAPIERS

En lien avec l'organisation à Nice les 31 mai et 1er juin d'un Sommet international français africain commémorant les "indépendances" africaines, un collectif national réunissant les sans-papiers en lutte a décidé de faire de Nice le point d'arrivée d'une marche nationale des sans-papiers partie de Paris. Elle devrait arriver à Nice le 30 mai et se poursuivre par une manifestation sur place le lendemain. Un contre-sommet sera aussi organisé à l'occasion des 31 mai et 1er juin.

Pour plus d'infos : <http://www.ministere-de-la-regularisation-de-tous-les-sans-papiers.net/>

PENDANT LES ANNÉES 80 ET 90, LE PEUPLE PÉRUVIEN A SUBI, EN PARALLÈLE, LA RÉPRESSION DE L'ÉTAT ET CELLE DU SENTIER LUMINEUX. UN DES CONFLITS LES PLUS MEURTRIERS D'AMÉRIQUE DU SUD. **DANIEL DUPUIS**, AUTEUR DE *¿DONDE?ESTAN?, TERREUR ET DISPARITION AU PÉROU (1980-2000)* ÉVOQUE CETTE HISTOIRE PEU CONNUE.

Terreur et disparitions au Pérou



1. Amnesty International, Rapport annuel 1992.
2. El Diario, «La Entrevista del Siglo», 31 juillet 1988.
3. En Amérique latine, les commissions de la vérité n'ont jamais attribué plus de 5% des victimes aux groupes insurgés.

DE 1980 À 2000, le conflit armé qui a opposé la guérilla maoïste du Sentier lumineux aux forces armées péruviennes a fait près de soixante-dix mille victimes, dont plus de treize mille disparus. Mais ces dizaines de milliers de mort-e-s et de disparu-e-s n'ont jamais fait la une de l'actualité. Ni au Pérou, ni ailleurs. Car ce conflit interne a frappé avant tout un Pérou rural, indigène et pauvre – 75% des victimes sont d'origine indienne et 55% des disparu-e-s proviennent des trois départements les plus pauvres du pays. Objet d'un racisme ancestral, la population indienne des hauts plateaux andins et du bassin amazonien a été prise entre deux feux – entre deux barbaries – et, durant deux décennies, elle a été la principale victime d'une terreur perpétrée sous un régime démocratique. Car ce n'était pas un Pinochet ou un Stroessner qui était alors à la tête du pays, mais trois présidents démocratiquement élus : Fernando Belaúnde (1980-1985), Alan García (1985-1990) et Alberto Fujimori (1990-2000). Au nom de la lutte contre le terrorisme, ils ont toléré et couvert les pires atrocités : tortures, viols, exécutions extrajudiciaires, disparitions... Et durant vingt ans, l'impunité des militaires n'a jamais été remise en cause. Ni par le pouvoir politique, ni par le pouvoir judiciaire.

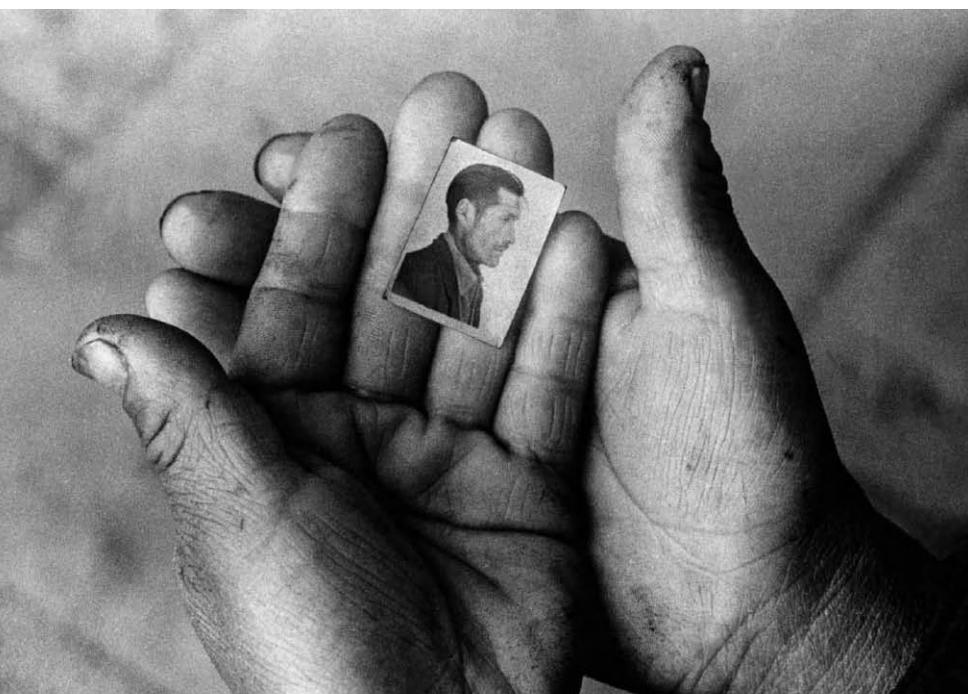
VINGT ANNÉES DE TERREUR

C'est en 1980 que le Sentier lumineux mène ses premières actions armées dans le département d'Ayacucho, au cœur de la cordillère des Andes. À cette époque, sur les hauts plateaux andins, l'espérance de vie d'un paysan indien ne dépasse pas quarante ans. Dans les zones rurales, plus de 85% de la population est analphabète. Le travail des *pongos*, les ouvriers agricoles indiens, est encore payé en nature et les châtiments corporels sont toujours en vigueur. De 1980 à 1982, le Sentier

lumineux multiplie les actions armées et bénéficie, dans un premier temps, du soutien d'une partie de la population indigène. Fin 1982, le président Fernando Belaúnde fait appel à l'armée. Une violence aveugle s'abat alors sur les communautés villageoises de l'Altiplano. Tout paysan indien est considéré comme un terroriste. Massacres et disparitions se multiplient, les ordres autorisant les troupes à «procéder à des exécutions sans laisser de trace»¹. Selon la Commission vérité et réconciliation, près de vingt mille personnes sont mortes ou ont disparu dans les seules années 1983 et 1984. Dans une indifférence quasi générale. Arrestations arbitraires, tortures, viols sont systématiques, et les forces armées péruviennes n'hésitent pas à employer les méthodes les plus barbares pour faire disparaître leurs victimes : corps mutilés et défigurés, cadavres dépecés, brûlés dans des fours...

À cette répression massive et indiscriminée, le Sentier lumineux riposte par une escalade de la violence. Les paysan-ne-s indien-ne-s des communautés sont sommé-e-s de choisir : «Ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous!». Jugements sommaires, exécutions publiques des «traîtres» et des «mouchards», exhibition des cadavres sur les places pour terroriser la population. Le Sentier lumineux exécute des centaines de dirigeants communautaires et n'hésite pas à mater dans le sang toute tentative de rébellion. Ainsi, le 3 avril 1983, dans la communauté andine de Lucanamarca, les sendéristes massacrent soixante-neuf personnes – dont dix-huit enfants âgés de moins de dix ans. «Le principal était de leur faire comprendre que nous étions prêts à tout!», se justifiera quelques années plus tard le leader du Sentier lumineux, Abimaël Guzmán². Qualifié par la propagande sendériste de «plus grand marxiste vivant sur la Terre», ce dernier exige de chaque nouvel-e adhérent-e une lettre de *sujétion* le reconnaissant comme guide suprême de la révolution. Il impose une stratégie de la terreur qui fait du Sentier lumineux le mouvement de guérilla le plus sanguinaire d'Amérique latine. Selon la Commission vérité et réconciliation, l'organisation maoïste est responsable, à elle seule, de la moitié des victimes du conflit³. Rejetant toute alliance avec les partis de gauche et d'extrême gauche, les sendéristes assassinent également de nombreux militant-e-s politiques et syndicaux qu'ils considèrent comme «traîtres à la cause révolutionnaire». Un sectarisme qui va même les conduire à combattre par les armes l'implantation d'un autre groupe armé, d'obédience guévariste, le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA).

À partir de 1989, l'armée met en place une nouvelle stratégie qui combine activités de renseignements, contrôle de la popu-



lation et assassinats sélectifs. Inspiré de la guerre de basse intensité, ce changement stratégique se révèle d'autant plus efficace que le Sentier lumineux accentue sa politique de terreur vis-à-vis de la population indienne. Parallèlement, la multiplication des attentats dans la capitale péruvienne au début des années 1990 va aider Alberto Fujimori à préparer le pays à «l'autogolpe» («auto-coup d'État») du 5 avril 1992 qui lui permet, avec le soutien de l'armée, de concentrer tout le pouvoir entre ses mains. Le 12 septembre 1992, Abimaël Guzmán est arrêté. Alors que cette arrestation ne tarde pas à affaiblir et diviser le Sentier lumineux, Fujimori continue d'utiliser la lutte contre le terrorisme pour imposer un gouvernement de plus en plus autocratique et corrompu. Avec l'aide de Vladimiro Montesinos, qui dirige le tout-puissant service des renseignements (SIN), il a recours à des escadrons de la mort pour éliminer des opposant-e-s au régime. Le 16 juin 1995, une loi d'amnistie garantit l'impunité aux membres des forces de sécurité impliqués dans des violations des droits de l'homme. Et, en juillet 1999, l'arrestation du dernier dirigeant du Sentier lumineux, Oscar Ramírez, signe l'échec militaire et politique de l'organisation maoïste. À l'automne 2000, l'ampleur des manifestations contre la corruption du régime contraint Fujimori à s'enfuir au Japon d'où il envoie sa démission. Le 4 juillet 2001, le gouvernement intérimaire de Valentín Paniagua crée la Commission vérité et réconciliation (CVR). Avec l'appui du nouveau président élu, Alejandro Toledo (2001-2006), premier métis à accéder à ce poste, la CVR effectue un remarquable travail d'investigation. Elle recueille près de dix-sept mille témoignages, organise vingt et une audiences publiques, et son rapport final ne se limite pas à dénoncer les innombrables atrocités commises par les belligérants, il pointe aussi les causes de la violence, rappelant «qu'à la base de tous ces crimes, il y a la pauvreté, l'abandon, le racisme, le mépris du monde paysan, la discrimination contre les femmes»⁴.

LES DISPARITIONS FORCÉES

Pour la convention internationale contre les disparitions forcées, adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 20 décembre 2006, «la pratique généralisée ou systématique de la dispa-



rition forcée constitue un crime contre l'humanité» (article 5). Au Pérou, la CVR a considéré que la pratique de la disparition forcée par des agents de l'État a eu un caractère généralisé et systématique de 1983 à 1985 et de 1989 à 1993. En réalité, durant une décennie, le Pérou a été l'un des pays dans le monde où l'on a dénombré le plus de disparitions et on estime aujourd'hui entre treize mille et quinze mille le nombre des disparus dans le pays. À titre de comparaison, rappelons que, selon la commission Rettig, les dix-sept années de dictature de Pinochet ont fait 3 196 victimes, dont 1 185 disparus⁵. En fait, au même titre que la torture, le viol et l'exécution extrajudiciaire, la disparition forcée a été utilisée de manière systématique dans la lutte contre le Sentier lumineux. Mais contrairement à l'Argentine et au Chili, où les disparitions étaient surtout un phénomène urbain, visant principalement les militant-e-s politiques et syndicaux – et même si, dans les années 1990, nombre d'étudiant-e-s, d'enseignant-e-s, de syndicalistes et de militant-e-s des droits humains en ont également été victimes – la majorité des disparus péruviens sont de jeunes paysans andins, d'origine indienne (74 %), qui n'ont jamais pris part à la lutte ■■■

4. Abancay, audience publique du 28 août 2002, intervention de Sofia Macher, membre de la Commission vérité et réconciliation.

5. Nunca más en Chile, synthèse corrigée et actualisée du rapport Rettig, LOM Ediciones, Santiago, mars 1999.



RÉVOLTE EN AMAZONIE

En juin 2009, de violents affrontements entre les forces de police et les communautés indiennes d'Amazonie dans la province de Bagua, au Nord du Pérou, ont provoqué la mort de trente-quatre personnes et fait plus de deux cents blessés. Ces affrontements meurtriers, les plus violents depuis l'époque du Sentier lumineux, sont survenus après deux mois de grèves et de manifestations (axes routiers bloqués, rivières barrées à la navigation, pistes d'atterrissage occupées, etc.) contre les activités de l'industrie pétrolière en Amazonie. Les communautés indigènes exigeaient la suppression de plusieurs décrets gouvernementaux ayant pour objectif d'accélérer la privatisation des ressources amazoniennes (sous-sol, forêts, eau...). Ces décrets, liés au traité de libre-échange (TLC) signé entre le Pérou et les États-Unis, visaient à concéder aux multinationales des zones classées en

réserves naturelles ou des territoires habités par les peuples indigènes. Se refusant à tout dialogue, le gouvernement a voulu passer en force, au mépris des droits de la population amazonienne. Si deux des décrets mis en cause ont finalement été abrogés, ces longues semaines de conflit ont montré que le mépris et le racisme envers la population indigène sont toujours extrêmement vivaces¹. Mais ils ont aussi révélé l'émergence d'une conscience politique indienne qui, à l'image de ce qui s'est passé ces dernières années en Bolivie et en Équateur, pourrait changer radicalement les rapports de force politiques dans le pays.

1. Le journal péruvien «El Correo» a obtenu le prix Survival de l'article le plus raciste de l'année 2009 suite à un article sur les affrontements de Bagua qui se termine par un appel à l'extermination des sauvages au napalm.

6. Le Sentier lumineux ne cherchait pas à faire disparaître le corps de ses victimes, il avait au contraire pour habitude de procéder à des exécutions publiques et d'exhiber ensuite les cadavres sur les places pour terroriser la population. Les disparitions qui lui sont attribuées concernent principalement des jeunes qu'il a recrutés de force et qui ne sont jamais réapparues depuis.

7. Ce centre de formation militaire nord-américain, longtemps basé à Panamá, a formé et entraîné depuis 1946 plus de soixante mille militaires latino-américains.

Parmi ses élèves les plus célèbres figurent le Bolivien Banzer, le Panaméen Noriega, le Salvadorien D'Aubuisson, les Argentins Viola et Galtieri et le Péruvien Montesinos.

8. Commission vérité et réconciliation, Rapport final, témoignage réservé EA2 d'un ex-sous-officier des forces armées détaché à Ayacucho en 1984, Lima, 2003.

9. La República, 21 octobre 2008. Sans doute n'est-il pas inutile de préciser qu'Alan García est président honoraire de l'Internationale socialiste.

■■■ armée – 85% d'entre eux sont des hommes, 48% ont moins de 26 ans et 16% sont des mineurs.

Ajoutons que les premiers responsables de ces disparitions sont les militaires⁶. Au début du conflit, ils abandonnent directement les corps dans des ravins et des décharges ou les entassent dans des fosses communes – plus de cinq mille fosses clandestines ont été répertoriées dans le pays. Par la suite, pour empêcher toute identification, ils mutilent et défigurent les cadavres, allant jusqu'à les découper en quartiers avant de s'en débarrasser dans des ravins ou des rivières. Aussi, durant les années 1980, la recherche des disparu-e-s a-t-elle pris un caractère particulièrement atroce car beaucoup de femmes des communautés andines vont rechercher elles-mêmes leurs proches dans tous les lieux où se trouvent des cadavres. « Il fallait y aller très vite parce que les chiens et les cochons les dévoreraient pendant la nuit, » témoigne Felicitas Delgadillo, dont le mari, Teófilo Ramos, a disparu le 18 mai 1986 à Ayacucho. « Les visages étaient défigurés, on pouvait seulement les identifier par les vêtements. »

Autre aberration de ces années de barbarie, l'utilisation de fours pour incinérer les cadavres. C'est ainsi qu'en 2005 les investigations du ministère public ont permis de retrouver les vestiges d'un four avec des restes humains calcinés dans un ravin proche de la caserne Los Cabitos, à Ayacucho, une base militaire qui a abrité le quartier général du commandement politico-militaire dans les années 1980. D'après différents témoignages, des centaines de cadavres auraient été incinérés dans le four de cette caserne près de laquelle ont été exhumés, depuis 2005, les ossements de plus d'une centaine de disparu-e-s.

Sans doute n'est-il pas inutile de rappeler qu'une telle barbarie a eu lieu sous des gouvernements « démocratiques » ! Il faut d'ailleurs préciser que les forces armées péruviennes n'ont fait qu'appliquer les méthodes qui leur étaient inculquées au cours de leur préparation militaire. Une préparation qui reprenait les méthodes d'entraînement de l'École des Amériques (où près de neuf cents officiers péruviens ont suivi des cours entre 1980 et 1996) : tuer des animaux et arracher leurs entrailles avec les dents, lacérer son propre corps et résister à la douleur sans broncher⁷... Sans oublier les pratiques rituelles d'affirmation de groupe dont l'une des plus barbares était le *baptême* des nouvelles recrues. Ce *baptême* consistait à tuer un suspect avec un poignard sans fil. « Ils mettaient les terroristes en rang et ils nous mettaient nous aussi en rang. On y allait en courant et on criait et on lui enfonçait l'arme. »⁸

DE L'INDIFFÉRENCE À L'IMPUNITÉ

En dépit de toutes ces horreurs, beaucoup de Péruvien-ne-s – notamment à Lima – ne se sont jamais senti-e-s vraiment concerné-e-s par ce conflit interne qui a été le conflit le plus meurtrier qu'a connu le pays depuis son indépendance, en 1821. Tout cela avait lieu très loin de leur cadre de vie, et les victimes étaient aussi éloignées socialement, culturellement, affectivement. Une indifférence alimentée par ce même mépris, ce même racisme séculaires qui sont à l'origine de l'extrême violence des belligérants envers la population indienne – le Sentier lumineux considérant la culture andine

L'État péruvien choisit d'assumer la défense des hommes accusés de crimes contre l'humanité, mais pas celle de leurs victimes.

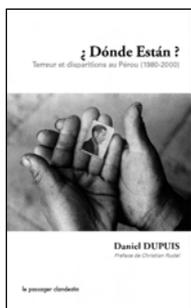
comme de « la fange idéologique médiévale ». Des deux côtés, un vieux fond raciste – héritage direct de l'époque coloniale – a permis de justifier l'emploi de la terreur envers une population indigène méprisée depuis des siècles.

D'autre part, l'indifférence de la communauté internationale n'a fait que conforter l'impunité. Certes, la plupart des membres du Sentier lumineux sont aujourd'hui emprisonnés et, le 7 avril 2009, Alberto Fujimori a été condamné par un tribunal péruvien à vingt-cinq ans de prison pour avoir été l'instigateur d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions (Barrios Altos, La Cantuta) perpétrées par le groupe Colina, un escadron de la mort formé de militaires appartenant au service des renseignements. Si cette condamnation, confirmée en appel en janvier 2010, est sans aucun doute historique, elle reste pour l'instant l'arbre qui cache la forêt dans la mesure où la quasi-totalité des policiers et des militaires accusés de violations des droits de l'homme continuent d'être acquittés, faute de preuves. Depuis 2004, à peine une quinzaine ont été condamnés à des peines de prison ferme. Mais pour Alan García, l'actuel président du Pérou, c'est déjà trop. « Qu'attendons-nous pour mettre fin aux persécutions contre les forces armées ? Il y en a assez que l'on continue à persécuter année après année ceux qui ont aidé la patrie à triompher de la terreur. »⁹

D'ailleurs, dès sa réélection (2006), Alan García – qui est lui-même accusé d'avoir couvert plusieurs massacres sous sa première présidence – s'est empressé de signer un décret pour que l'État péruvien prenne totalement à sa charge les frais d'avocat des mille deux cents militaires et policiers actuellement inculpés alors que, faute de ressources, plus de 70% des familles des victimes sont encore sans avocat. Autrement dit, l'État péruvien choisit d'assumer la défense des hommes accusés de crimes contre l'humanité, mais pas celle de leurs victimes. Du reste, au cours de ces deux dernières années, sur trente et un jugements rendus, vingt-neuf ont conduit à un acquittement, deux seulement à des condamnations – dont une a été annulée par la Cour suprême. Aussi la lutte contre l'impunité reste-t-elle plus que jamais d'actualité.

Daniel Dupuis

À LIRE



¿Dónde están? Terror et disparitions au Pérou (1980-2000)

Daniel Dupuis, Passager Clandestin, 2009, 381 p.





ÉTATS-UNIS

ARRÊTÉES POUR POSSESSION DE PRÉSERVATIFS

LES ANIMATRICES DU Sex Workers Project de New York rapportent que, lors de leurs interventions « Connais tes droits ! », la question du nombre légal de préservatifs pouvant être transportés est systématiquement soulevée. Il n'existe pourtant pas de loi à ce propos dans aucun des états des États-Unis. Pourquoi alors la question est-elle posée ? Parce qu'il est très régulier que des flics confisquent ou jettent les préservatifs d'une prostituée qu'ils arrêtent, voire les conservent comme pièce à conviction contre elle. Loin d'être anecdotique, cela est significatif du harcèlement et des violences perpétrées par la police sur les prostituées. (Ms., hiver 2010)



BELGIQUE

ARRESTATIONS D'ANTINUCLÉAIRE

DÉBUT AVRIL, plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées lors d'une action sur le site militaire de Kleine Brogel, à la frontière avec les Pays-Bas, où sont très probablement stockés des missiles nucléaires faisant partie des quelque deux cent quarante bombes atomiques B-61 larguables d'avion que les États-Unis stockent encore dans cinq pays de l'OTAN (Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas et Turquie). La manifestation faisait partie d'une **Journée européenne d'action contre les armes nucléaires**.

HAÏTI

RÉFUGIÉ-E-S EXPULSÉ-E-S

APRÈS LA CATASTROPHE sismique, les vraies priorités émergent: début avril, les milliers de personnes qui avaient trouvé un refuge précaire dans le stade de Port-au-Prince en ont été évacué-e-s pour permettre... la reprise du championnat de football! Comme le dit Batay Ouvriye dans son Appel des camps du 12 mars: « Tandis que le gouvernement a achevé de démontrer son incapacité, sa parfaite inaptitude à notre prise en charge correcte;



[...] Tandis que les impérialistes, sur la base de l'« aide » qu'ils sont venu « donner », où ce sont les ONG qui progressent à une allure fulgurante en consommant les trois-quarts de cet argent, envahissent notre territoire de militaires, comme si ce pays, libéré par un peuple d'esclaves, était à présent un terrain vague; [...] Nous, sous les tentes, sous les bâches, sous de vieux draps, sous des cartons... continuons à endurer les pluies, souffrons, subissons des humiliations et mourons même dans une situation où nous a placés la misère; une misère engendrée par les grands propriétaires fonciers, les grands bourgeois, les gloutons « grands mangeurs » et le grand capital étranger, avec leur armées et polices, pour nous forcer d'accepter d'en être arrivés là. [...] La situation politique concrète que nous confrontons avant le séisme du 12 janvier n'a aucunement changé! Il s'agit toujours de la même situation, même si actuellement les réactionnaires, voleurs et corrompus parlent de changement. Nous avons déjà montré notre désaccord avec cette situation:

c'est ainsi que nous nous tenions loin du processus électoral frauduleux qui s'organisait; ainsi, nous commençons à nous remobiliser pour défendre nos revendications, pour arracher nos droits. [...] À présent, nous entendons dire qu'ils souhaitent nous « déplacer », nous envoyer dans des lieux que nous ne connaissons pas, où nous ne pourrions pas vivre, où nous dépendrions sans fin de cette « aide » venue pour nous « sauver »: ils profitent du séisme pour nous expulser. **NOUS NE L'ACCEPTERONS PAS!** [...] Face à tout cela, nous devons comprendre très clairement que l'État existant ne nous représentera pas, ce n'est pas notre État! Au contraire, c'est l'État des affairistes, l'État des grands-mangeurs, c'est l'État des grands bourgeois, des grands propriétaires fonciers, du grand capital impérialiste. Cet État est **CONTRE NOUS!** [...]»

Batay Ouvriye - BP 13326 - Delmas Haïti WI, www.batayouvriye.or

INDE

ÉCHEC AVOUÉ DU COTON OGM

DÉBUT MARS, MONSANTO™, après avoir longtemps soutenu qu'il n'y avait jamais eu de cas avéré de baisse des rendements des cultures de coton ou de céréales Bt attribuable à la résistance d'un insecte, annonçait que les insectes avaient développé des résistances à l'insecticide secrété par son coton Bt. Ceci peut arriver pour de nombreuses autres variétés OGM. Cette découverte est issue d'une étude de terrain menée sur les cultures de coton Bt dans l'État du Gujarat, en Inde, révélant que ces cultures ne résistaient plus aux attaques du papillon ravageur contre lequel le coton Bt avait été initialement conçu. De ce fait, les centaines de milliers d'agriculteurs-trices, de petits paysan-ne-s qui ont adopté cette variété de coton depuis plusieurs années sont désormais contraint-e-s d'utiliser une quantité grandissante de pesticides, pour lesquels ils et elles doivent souvent s'endetter.

Suite à cet aveu d'échec, Monsanto™ est allé jusqu'à conseiller aux paysan-ne-s d'utiliser leur nouveau produit, Bollguard 2, qui permettrait de retarder l'apparition de la résistance des insectes. Un classique « pour contrer les problèmes créés par la technologie, ajoutons une couche de technologie » – qui permettrait au passage à Monsanto™ d'engranger de nouveaux profits.



MEXIQUE

MONSANTO™ ENCORE

LE MORATOIRE qui avait bloqué la culture de maïs OGM pendant dix ans a été levé par le président Calderón. Cela a provoqué de nombreuses réactions et manifestations, dont la campagne « Sin maíz no hay país » (« sans maïs pas de pays »).

entretien LILIAN MATHIEU, DANS **LA CONDITION PROSTITUÉE**, TENTE DE SORTIR DE LA POLÉMIQUE SUR LA RECONNAISSANCE OU L'ABOLITION DE LA PROSTITUTION, EN APPORTANT UN ÉCLAIRAGE SOCIOLOGIQUE QUI REND COMPTE DE DIX ANS D'ÉTUDE DU MONDE DU TROTTOIR.

LA CONDITION PROSTITUÉE

Propos recueillis par **Anita** et **Leïla**, en avril 2008, mis en forme par **Albertine**.

Pourriez-vous nous donner quelques indications sur la prostitution en France aujourd'hui et la législation qui la concerne ?

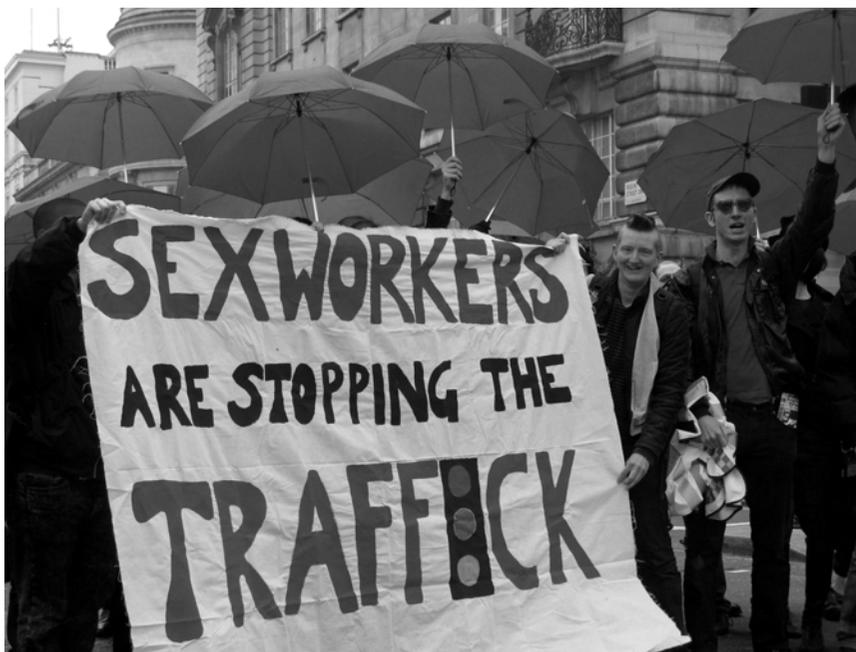
La prostitution en tant que telle est absente de la loi française, elle est considérée comme une activité privée sur laquelle l'État n'a pas à intervenir. En revanche, l'État intervient sur deux activités qui sont liées à la prostitution, indirectement, d'une certaine manière : d'une part, le racolage, le fait de solliciter des hommes qui passent et de leur proposer ses services sur la voie publique ; d'autre part, le proxénétisme, le fait de retirer un profit économique de la prostitution d'autrui. Le racolage est un point extrêmement sensible à l'heure actuelle. Il connaît deux formes : le racolage actif, le fait qu'une prostituée sollicite de manière active quelqu'un et l'importune, et le racolage passif. Ce dernier délit avait disparu en 1994 à l'occasion du nouveau code pénal, il a été réintégré en 2003 avec la loi sur la sécurité intérieure (LSI). C'est simplement le fait de se trouver sur la voie publique et d'être connue comme prostituée par la police. Cela laisse un pouvoir arbitraire fabuleux aux

policiers pour réprimer les prostituées. L'enjeu de la réintroduction de cette loi est liée au fait que de nouvelles prostituées sont apparues dans certaines zones urbaines, qu'elles dérangent – et les nuisances peuvent être réelles, il ne s'agit pas de les nier. On s'intéresse évidemment davantage aux nuisances causées aux riverains qu'aux prostituées. Quant au proxénétisme, exploitation de la prostitution d'autrui, il en existe plusieurs formes, proxénétisme simple ou proxénétisme avec acte de torture ou en bande organisée. La LSI a un peu innové à ce niveau en introduisant le crime de traite des êtres humains. La question de la traite est apparue ces dernières années comme un problème social extrêmement grave qui appelle l'intervention des pouvoirs publics. Mais cette loi ne sert strictement à rien car les faits relevant de la traite pouvaient déjà être condamnés au titre de la lutte contre le proxénétisme en bande organisée ou avec acte de torture. Les articles de la loi de 2003 sur le racolage répriment les prostituées et, pour avoir l'air de prendre en compte le fait que les prostituées sont souvent davantage des

victimes que des coupables, ce nouveau crime est introduit avec l'idée que les prostituées sont sur le trottoir uniquement parce que de méchants proxénètes les y obligent et que ce sont toutes des étrangères en situation irrégulière.

Pourquoi des personnes se prostituent-elles, si elles n'ont pas été enlevées par un «villain» réseau de proxénétisme ?

Des logiques et des parcours très divers peuvent conduire à la prostitution. Un point est néanmoins commun à toutes les trajectoires de prostituées : le fait de débiter cette activité sous une forme de contrainte, qui peut être, il ne s'agit pas de le nier, celle de proxénètes qui, par la violence ou la menace de la violence, contraignent quelqu'un à se prostituer pour leur propre bénéfice. Mais il y a aussi des contraintes économiques directes. Des personnes se retrouvent dans une situation d'extrême détresse sociale et économique et, dans l'urgence, n'ont pas d'autre alternative que de faire des passes. C'est le cas des jeunes en fugue, notamment des jeunes homosexuels dont la famille a découvert l'orientation sexuelle et qui les a mis dehors, des toxicomanes dépendants qui ont besoin de trouver très rapidement l'argent qui leur permettra d'acheter le produit dont ils ou elles dépendent. Cela peut être une situation de contrainte par manque d'alternative, lorsque les voies pour gagner de l'argent de manière légitime dans notre société – par le travail – sont inaccessibles ou lorsque d'autres voies comme les formes de l'assistance – via le travail social, le RMI, etc. – sont inaccessibles ou insuffisantes. Le fait d'être sans papiers, toxicomane, sans abri, soit de manière conjugulée, soit de manière articulée, à des degrés divers, peut conduire à des situations de détresse qui induisent la prostitution, avec une logique qui est celle du genre. Ce sont majoritairement des femmes qui optent pour la prostitution alors que



les hommes, dans des situations similaires, vont plutôt opter pour d'autres formes de gains illégitimes, voire illégaux, comme le vol. Une autre logique un peu secondaire, celle de la «frustration sociale», apparaît chez certaines personnes qui, après avoir franchi le pas de l'entrée dans la prostitution, toujours dans la douleur, réalisent que cela peut être une source de revenus confortables, comparée aux autres sources accessibles, notamment vu le niveau de diplôme relativement bas d'une majorité de prostituées. Ces deux tendances, qui peuvent s'articuler et que j'ai retrouvées chez la majorité des prostituées que j'ai pu rencontrer, concernent aussi les prostituées qui viennent de l'étranger. On a une même situation de fermeture de l'économie «normale» du travail, un niveau très faible, des revenus d'assistance dans des pays où l'État social n'a jamais existé ou qui a été complètement détruit par des politiques néolibérales. Pour organiser la venue de prostituées de ces pays en France, un proxénète n'a pas besoin de leur taper dessus, de les droguer, etc. Leur faire miroiter l'espoir qu'elles pourront gagner plus en France en exerçant cette activité suffit. Ceux que l'on désigne généralement comme proxénètes ne sont d'ailleurs pas forcément ceux qui récupèrent l'argent, mais ceux qui organisent le déplacement et auprès de qui les prostituées sont en dette.

Le débat autour de la prostitution a été assez vif ces dernières années. Deux positions qui paraissent très tranchées ressortent... pour résumer, abolitionnistes et réglemmentaristes. Pourriez-vous revenir sur ces deux positionnements, leurs applications en Europe et leurs limites ?

Les termes abolitionnisme et réglemmentarisme sont extrêmement ambigus. Au XX^e siècle, la prostitution est une activité réglementée, qui impose aux prostituées de se faire enregistrer auprès de la police et de se soumettre à des contrôles gynécologiques réguliers dans une logique de prophylaxie des maladies vénériennes. C'est évidemment inefficace puisque les clients ne sont pas surveillés, et c'est une logique répressive d'encadrement et de stigmatisation des prostituées. L'abolitionnisme, à la base, c'est abolir la réglementation de la prostitution qui enferme les personnes

enregistrées comme prostituées dans ce statut, avec un tas de conséquences négatives. Dans une démarche humaniste et progressiste, les abolitionnistes ont lutté pour l'abolition de toute réglementation de la prostitution. En 1946, on supprime les maisons closes, qui sont une forme d'encadrement réglementaire et, en 1960, on supprime l'obligation faite aux prostituées de se faire dépister régulièrement d'éventuelles maladies sexuellement transmissibles. La France est toujours aujourd'hui sous un régime abolitionniste. C'est une optique extrêmement pertinente car cela n'enferme pas les prostituées dans un statut dégradé, officiellement ratifié par l'enregistrement, et cela les fait réintégrer une espèce de droit commun. Si elles ont une maladie sexuellement transmissible, elles vont se faire soigner comme n'importe quelle personne susceptible d'avoir la même maladie. Elles bénéficient d'une forme d'informalité : elles ne sont pas durablement étiquetées. Si quelqu'un

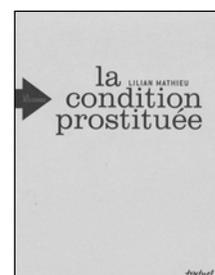
«Un point commun à toute trajectoire de prostituées : une forme de contrainte au départ. Mais, cela peut être une source de revenu relativement confortable.»

se trouve dans une situation de détresse telle qu'il a besoin de faire une passe ou deux un soir, il aura peut-être surmonté sa difficulté le lendemain et ce sera un mauvais souvenir qu'il gardera peut-être en mémoire, mais sans plus de dommages. L'abolitionnisme considère que les prostituées sont dans une situation vulnérable dans notre société, qu'il faut développer des services d'assistance qui leur soient spécialement dédiés, notamment pour celles qui veulent quitter le trottoir et trouver une activité plus légitime dans le monde du travail. Mais ce n'est pas une obligation, vu que c'est une activité privée sur laquelle l'État n'a pas à intervenir. Progressivement, les organisations qui se réclamaient de l'abolitionnisme ainsi entendu ont développé un autre sens du terme abolitionnisme, le fait de lutter pour un monde sans prostitution, celle-ci représentant une forme d'esclavage. L'idée d'un monde sans prostitution ne me choque pas au niveau moral, le problème est une définition essentialiste de la prostitution posée

comme étant nécessairement un esclavage, impliquant obligatoirement des proxénètes, une soumission totale. Ce discours n'est pas conforme à la réalité. Historiquement, l'esclavage et la prostitution sont deux choses très différentes. Au XIX^e siècle, aux États-Unis ou ailleurs, la prostitution était un moyen pour les esclaves de se racheter et de gagner leur liberté. Les prostituées, dans ce qu'elles racontent et mettent en œuvre de leur activité, ne sont pas obligatoirement dans une position de soumission par rapport aux clients ou aux éventuels proxénètes. Elles ont une forme de maîtrise de leur activité, du moins pour celles qui maîtrisent au mieux leur destin. On ne peut pas généraliser à toutes les prostituées à partir de celles qui sont effectivement en situation de dépendance, d'hétéronomie, de domination. Il ne s'agit pas de nier la présence des proxénètes, et le fait que la loi puisse les réprimer durement est à mon sens une bonne chose, mais dire que toute

prostituée a un proxénète car il serait inimaginable qu'une femme ou qu'un homme reste de lui-même dans la prostitution me semble extrêmement préjudiciable. Les conséquences pratiques du discours qui considère la prostitution comme un esclavage inadmissible sont que, si c'est un esclavage inadmissible, il faut l'interdire. Il ne faut pas criminaliser les prostituées, qui sont des victimes, on va donc poursuivre les clients, les condamner, comme c'est le cas en Suède actuellement. Le problème est que, tel que c'est mis en application, cela ne fait pas nécessairement disparaître la prostitution. Si l'interaction entre un-e prostitué-e et un client est susceptible d'entraîner des poursuites si elle est constatée par la police, on agit sur l'aspect du constat. On va rendre cette interaction possible dans des lieux qui ne sont pas directement accessibles aux constats des policiers : des zones isolées comme les sous-bois, les bordures d'autoroute, ou des lieux fermés comme les boîtes de nuit, les bars ou les appartements privés. Une ■■■

À LIRE



La condition prostituée
Lilian Mathieu,
Textuel, 2007, 208 p.

■■■ prostituée qui attend le client dans un sous-bois la nuit n'est pas dans une situation de sécurité telle qu'elle peut négocier favorablement l'interaction avec le client. Elle est au contraire davantage à la merci de tous les agresseurs possibles. Le patron de bar qui accueille des interactions entre des clients et des prostituées va considérer qu'il peut tomber pour proxénétisme hôtelier et va plutôt louer son arrière-salle. On crée un nouveau proxénétisme hôtelier. Depuis la loi suédoise, le nombre de prostituées a augmenté en Norvège, ce qui est quand même assez éclairant. On ne fait que déplacer le problème, voire aggraver les conditions des personnes qui exercent cette activité et que l'on voulait plutôt aider.

Le terme réglementarisme est aussi piégé tel qu'on l'utilise aujourd'hui, dans le sens d'une politique qui veut soumettre la prostitution à une réglementation administrative. Dans le discours abolitionniste, pour disqualifier les adversaires, on qualifie de réglementaristes ou de néo-réglementaristes ceux qui disent que la prostitution est l'activité qui permet aux personnes qui l'exercent de gagner

leur vie, que c'est une source de revenus réguliers pour elles, quelque chose qui est proche d'un métier et qui devrait être reconnu comme tel. Ce n'est effectivement pas tout à fait un métier, d'une part parce que c'est stigmatisé. Il y a à la fois l'idée qu'une intégration dans le droit commun du droit du travail permettrait d'annuler le stigmate, et celle, qui me semble plus pertinente, que la prostitution, en tant qu'activité informelle, est tenue à l'écart des dispositifs de protection sociale rattachés aux vrais activités professionnelles (sécurité sociale, retraite, accidents du travail, etc.). Le problème de cette position est qu'elle se fonde sur l'idée qu'il suffit de faire comme si c'était une activité légitime pour que cela le devienne, ce qui me semble assez illusoire. Un statut social spécifique ne bénéficierait à mon sens qu'à une certaine catégorie de prostituées, celles qui se reconnaissent pleinement comme telles, qui assument le stigmate, qui trouvent leur compte dans cette activité, qui gagnent des revenus relativement confortables. Beaucoup d'autres exercent la prostitution de manière informelle et ne veulent surtout pas être reconnues comme telles, car elles savent que c'est une activité mal considérée dans notre société. Elles se maintiendraient à distance du statut si d'aventure on en créait un. Aux Pays-Bas et en Allemagne, la prostitution peut être une activité salariée. Plutôt que des maisons closes où il peut y avoir exploitation des prostituées, on va légaliser dans un cadre bien défini les conditions dans lesquelles des entrepreneurs peuvent ouvrir des établissements de prostitution (les eros centers, en Allemagne) où les prostituées ont de vrais contrats de travail avec un ensemble de protections. Cette idée est fondée sur une distinction entre la prostitution libre, qui doit bénéficier des protections auxquelles peut prétendre n'importe quel salarié, et la prostitution forcée, qui doit être combattue parce que les prostituées sont victimes de proxénètes. Il y a une ambiguïté extrêmement intéressante et significative dans le fait que, dans la définition de la prostitution forcée, il y a notamment les prostituées étrangères en situation irrégulière. Aux Pays-Bas, où des prostituées étrangères, spécialement en situation irrégulière, exerçaient de longue date, il y a l'idée que, sous couvert d'une

politique de la prostitution, on met en place une politique de la migration. En instaurant un cadre réglementaire dans lequel on va légitimer la prostitution, on définit un extérieur à ce cadre et les prostituées qui ne remplissent pas les conditions pour rentrer dans ce cadre vont se retrouver exclues et dans une situation encore plus vulnérable. Dans certaines revendications de mouvements de prostituées qui défendent l'idée d'un statut, il y a aussi un enjeu corporatiste. Certaines vont se revendiquer respectueuses des lois de la république, ce qui veut dire que les sans-papiers ne sont pas tout à fait respectueuses de ces lois, donc que leur légitimité à exercer peut tout au moins être mise en question. C'est un univers extrêmement concurrentiel, on protège aussi son marché.

On a vu les limites des approches réglementariste et abolitionniste. Est-ce que vous pourriez parler des approches alternatives possibles de la prostitution ?

Il n'y a pas de recette miracle, mais il y a néanmoins des leviers sur lesquels on peut agir. L'idée des abolitionnistes d'un monde sans prostitution...

Pourquoi pas ? Mais cela ne peut pas se faire en contraignant les prostituées. Cela a été marginal dans le discours abolitionniste, mais néanmoins exprimé, que par l'effet de la LSI, qui rend la vie des prostituées particulièrement impossible, elles feraient autre chose. Idée complètement absurde, car c'est déjà une des pires situations qu'elles puissent connaître. On est quand même dans une des rares situations, si on réfléchit en termes de mouvement d'émancipation, où on vise à l'émancipation d'une population sans prendre en compte ses souhaits et ses désirs. On fonctionne sur un déni de la capacité des prostituées à prendre la parole et à avoir un discours sur elles-mêmes. Il ne s'agit pas de prendre ce discours au pied de la lettre, mais bien d'en saisir les enjeux. Certaines revendications sont traversées par des enjeux de concurrence et d'élimination de la concurrence. Il ne faut pas être naïf pas rapport à cela. J'en reviens à l'idée que l'entrée dans la prostitution est toujours une contrainte, faute d'alternative. Il s'agit d'instaurer des alternatives et de les renforcer par une politique sociale, mais pas forcément

ZONE DE SURVEILLANCE DE LA PROSTITUTION ET DE LA DROGUE. SUÈDE : ON RELÈVE LES PLAQUES D'IMMATRICULATION



spécifique aux prostituées pour ne pas les enfermer dans un statut. Cela signifie réintégrer au maximum ces personnes dans le droit commun de la protection sociale – ce n'est pas la voie que l'on prend à l'heure actuelle dans notre pays – et faire que ce soit un vrai système de protection sociale qui permette de maîtriser son existence. Cela passe par une revalorisation des minima sociaux: une augmentation significative du minimum retraite, et pas les quelques kopeks que Fillon a octroyés récemment aux vieux, un accès au RMI qui soit considérablement revalorisé pour les moins de vingt-cinq ans, la régularisation des sans-papiers, une politique de la toxicomanie qui ne soit pas principalement axée sur la répression. C'est aussi prendre en compte que les prostituées sont parfois mères célibataires, et l'allocation parent isolé est extrêmement basse. Une vraie politique de protection sociale serait d'autant plus souhaitable qu'elle ne bénéficierait pas seulement aux prostituées mais à l'ensemble des personnes précaires dans notre société, et il y en a beaucoup. Une politique de l'emploi qui permette à

Pouvez-vous revenir sur les mouvements de prostituées de 1975 et 2002 en France? Sur la forte alliance avec les féministes en 1975, qui n'a pas été reconduite en 2002?

Ces deux mouvements sont apparus sur des enjeux très comparables. En 1975, une mobilisation de prostituées a vu le jour à Lyon à cause d'un harcèlement policier extrêmement dur et répressif. Elles étaient accablées de PV pour racolage passif, raflées, conduites au commissariat, passaient la nuit en garde à vue et, pour les récidivistes, menacées de peines de prison. Les mères de famille risquaient de voir leurs enfants placés à la DDASS. En juin 1975, les prostituées lyonnaises se sont mobilisées et ont occupé une église pendant une dizaine de jours pour dénoncer la répression policière. Elles ont bénéficié du soutien d'abolitionnistes du Mouvement du Nid, principale association abolitionniste française, qui pensaient que, par cette mobilisation, les prostituées prendraient conscience que la prostitution est une aliénation et arrêteraient, à terme, de faire le trottoir. Les abolitionnistes considéraient de toute façon que la

prostitution elle-même. C'est apparu à certaines intellectuelles féministes comme une limite sérieuse du mouvement des prostituées et la plupart des composantes du féminisme français se sont progressivement ralliées à la vision abolitionniste de la prostitution. Quand, en 2002, la question de la répression policière s'est à nouveau posée avec la LSI, la réintroduction du délit de racolage passif et des politiques concrètes qui n'ont pas nécessairement attendu l'entrée en vigueur de la loi pour faire des rafles, expulser des prostituées étrangères sans papiers, etc., on s'est trouvé devant un front désuni. Des prostituées se sont mobilisées contre la répression policière, différents collectifs se sont mis en place: Femmes publiques, Les Putes. La mobilisation du féminisme a été plus ambivalente. La répression policière a été effectivement dénoncée, mais sans alliance avec les prostituées car celles-ci revendiquaient aussi la reconnaissance de leur activité, ce qui paraissait inadmissible aux féministes. Les mobilisations ont été distantes géographiquement ou dans le temps. Il y a eu un rassemblement devant le

«Un statut social spécifique ne bénéficierait qu'à une certaine catégorie de prostituées, celles qui trouvent leur compte dans cette activité.»

chacun d'avoir les moyens de vivre convenablement est aussi un enjeu par rapport à l'idée de respect de l'autonomie des prostituées et de leurs capacités à définir quel doit être leur bonheur, leur intérêt, ce qu'elles veulent vivre. Un individu qui est dans la précarité extrême n'est pas maître de son destin, il le subit plus qu'il ne le maîtrise. Bon nombre de prostituées, si elles étaient dans une situation de sécurité matérielle et psychologique, si elles avaient vraiment des alternatives, choisiraient les alternatives plutôt que le trottoir. Mais je ne vois pas au nom de quoi on refuserait à d'autres, comme le font les abolitionnistes, le droit de continuer à exercer cette activité, si elles estiment être suffisamment compétentes pour maîtriser les interactions avec les clients, si elles en tirent une forme quelconque de satisfaction, même si cela peut paraître étrange aux personnes qui ne se prostituent pas.

cause était juste, que la répression était illégitime et ne pouvait que fragiliser des personnes déjà extrêmement fragiles. Le mouvement féministe s'est aussi rallié à la cause des prostituées, avec un certain temps de retard car la prostitution n'était pas une question particulièrement débattue au milieu des années 1970, la lutte pour la contraception et l'avortement ayant monopolisé le mouvement féministe. Les féministes se sont converties un peu spontanément à une cause qui concernait la sexualité et les femmes, et dans laquelle un pouvoir patriarcal violent s'exerçait manifestement, celui de la police. Le mouvement féministe s'est un peu plus intéressé à cette question les années suivantes. Différentes réflexions ont été élaborées et du recul a été pris par rapport aux revendications des prostituées, qui exigeaient de travailler dans de meilleures conditions et ne remettaient pas en cause la

Sénat des prostituées et de leurs soutiens, notamment Act-Up et d'autres associations de lutte contre le sida, qui ont rapidement compris que la précarisation et la clandestinité croissante des prostituées ne pouvait que faire le jeu de l'épidémie. Un peu plus tard, un défilé de féministes et d'abolitionnistes contre la répression et contre la prostitution, dans le sens où pour elles le meilleur moyen de ne pas être réprimée est de ne pas exercer cette activité dans certains quartiers de prostitution du centre de Paris. C'est l'expression assez significative d'une désunion du fait d'une polarisation du débat sur le statut de la prostitution: soit un esclavage soit un métier comme un autre. Tant que l'on restera dans cette polarisation, dont chacun des pôles est insatisfaisant, on ne réussira pas à envisager de réelles alternatives. ■



PÉDAGOGIE NOMADE

UNE ÉCOLE « DIFFÉRENTE »

COLLECTIF BELGE D'ENSEIGNANTS, D'ÉDUCATEURS ET DE PHILOSOPHES CONSTITUÉ EN 2005 POUR RÉFLÉCHIR AUX FORMES D'UN ENSEIGNEMENT ÉGALITAIRE BASÉ SUR LES PRINCIPES DE LA DÉMOCRATIE DIRECTE, PÉDAGOGIE NOMADE S'EST TRANSFORMÉ EN ÉCOLE ALTERNATIVE À LA RENTRÉE 2008. NON SANS DÉRANGER QUELQUES INSTITUTIONS...

AGIR

Pédagogie nomade
Rue du Roy n° 8
6670 Limerlé
Belgique

www.peripleenlademeure.be

CE N'ÉTAIT ENCORE qu'un collectif et le nom d'un projet, et déjà Pédagogie nomade était considéré comme un laboratoire. *A fortiori* une fois l'école ouverte, en septembre 2008, on demandera donc comment ça marche. Une école différente, une école où profs et élèves sont « à égalité », une école qui vise d'abord à (re)donner le goût du savoir et le désir d'apprendre, concrètement, qu'est-ce que c'est ? Le contexte : la Communauté française de Belgique. Le lieu : Limerlé, un petit village de trois cents habitants près de Gouvy, petite ville ou gros village, c'est selon, du Nord de la province de Luxembourg, en Haute-Ardenne. Dans la campagne. Dans un corps de ferme du XVIII^e siècle, encore en ruine à l'ouverture de l'école, toujours en construction depuis. Un lieu habité, parce que chacun y place un carrelage, un bout de plancher, une brique ou une mosaïque. À côté, une grange, avec quelques moutons, vaches, poules ou cochons. On y aménage actuellement une brasserie. Car Pédagogie nomade n'est pas installé n'importe où. L'école a vu le jour à Périple en la demeure, une société coopérative porteuse d'un triple projet, social, environnemental et culturel. Périple occupe le troisième bâtiment. Il y a donc de la bière – de l'Oxymore, devinez

pourquoi – mais aussi des spectacles, des concerts, des conférences, des ateliers, un potager et... quelques animaux.

Sur ce terrain pousse ce qu'il convient désormais d'appeler « la pédagogie nomade ». Une soixantaine d'élèves pour une douzaine de professeur-e-s, aucun d'entre elles et eux n'étant là à temps plein. Un mercredi sur deux, l'après-midi, assemblée générale. L'autre est réservé aux « groupes de suivi » : on cerne les difficultés, on tente d'y remédier ; on fait le point sur ce qui fonctionne et sur ce qui ne fonctionne pas, pour mieux tracer de nouvelles lignes. Le mercredi de l'AG, c'est important. Le

On peut apprendre en dehors de la classe et on apprend – dans les deux sens – toujours à son insu.

CI – conseil d'institution –, composé de quatre élèves et de deux profs, fixe l'ordre du jour. Les professeur-e-s se réunissent de leur côté (collège profs), les élèves font de même (collège élèves), pour prendre une position commune sur les sujets abordés. Puis tout le monde se rend en AG. S'y prennent toutes les décisions concernant l'école, y sont posés les problèmes, cherchées les solutions. Par consensus. C'est parfois long, très long. Mais nécessaire. On a beau parler de principe d'égalité et d'agencements des désirs, rien n'est jamais donné d'avance, tout peut foirer. Les dispositifs institutionnels sont des béquilles, rien de plus. Après, c'est l'affaire d'un véritable travail collectif, sur les rapports affectifs, les discours et les actes, qui ne cesse d'animer l'école, au sein de la gestion, dans les ateliers, dans les cours, dans les groupes de suivi et... dans l'AG, qui cristallise tout ça.

Le matin, profs et élèves sont divisés en deux groupes. D'un côté, la majorité d'entre eux travaille aux ateliers, de l'autre un petit groupe assure la gestion quotidienne de l'école. Secrétariat, administration, cuisine, nettoyage, entretien, la liste est loin d'être exhaustive. À Pédagogie nomade, il n'y a que des profs et des élèves, il faut donc s'occuper de tout. Il est vrai que ça ne s'arrête jamais. Toute la journée, les un-e-s et les autres prennent en charge un bout de gestion par-ci, un autre par-là, même



s'ils ne sont pas «d'gestion». Mais le gros du travail est fait le matin, pendant que le reste de l'école s'active dans les ateliers, autour de la vie de Galilée, le nucléaire, la sérigraphie, la sexualité ou Georges Brassens. C'est le moment de cogestion pédagogique. Des thèmes sont proposés en AG, par celui ou celle qui veut, prof, élève ou simple extérieur-e. Puis on en retient quelques-uns, on l'affiche sur les valves, et ceux qui le souhaitent s'inscrivent. L'objectif est double: apprendre ensemble et déboucher sur un produit concret. Un spectacle, un petit livre, un concert, peu importe: quelque chose qui atteste du travail effectué. Ça dure trois semaines, et puis on change, comme la gestion. On appelle ça «une triplète». L'après-midi, cours de niveau. Là, ça se corse. Pédagogie nomade est une école différente, mais une école différente de la Communauté française. Il faut respecter les contraintes des programmes, les exigences pédagogiques de l'institution, les obligations des prescrits légaux. Pas toujours simple. Entre profs et élèves de Pédagogie nomade d'une part, les inspecteurs pédagogiques et supérieurs administratifs d'autre part, il faut non seulement trouver un terrain d'entente, mais aussi construire un langage commun. Et ce n'est jamais fini: la différence ou l'alternative, sitôt ouverte, ne se laisse pas refermer et continue de travailler les marges et les interstices du «système» (preuve, peut-être, qu'il n'existe que si l'on y croit...). Face aux sceptiques, il s'agit de montrer que l'on peut apprendre en dehors de la classe, parfois, et que l'on apprend – dans les deux sens – toujours à son insu. Surtout, il s'agit de rappeler que l'essentiel, c'est qu'il se passe quelque chose, autrement dit: que l'école soit un lieu de vie où élèves et profs se transforment, et non une institution hiérarchisée et segmentée, où chacun-e reste à sa place. On ne croira pas qu'un-e prof est un-e élève, ou que l'élève est un-e prof. Mais pas plus qu'un-e prof n'est qu'un-e prof, ou l'élève qu'un-e élève. À Pédagogie nomade, les profs deviennent élèves, et les élèves deviennent profs. C'est pourquoi ils et elles deviennent aussi autre chose: musicien-ne-s, brasseurs-euses, fermier-e-s, cinéastes. L'égalité se construit aux zones limites d'indétermination qui bordent la multiplicité des rôles et positions rendus possibles par l'école.

Sans doute, une multitude de problèmes, internes ou externes, se posent à Pédagogie nomade. Mais, justement, tout l'enjeu est de parvenir à s'en saisir et à se les approprier pour les mettre au centre des débats, là où tout le monde peut y prendre part. Le risque, ce n'est pas de voir l'école dérangée par quelques perturbations, comme si elle pouvait, en des temps plus cléments, fonctionner parfaitement, à la manière d'une machine aux rouages bien huilés. Le risque est plutôt de se retrouver dans l'incapacité à trouver une prise sur les problèmes qui traversent – qui constituent – toute entreprise collective. Rien n'est plus dangereux que de s'en trouver dessaisi, de les subir et d'être ainsi déporté hors de l'école elle-même. Mieux vaut donc les poser en AG, en faire un enjeu du fonctionnement de l'école elle-même: des objets d'analyse. Ce qui permet de distinguer leurs multiples composantes, et de révéler les différents sous-problèmes qui s'y cristallisaient. Au sein même de leur formulation et de leur analyse, ils finissent ainsi par trouver une solution. Il y aurait encore beaucoup de choses à dire. Il existe bien un site internet pour en savoir plus et suivre l'aventure... Mais le mieux est encore de venir voir directement sur place, à Pédagogie nomade! **Antoine Janvier**



Un éditeur indépendant

En collaboration avec la librairie Quilombo.
www.librairie-quilombo.org

AB IRATO POÉTIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

AB IRATO, «dans un mouvement de colère», ne se veut pas une vraie maison d'édition. Nonobstant la qualité des titres publiés, cette association réaffirme sa modestie, son refus de parvenir. À mille exemplaires en moyenne par tirage, les parutions se font «au rythme de deux par an, car il n'y a pas que l'édition pour remplir une vie». Dilettantes? Plutôt des passionnés bien conscients des réalités de l'époque et décidés à leur tordre le cou. La critique sociale, l'art et la subversion sont les ingrédients de cette quête d'émancipation. Une attention particulière est portée au prix des livres: «Nous nous efforçons de proposer des prix bas accessibles aux lecteurs qui s'intéressent à nos idées, loin des prix normatifs, toujours à la hausse comme le pourcentage de gens aisés dans la capitale et les centre-villes». «Depuis l'origine, Ab irato n'a jamais été une fin en soi, mais une réunion d'individus ayant, chacun de leur côté, souvent se recouvrant, des activités indépendantes, se retrouvant dans le collectif pour faire des choses ensemble.» Après avoir pendant des années – depuis 1992 – publiés des journaux (**La Comète d'Ab Irato**, puis **Oiseau-tempête**) ou des brochures (des textes de Karl Korsch, Paul Mattick, Charles Reeve ou Mike Davis), l'idée germe de publier des livres. En 2002 sort le premier titre: **Une étincelle dans la nuit. Sur la révolution iranienne 1978-1979**, de Serge Bricianer. Suivront **Brésil, la mémoire perturbée. Les marques de l'esclavage** (Maïra, 2004), **Planète Bidonvilles** (M. Davis, 2006), **Itinéraire d'Houilles à Tulkarem. D'un voyage en Palestine** (J. Gladiator, 2005), **Un couteau entre les dents** (A. J. Forte, 2007), **De Godzilla aux classes dangereuses** (A. Fernandes, C. Guillon, C. Reeve, B. Schwartz, 2007), **Les Révolutions du Mexique** (A. Nunes, 2009). Ces titres-là sont publiés dans la collection **Tatoo**, l'autre collection s'appelle **Abiratures**. Cette dernière, de création récente, est «dédiée à l'approche poétique, ce court moment d'élaboration qui se concrétise dans la poésie, quelle que soit la forme (rêve, texte, jeu, dessin, dialogue, etc.) qu'elle prend pour s'exprimer. Nous espérons par là contribuer à ce que la poésie soit saisie dans son essence, car sans elle, la transformation du monde, plus que jamais nécessaire, ne sera jamais qu'un prélude à l'assèchement du vivant (et réciproquement)». Il est assez rare (ce que nous regrettons) que les militant-e-s se réapproprient la poésie, aussi bien le genre littéraire que l'acception globale de l'esthétique de la vie, dans une optique révolutionnaire. Le travail d'Ab irato apporte cet aspect trop souvent négligé dans les luttes sociales comme dans leur approche historique. Un poète ne se résume pas au ridicule cliché romantique que l'ordre établi voudrait nous faire gober. De Dada aux surréalistes, de l'Internationale lettriste aux situationnistes, nombreux sont celles et ceux qui vivaient leur art comme une force de subversion sociale et politique. Ab irato ne l'a pas oublié, et nous leur savons gré. «**Un couteau entre les dents** du surréaliste et anarchiste António José Forte dessine une passerelle entre ces deux collections (critique et poétique). Ce poète a été un cas extrêmement rare, à son époque, de surréaliste suffisamment intéressé par les thèses situationnistes, découvertes au milieu des années 1960, pour créer le premier groupe situationniste portugais avec quelques amis, dont l'auteur des **Révolutions du Mexique**.» Ont été aussi publiés dans cette collection **L'Effet miroir** (R. Erben, N. Espagnol, A. Joubert), et **Hommage à l'Amiral Leblanc**, de Guy Cabanel.



AB IRATO 21, ter rue Voltaire, 75011 Paris

<http://abiratoeditions.wordpress.com/> | abirato@internetdown.org

NOUVEAUTÉS



Hans Koning
L'échappée,
2010, 160 p.

PETITE HISTOIRE DE LA CONQUÊTE DES AMÉRIQUES

CETTE «PETITE HISTOIRE» n'est petite que par la taille du livre : sur le Conquête du continent américain, il y aurait de quoi remplir une encyclopédie en 36 volumes. Courte et accessible, cette version-là a tout pour rafraîchir les mémoires et convaincre les néophytes. Ecrite par Hans Koning, auteur d'une biographie de référence de Christophe Colomb, elle raconte la dévastation d'un continent et la destruction des cultures des peuples qui y vivaient, de la conquête espagnole jusqu'à la colonisation complète de l'Amérique.

Non, ce ne fut pas pour le bonheur de l'humanité que l'Europe du XV^e siècle se lança dans cette croisade ; oui, ce fut saignant, horrible, cynique...et ça l'est encore. Plus de 500 ans après le débarquement de l'ignoble violence européenne, le pillage et le mépris perdurent.

LETRES AU BUREAU

DURANT la Grande terreur stalinienne, les individu(e)s se retrouvaient seuls face au tyran et étaient tentés de s'adresser à lui, que ce soit pour le dénoncer, pour intercéder en faveur de leurs proches, éviter une arrestation ou sauver leur village. Certains espéraient encore en se réclamant de la loi, tandis que d'autres lui adressaient une dernière missive avant leur exécution. La traductrice a choisi des lettres qui illustrent chacune de ces situations, de la dénonciation la plus radicale du despote – comme les lettres de rupture avec Staline d'Ignace Reiss, Walter Krivitski ou Fiodor Raskolnikov – à la plus absolue soumission avec ces serviteurs zélés dont Staline se débarrasse, une fois leurs basses œuvres accomplies.

Quelques-unes de ces lettres étaient déjà connues, mais la plupart étaient inédites, et leur réunion donne une image terrible de ce que fut l'immense tragédie du stalinisme...



Préfacé et traduit
du russe par
Luba Jurgenson
Anabet, 2009, 210 p.



Jacques Perdu
Spartacus, 2010, 92 p.

LA RÉVOLTE DES CANUTS 1831-1834

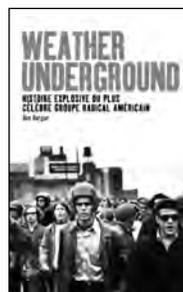
PUBLIÉ EN 1931 à la Librairie du travail pour le centième anniversaire de la première insurrection des Canuts, ce petit livre de l'ancien communiste lyonnais Jean-Jacques Soudeille (1899-1951), dit Jacques Perdu, est un exemple de littérature militante devenu une œuvre pionnière d'histoire sociale. En 1831, l'émeute est sans but, mais entraîne de larges masses ; les ouvriers insurgés remportent une victoire dont ils ne savent que faire : ils reprennent le travail sur de vagues promesses. Trois ans plus tard, le pouvoir a tiré la leçon des événements et dispose de milliers de soldats pour écraser une révolte minoritaire, mais défendant une revendication d'ordre général : la lutte contre une loi sur les associations visant à priver les dominés d'un outil de lutte. Malgré leurs différences, ces deux révoltes sont « des jalons de la lutte douloureuse du prolétariat pour son émancipation ».



Agustín Guillamón
Spartacus, 2009

BARRICADES À BARCELONE 1936-1937

À TRAVERS le récit détaillé de la lutte du prolétariat barcelonais (dont beaucoup étaient dans les comités de défense de la CNT) contre les militaires insurgés en juillet 1936 et la création du Comité central des milices antifascistes puis l'entrée des anarchistes dans le gouvernement, l'auteur explique que les germes de l'échec de la révolution espagnole étaient présents dès le début. Au nom de l'unité antifasciste et en l'absence d'un programme révolutionnaire, les comités supérieurs de la CNT-FAI ont confortés l'État en appuyant la dissolution des comités locaux révolutionnaires, la militarisation des milices, la fin du contrôle ouvrier des usines. La création des Amis de Durruti n'arrivera pas à stopper la bureaucratization de la CNT-FAI.



Dan Berger
L'échappée, 2010,
592 p.

WEATHER UNDERGROUND HISTOIRE EXPLOSIVE DU PLUS CÉLÈBRE GROUPE RADICAL AMÉRICAIN

GROUPE RADICAL parmi les plus connus des années 1970, le Weather Underground n'avait jamais eu l'honneur d'une publication française. C'est chose faite avec ce récit vivant et détaillé, qui retrace l'histoire de ces « météorologues » d'un genre particulier, poseurs de bombes prêts à ramener la guerre aux États-Unis. Du mouvement des droits civiques à la Black Liberation Army, du SDS aux luttes anticarcérales, l'auteur, jeune universitaire engagé, nous fait revivre le parcours de ces révolutionnaires blancs déterminés à soutenir leurs frères et sœurs de couleur et à faire tomber le régime impérialiste en prenant les armes.

REVUE TIMULT

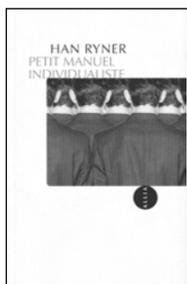
DEUXIÈME NUMÉRO pour cette nouvelle revue qui paraît depuis octobre 2009. Timult se présente avec une maquette soignée et une mise en page rafraîchissante, un contenu sans grands textes théoriques mais un choix éditorial clairement tourné vers une approche des personnels politiques. Au travers de récits d'expériences ou de témoignages, les diverses rubriques de Timult veulent questionner nos imaginaires révolutionnaires et nos envies émancipatrices.

Fabriquée au fil de rencontres ou d'ateliers d'écriture, la revue replace l'écrit dans une dynamique d'émancipation individuelle et collective pour « tisser des liens et des dialogues qui font avancer la cause d'une révolution où des personnes très différentes ont leur place. »

Sans pour autant en faire une revendication, Timult est conçue en non-mixité ou plutôt en mixité choisie selon leur propre terme « [qui] reflète mieux l'aspect bigarré de la constellation de personnes invitées à exister à travers la revue. »

40 pages, Timult sort trois fois par an. Prix libre de la main à la main, elle est vendue 3 euros en librairie

INCONTOURNABLE



Han Ryner
Allia, 80 pages

PETIT MANUEL INDIVIDUALISTE

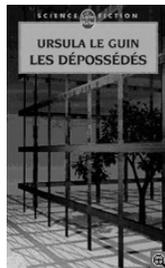
ÉTONNANT PETIT LIVRE que ce manuel de 1905 exhumé par les éditions Allia ! Han Ryner, figure admirable quoique un peu oubliée des milieux anarchistes de la Belle Époque, s'y réclame de l'exemple des philosophes antiques (de Socrate à Épictète) pour constituer l'individu en élément réfractaire à l'injustice et aux conformismes sociaux. Irréductiblement rebelle et non violent, l'individualiste selon Han Ryner n'obéit qu'à ce que lui dictent la raison et une éthique personnelle de la plus grande rigueur. Par conséquent, tout en recherchant la liberté il accroît sa conscience, et par là même sa joie – car, nous dit l'auteur, l'obéissance à sa propre loi est le fondement du bonheur véritable.



Laura Castellanos
éditions Lux, 2010,
462 p.

LE MEXIQUE EN ARMES GUÉRILLA ET CONTRE-INSURRECTION 1943-1981

CE LIVRE-LÀ est un vrai livre d'Histoire, la grande, mais aussi et surtout d'histoires, les multiples et courtes qui tentent de changer le cours de la grande. En l'occurrence, par les armes, puisqu'il s'agit ici des groupes guérilleros qui ont agité la vie politique et sociale du Mexique depuis 1943, époque d'enlèvement des acquis révolutionnaires de la période 1910-1917, jusqu'en 1981, et l'arrêt officiel – mais pas du tout réel – de la guerre sale menée illégalement par le gouvernement contre ces groupes clandestins militarisés d'extrême-gauche. Ruben Jaramillo, leader paysan coopérativiste, oscillait entre participation politique légale et activisme clandestin armé. Brutalement assassiné avec sa famille en 1962, sa mort met le feu aux poudres. Lucio Cabañas et Genaro Vasquez, instituteurs, se firent dans la foulée meneurs d'hommes dans les montagnes ; ces deux noms-là restent légendaires, car même si on note une large prédominance de groupes influencés par le verbiage marxiste-léniniste, la théorie du foco de Guevara et la triomphante révolution cubaine, qui en influença plus d'un en Amérique latine, sont essentiellement présentes les questions agraires soulevées en leur temps par Emiliano Zapata, et dans une moindre mesure les idées de Flores-Magon. Lucio Cabañas, au-delà d'être un simple chef militaire, savait écouter les gens, arpentaient les villages dans ce but. Autre exemple : la Ligue communiste du 23 septembre, issue d'un processus de fusion de divers groupes armés, était au contraire très urbaine et étudiante, portée sur l'enlèvement et la rançon et a payé un lourd tribut en tortures, disparitions, assassinats. Ayant une stratégie divergente, les Forces de Libération Nationale ne font pas parler d'elles et, recluses, engrangent et forment des militants ; au final elles donne-



LES DÉPOSSÉDÉS

Ursula Le Guin • Robert Laffont • 2000 • 390 p.

MERVEILLEUX roman politique et philosophique, **Les Dépossédés** voit s'opposer Urras, planète du capitalisme et de la domination sous toutes ses formes, et Anarres, planète où liberté et coopération sont les maîtres mots et où posséder est une preuve d'égotisme. Au travers de l'histoire de Shevek, physicien génial et chantre de la liberté, nous découvrons tantôt l'une, tantôt l'autre. Loin d'un conte qui verrait

naïvement s'opposer le bien et le mal, l'histoire dévoile tantôt le côté clair, tantôt le côté obscur de l'une et l'autre planète.

L'auteure, Ursula Le Guin, occupe une place à part dans le monde de la science-fiction. Explorant des thèmes anarchistes, féministes, psychologiques et sociologiques de manière originale, elle insiste particulièrement sur le « vivre ensemble » et encourage les lecteurs et lectrices à se poser mille questions.

ront naissance à l'actuelle EZLN.

Aujourd'hui d'autres groupes armés existent, tels que l'EPR ou l'ERPI, mais un black out médiatique leur est réservé : la violence des narcotrafiquants rapporte beaucoup plus, en permettant notamment la militarisation du pays quasiment sans soulever d'opposition ni même de questions politiques.

ÉCHOS DU MEXIQUE INDIEN ET REBELLE

Alèssi Dell'Umbria, Rue des Cascades, 2010, 96 p.

EN DEUX COURTS TEXTES, l'auteur, dans un style d'une exemplaire clarté, rappelle les enjeux des luttes indigènes et révolutionnaires du Mexique d'aujourd'hui. Qu'il s'agisse de préserver des traditions hors des sphères marchandes et politiques ou de reprendre des terres, ce qu'il se passe là-bas pose de biens judicieuses questions sur les tourments de notre époque.

LITTÉRATURE

UN FOU ORDINAIRE

Edward Abbey, Gallmeister, 2009, 264 p.

VOLUME APRÈS VOLUME, cet éditeur publie la traduction des principaux livres d'Edward Abbey, écrivain américain majeur et écologiste radical qui fut parmi les fondateurs du mouvement Earth First !

Le dernier en date reproduit dix textes écrits pour des revues ou comme accompagnement de beaux livres de photographies. Chacun parle d'une manière ou d'une autre du désert – son thème de prédilection, lui qui voulait le faire entrer dans la fiction et y réussit parfaitement avec **Le Gang de la clef à molette**.

Dans ce recueil, Abbey explore à nouveau ses territoires de prédilection en insistant sur son rapport à la nature sauvage et ses bienfaits : « Voyager dans les espaces sauvages est le plaisir le plus libre, le moins cher et le plus démocratique qui soit. »

Décidément, on ne se lasse pas de lire et de relire Edward Abbey !

LIVRE JEUNESSE

DIEUX

Texte de Thierry Dedieu, Images de Thierry Murat, Ed. l'Edune, 34 p., 2009
A PARTIR DE 8 ANS

Nous voici dans le monde des dieux. Un monde où, sans cesse, les grands et les petits dieux se jalouent, se querellent, se guerrirent et provoquent, par leurs réactions de colère, toutes les catastrophes que subissent la Terre et les humain-e-s.

En décrivant les travers absurdes de la société théiste, le récit met à nu et questionne le fonctionnement des sociétés humaines et l'origine des croyances.

Un livre qui adopte un ton à la fois grave et humoristique, porté par des illustrations originales qui donnent toute la force au propos.





DEAD PREZ

«BIGGA THAN HIP-HOP»¹

DEAD PREZ est un groupe de rap originaire de Floride dont le nom signifie littéralement «président mort», ce qui en argot veut dire «argent», en référence aux présidents représentés sur les billets américains. Le nom est assez ironique quand on sait que ses textes s'opposent aux pouvoirs en place et au capitalisme. Les deux membres, Stic.man et M-1, se sont rencontrés alors qu'ils étaient tous deux fortement investis dans le mouvement social. L'idée était alors de prolonger leurs combats dans la musique. Malgré leur attitude sans concession, le succès est vite au rendez-vous. La chanson *It's Bigger than Hip-hop* fut même un tube! Et cela alors qu'elle s'en prend directement à l'industrie du disque: «Dans le vrai monde, ces gens sont comme toi et moi quand le strass et les paillettes disparaissent [...] Alors tu préfères quoi? Une voiture Lexus ou la justice, un rêve ou une illusion, une grosse chaîne ou la liberté?».

RÉVOLUTIONNAIRE MAIS GANGSTER!

«Perdus entre N.W.A [pionniers du *gansta rap*] et Public Enemy [rap pro-black]», c'est ainsi que les Dead Prez se définissent eux-mêmes. Mais loin de mythifier la violence dans le concept «*Revolutionary but gansta (RBG)*»², la revendication gangster n'est que le constat d'une triste réalité ou un moyen temporaire de survivre, et la révolution la véritable solution. «Tu ne

pourras pas continuer à vendre de la drogue éternellement. Il va falloir qu'on s'en sorte ensemble.»³ Dead Prez reprend ainsi les idées des Panthères noires selon lesquelles le sous-prolétariat doit garder les armes pour faire la révolution. MP-1 reconnaît d'ailleurs l'influence d'Huey Newton: «J'ai baigné dans ces idées, ça m'a appris à vivre».

Alors que presque tous les rappeurs célèbrent l'arrivée d'Obama à la Maison-Blanche comme celle d'un messie, les Dead Prez diffusent une chanson ramenant les choses à leur triste réalité: «Démocrates et républicains sont les deux faces de la même pièce». Ils préfèrent s'engager dans d'autres campagnes comme celle contre la guerre en Irak ou celle pour la libération de Mumia Abu-Jamal. Mais les Dead Prez sont aussi là sur des thèmes où on les attend moins. Dans *Mind Sex*, ils prônent un autre rapport à la sexualité, plus «spirituel». Ils parlent de végétarisme dans la chanson *Be Healthy* («Gardez la forme»). Et ils abordent même le thème de la libération animale dans *Animal in Man!*

Bref, sans renier leur appartenance à la tradition hip-hop, les Dead Prez se permettent d'aller au-delà des frontières. Forcément, c'est plus grand! **Cyrille**

Plus d'infos: www.deadprez.com



1. «Plus grand que le hip-hop» (tiré de la chanson *Hip-hop*).

2. RGB, ce sont aussi les initiales de «Red, Black and Green» («rouge, noir et vert», les couleurs du drapeau panafricain), qui ont trouvé d'autres sens

comme «Read 'Bout Garvey» («Lis sur Marcus Garvey») ou «Roll Big Joint» («Roule un gros joint»).

3. Dead Prez et Outlawz, *Can't Sell Dope Forever* (2004).

REQUIEM POUR UN BARON

NON, CES QUATRE INDIVIDUS vêtus de combinaisons oranges ne sortent pas de Guantanamo. Ce sont les membres de Medef Inna Babylone, groupe de street-punk entrepreneurial (sic!) toulousain qui sillonne les routes françaises pour distiller un punk métissé lors de moult concerts de soutien.



Leur musique, un punk débridé et mélodique mêlé d'instruments divers et variés, est tout sauf conventionnelle. L'endiablé Bubu chante, joue de la trompette, de l'harmonica, de la bombarde, de la cornemuse et... de la flûte traversière. Pendant ce temps, Juju gratte sa guitare, Momo taquine sa basse et Yf met toute son énergie dans sa batterie.

On doit aux Medef des morceaux très énergiques et toujours mélodiques qui abordent des questions sociales et politiques liées aux différents systèmes de domination et au «jeu démocratique», et ce, dans différentes langues, du chinois à l'hébreu. Leur dernier et cinquième opus, *Metaphysical Punk*, nous offre une musique électrisante, qui montre que ce groupe a atteint sa pleine maturité.

Mais il propose aussi une «réflexion autour des connaissances et de l'éducation qui nous permettrait de progresser dans la société» au travers d'un livret.

Depuis leurs débuts, en 1999, les Medef allient théorie et pratique. Promouvant l'autonomie, ils produisent leurs albums eux-mêmes et se chargent de la diffusion. Une co-distribution a été mise en place avec les labels Trauma social et General Strike pour la diffusion du dernier album. Défenseurs de la musique libre, les Medef mettent aussi leurs titres en libre accès sur leur site internet: www.medefinnababylone.com

Merci à Fred, de photorock.com, qui nous a autorisé-e-s à reproduire une de ses innombrables photos de concert. **Albertine**

RETOUR SUR...

UN CLOWN ATOMIQUE

1975, MALVILLE: en pleine lutte antinucléaire, le comédien Jean Kergrist débarque sur une remorque agraire et improvise le premier Clown atomique. Plébiscité par les opposant-e-s au nucléaire, il tourne définitivement le dos aux prestigieux théâtres subventionnés pour des scènes moins homologuées et invente son TNP à lui (en référence au Théâtre national populaire de Jean Vilar): le Théâtre national portatif. Abandonnant les gros camions et la logistique des grands plateaux, il réduit au maximum le décor et la lumière pour pouvoir trimer son spectacle partout. «Je voulais toucher à tout, explique-t-il, brasser moi-même la matière en construisant mes accessoires de bric et de broc, me passer des jeux de lumière esthétisants, m'adapter à chaque lieu, à chaque milieu, sans exclusive, faire de cette souplesse une force, une nouvel-le esthétique » (Intervention au colloque «Théâtre militant de 1966 à 1980», juin 2003, Nanterre.) Inspiré par Dario Fo, Kateb Yacine et Armand Gatti, il fait surgir un univers sans scène ni accessoires. Auteur et interprète de son personnage, il se réclame d'un «théâtre résistant» plus que militant. Toujours seul sur scène, son unique partenaire est le public avec qui il pousse la dialectique avec un vrai sens de l'improvisation. Les fins de représentation ne sont pas faites de bouffes entre artistes, mais de discussions endiablées chez l'habitant-e où il loge.



Si le Clown atomique égaye les manifestations, il porte aussi un discours politique orienté vers la critique du pouvoir, et tourne en dérision les propos nucléocrates. Les centaines de représentations se veulent des meetings politiques (en plus drôle!). Pour coller aux luttes du moment, il écrit ses textes en s'inspirant de l'actualité: il revendique un théâtre «Kleenex», «c'est-à-dire jetable, ne pouvant servir

qu'une seule fois» pour «être au diapason du lieu et de l'instant». À Plogoff, il accompagne la stratégie de démoralisation des gardes mobiles employée par les femmes. Il distribue aux flics l'affiche de son spectacle en guise de diplôme: «Tout garde mobile qui conserve son diplôme sera exempté de pavés dans la figure». Bien sûr, le chef les fait enlever aussitôt. Un jour, un CRS veut même en garder une... pour ses gamins. Les cognes rigolaient en le regardant mais le but de Kergrist était atteint... «Tu nous as foutu un sacré coup au moral!», confia l'un des CRS au clown, quelques années plus tard... Kergrist s'est produit plus de mille fois dans des salles municipales, des MJC, des festivals de théâtre et des manifestations militantes. Jusque dans les années 1990, il décline son personnage en lien avec différentes luttes: le Clown docteur-chef, le Clown agricole, le Clown chomdu, le Clown occidental, le Clown pape, etc. Aujourd'hui, Jean Kergrist poursuit son travail de comédien-conteur sur les planches et au cinéma, et continue à mettre en avant des problématiques sociales, comme la mémoire des bagnes du centre Bretagne.

Gildas



L'ÉCOLE À L'ÉCRAN

NOSTALGIE DE L'ÉCOLE D'ANTAN, histoire touchante d'enfants en rupture, profs super-héros ou profs violenté-e-s, l'école semble être un cadre cinéma-tographique qui plait. Cependant, entre les fresques bien-pensantes louant les mérites de l'école unique type Jules Ferry (comme Être et avoir) et les visions stéréotypées et remplies de clichés (La Journée de la jupe), il existe des films et des documentaires critiques de l'école comme institution hiérarchisée et normative. Certains portent une autre vision sur les élèves, un regard à contre-courant des discours actuels. Ni misérabilisme sur l'école actuelle ni nostalgie sur l'école de nos parents, cette sélection montre un échantillon de films et documentaires porteurs d'utopie ou simplement réalistes... **Caroline**



ENTRE LES MURS

Film français de **Laurent Cantet**, 2008, 128 min

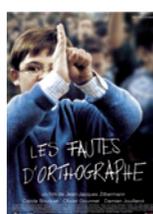
Ce film, tiré du roman de François Bégaudeau, montre le quotidien d'un collègue parisien, avec des élèves dans leur propre rôle. Face aux élèves qui «vannent» sans arrêt, François, jeune prof de français, n'est ni un super prof qui va tous les faire réussir, ni un prof déprimé et victimisé. Il est juste humain. Il se trompe, s'énerve, dit parfois n'importe quoi, doute, commet des injustices, adapte son enseignement, tantôt se plaignant de sa classe, tantôt riant avec ses élèves. Le film montre l'école comme le siège d'un formidable jeu social. Cantet et Bégaudeau font travailler à plein les contradictions de l'école: le souci de ne pas exclure en conservant une certaine discipline, la reconnaissance de la diversité tout en enseignant une culture commune... Un constat plutôt lucide sur l'école d'aujourd'hui.



ÇA COMMENCE AUJOURD'HUI

Film français de **Bertrand Tavernier**, 1998, 117 min

Le directeur d'une maternelle près de Valenciennes exerce son métier avec passion dans une région rongée par le chômage. Un jour, il doit accompagner des enfants chez leur mère ivre, et outrepasser le règlement qui voudrait qu'il alerte les services sociaux. L'école est en fait le réceptacle des difficultés des habitant-e-s du quartier. Du coup, le directeur déborde largement du rôle où le confine normalement sa fonction. Pour aider ces parents d'élèves, il est amené à faire des choses anodines qui sont toutes considérées hors la loi par l'administration.



LES FAUTES D'ORTHOGRAPHE

Film français de **Jean Jacques Zilbermann**, 2004, 90 min

L'histoire se passe dans les années 1970 dans un internat de garçons où l'éducation est toujours considérée comme un dressage. Les châtiments corporels ont tou-

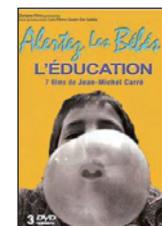
jours cours et l'intimité n'existe pas. Daniel, dont les parents dirigent l'institution, est placé avec les autres élèves. Mal à l'aise dans son corps, il vit difficilement la collectivité. Pour s'en sortir, il va alors affronter l'autorité de ses parents et mettre en place une coopérative secrète à laquelle des profs finiront même par adhérer. Cette expérience donnera des ailes aux envies de rébellion et de liberté des enfants. Sur fond de camaraderie, ce film critique l'internat, l'école, l'autorité, l'injustice et le capitalisme. Comme le disent les enfants du film dans leur mot d'ordre: «Ploum! Ploum! Tralala! Hop! Hop! Rébellion! L'anarchie vaincra!».



ZÉRO DE CONDUITE

Film français de **Jean Vigo**, 1933, 42 min

Mutinerie dans un pensionnat: des collégiens en furie renversent toutes les règles, et hissent le drapeau noir sur l'école. Tourné par le célèbre Jean Vigo, fils de l'anarchiste Almeréyda, Zéro de conduite est une satire de l'institution scolaire, interdit par la censure jusqu'en 1945 («attentatoire au prestige du corps enseignant»), mais aussi un film utopique, montrant comment les élèves pourraient passer de la simple désobéissance à la formation d'une contre-société libre, une république d'enfants.



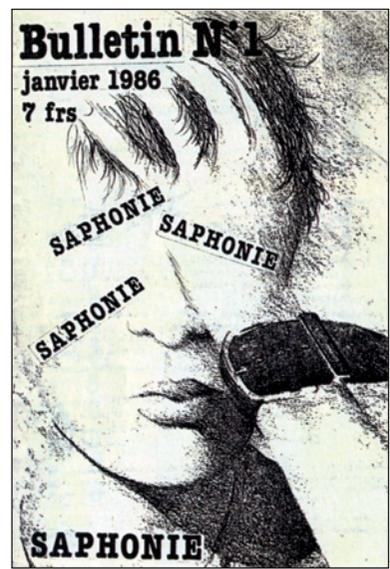
ON N'EST PAS DES MINUS!

Documentaire français de **Jean-Michel Carré**, 1981, 50 min

Tourné à l'école Vitruve, une école expérimentale parisienne, par Jean-Michel Carré, ce film montre des scènes de vie où les élèves sont acteurs de leurs apprentissages. Partant du postulat qu'on apprend qu'avec ses pairs, les élèves organisent leur scolarité et gèrent collectivement la vie du groupe (prise de décision, gestion de la coopérative, repas, etc.). Ce documentaire montre les mécanismes d'apprentissage dans une école en rupture avec le fonctionnement scolaire habituel, ne sépare pas le travail manuel de l'intellectuel, les loisirs du travail... et mélange tous les savoirs.

INTERVENTIONS GRAPHIQUES

IMAGES EXTRAITES DU LIVRE « MOUVEMENTS DE PRESSE DES ANNÉES 1970 À NOS JOURS, LUTTES FÉMINISTES ET LESBIENNES », MARTINE LAROCHE, MICHÈLE LARROUY, ÉDITIONS ARCL

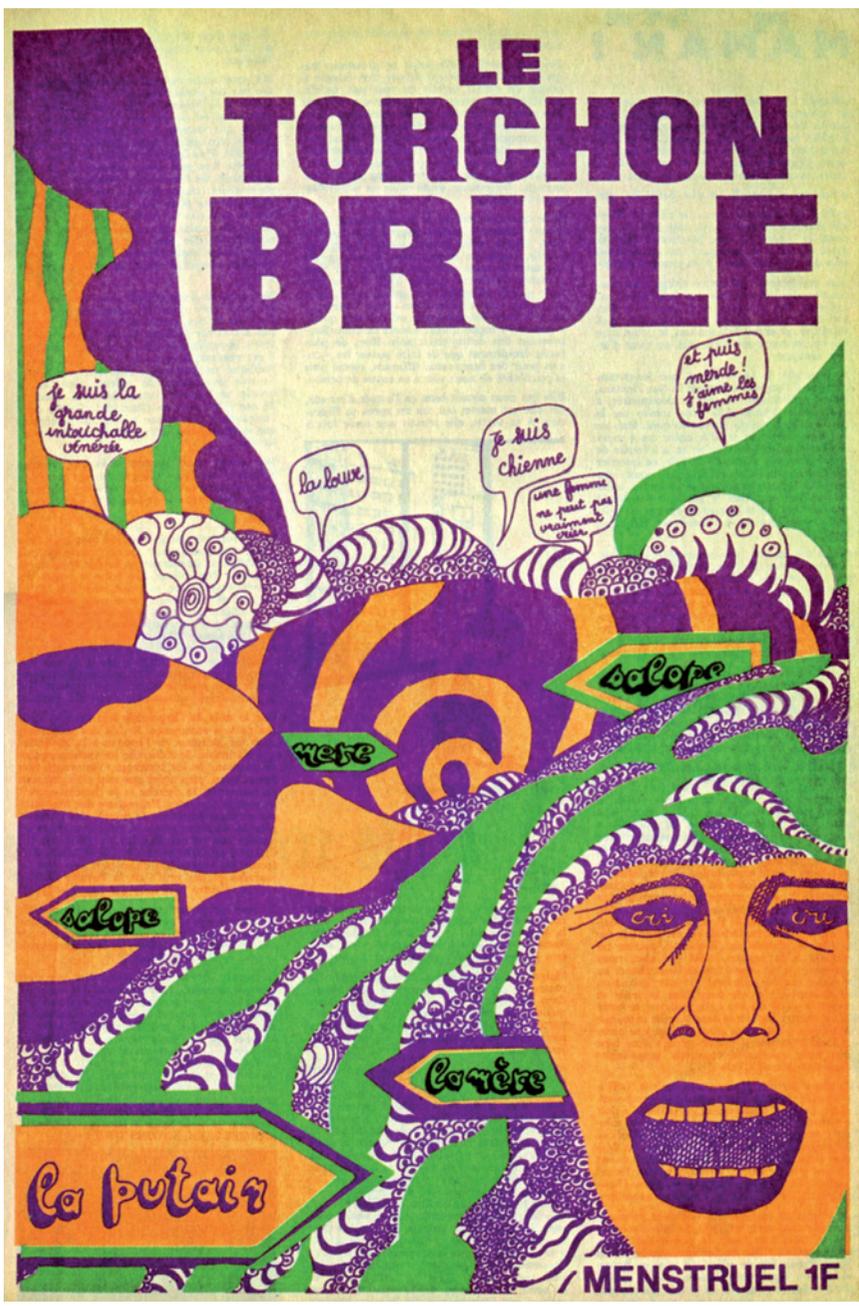


Saphonie N°1, janvier 1986

Monde des femmes, publication bi-annuelle de Isis Women's international Cross Cultural Exchange, N°7, 1996



Remue-Ménage, N°1, avril 1979



Le Torchon Brûle. Premier journal du Mouvement de libération des femmes. N°1, mai 1971